

ANTONIO GRAMSCI

Écrits  
politiques

III

1923-1926

TEXTES CHOISIS  
PRÉSENTÉS ET ANNOTÉS  
PAR ROBERT PARIS

TRADUITS DE L'ITALIEN  
PAR MARIE-GRACIEUSE MARTIN-GISTUCCI,  
GILBERT MOGET, ROBERT PARIS

GALLIMARD

## AVANT-PROPOS

*La présente anthologie comprend trois volumes qui rassemblent, sous le titre général d'Écrits politiques, des œuvres de Gramsci publiées ou simplement écrites de 1914 à 1926. Ce titre, il va sans dire, ne prétend nullement opposer ces textes aux Cahiers de prison ni préjuger du contenu de ces derniers. Désignant le caractère plus immédiat du discours politique déployé dans ces textes, il a le mérite tout banal de la commodité.*

*Cette anthologie de Gramsci aurait dû porter, à l'origine, sur la totalité de l'œuvre. Pour des motifs que l'on exposera le moment venu, il a paru préférable de publier les Cahiers de prison dans leur intégralité et de limiter l'anthologie aux seuls Écrits politiques. L'espace imparti à ces textes s'en est trouvé élargi et, sans prétendre être pleinement satisfait du résultat, on a pu ainsi établir un choix assez représentatif : ces trois volumes d'Écrits équivalent à près de la moitié des œuvres proprement « politiques » de la période 1914-1926.*

*Les textes de ce troisième volume proviennent pour l'essentiel de La costruzione del Partito comunista, 1923-1926 (Turin, 1971, Einaudi), à l'exception de l'article « Democrazia e fascismo », publié par les soins de Renzo Martinelli in Per la verità, Scritti 1913-1926 (Rome, 1974, Editori Riuniti). Les sept articles composant l'appendice de la première partie ont tous paru en français dans La Correspondance internationale. La lettre de Manuïlski du 21 octobre 1926 est reprise de Rinascita. Le « témoignage » de Camilla Ravera est inédit.*

R. P.

## INTRODUCTION

La « bolchevisation », tel est donc (1) le fil conducteur qui court de la « Correspondance de Moscou et de Vienne », et au premier chef de la lettre liminaire du 12 septembre 1923 sur la fondation de *L'Unità*, jusqu'à cette consécration formelle de l'« hégémonie gramscienne » que veut être le Congrès de Lyon de janvier 1926, et au-delà, par des voies peut-être moins directes, jusqu'à la célèbre supplique d'octobre 1926 au Parti communiste d'Union soviétique et aux *Notes* inachevées, de 1926 toujours, sur la « question méridionale ». Il serait vain, on l'a dit, d'occulter ici les responsabilités de l'auteur des *Cahiers de prison* en jouant de la litote : « formation du groupe dirigeant », hier, et, aujourd'hui, « construction du Parti communiste (2) ». Inutile aussi de déplacer le sens de l'entreprise en se retranchant derrière l'une de ces métaphores où l'Art de la guerre le disputerait à l'Art d'aimer : la « conquête gramscienne », par exemple, pour retenir la plus fameuse. Absurde, enfin, de faire endosser par d'autres, Scoccimarro et même Humbert-Droz (3) une opération dont un témoin aussi irrécusable que Mario Montagnana continue de proclamer - en 1934, sans doute

1. Cf. notre « Introduction » à A. Gramsci, *Écrits politiques*, II, pp. 34 et suiv. ; et, pour la lettre du 12 septembre 1923, *ibid.*, pp. 228-230.

2. Cf. P. Togliatti, *La formazione del gruppo dirigente del Partito comunista italiano*, Rome, 1962, A. Gramsci, *La costruzione del Partito comunista, 1923-1926*, Turin, 1971.

3. Cf., par exemple, les articles d'Alfred Rosmer (signés « Un communiste » et « A.R. ») in *La Révolution prolétarienne*, mai, juin et août 1925, ainsi que l'essai d'A. Caracciolo, « Serrati, Bordiga e la polemica gramsciana contro il " blanquismo " o settarismo di partito », in *La Città futura*, Milan, 1959, p. 109.

## 12 *Écrits politiques*

- qu'elle a été menée « sous la direction personnelle du camarade Antonio Gramsci (1) ». Marquée peut-être au sceau du « génie » ou, tout au moins, d'une certaine « spécificité », et annonciatrice sans doute du « Parti nouveau (2) », l'action de Gramsci en ces années 1923-1926 n'en représente pas moins le « moment italien » d'une politique *urbi et orbi*, ou mieux encore, et lui-même aurait pu le dire, la traduction - « dans le langage historique italien (3) » - des dures exigences de la « bolchevisation ».

On peut se demander du reste si la « spécificité » - *vexata quaestio*, s'il en est - ne représente pas ici un choix inévitable et si cette nécessité de « traduire » n'est pas déjà inscrite dans l'interprétation que Gramsci, et après lui Togliatti, se donne du conflit qui ne cesse d'opposer - qu'on le date des « Thèses de Rome » de 1922, du III<sup>e</sup> Congrès de l'I.C., voire du Congrès de Livourne - l'Internationale communiste et sa section italienne (4). Qu'il s'agisse en effet de justifier *a posteriori* l'attitude du futur « groupe dirigeant » à l'époque du Congrès de Rome ou d'organiser la fraction qui supplantera Bordiga à la tête du Parti, l'interprétation et le choix politique s'articulent immanquablement autour de l'antagonisme élémentaire entre « national » et « international » et, reconstituant la vieille logique de l'appartenance et du tiers exclu, reconstruisent un monde où la traduction est indispensable. C'est dans cette opposition que Gramsci choisit d'ancrer sa lutte contre Bordiga : « Amadeo se place au point de vue d'une minorité internationale. Nous devons nous placer au point de vue d'une majorité nationale (5) ». Et c'est à cet archétype que renvoie peu après Togliatti lorsqu'il s'explique sur les « Thèses de Rome » devant le Ve Congrès

1. C. Roncoli [M. Montagnanal ], « Les enseignements fondamentaux de la lutte menée par le P.C. d'Italie contre le fascisme en régime totalitaire ». *L'internationale communiste*, XVI, 19, 5 octobre 1934, pp. 1271-1284 et, en particulier, p. 1272.

2. C'est ce que suggère le titre du volume qui rassemble les textes de cette période : *La costruzione del Partito comunista*, etc.

3. Cf. « Le programme de *L'Ordine Nuovo* », 1er-15 avril 1924, *infra*, p. 109.

4. Cf. J. Humbert-Droz, *Il contrasto tra l'Internazionale e il P.C.I., 1922-1928*, Milan, 1969, ainsi que : *Archives de Jules Humbert-Droz, Origines et débuts des Partis communistes des Pays latins, 1919-1923*, Dordrecht, 1970.

5. A Togliatti, Terracini, etc., 9 février 1924, in *Écrits politiques*, II, p. 268.

de l'I.C. : « Au Congrès de Rome, en votant même à titre consultatif les thèses que l'Internationale a désavouées, nous avons ouvert une crise internationale pour éviter une crise intérieure qui aurait eu des conséquences bien plus graves (1). » Entre ces deux « empires » que

sont ici le Parti et L'Internationale, et même si le « centre » joue parfois de soit double passeport pour interchanger les « points de vue », entre *l'in group* et *l'out group* la médiation ne saurait ainsi s'opérer que par le truchement d'une traduction qui, non seulement restitue « concrètement la signification italienne » des mots d'ordre de l'Internationale, mais qui, de plus, leur assigne - comme à des formes sans contenu - « une substance politique nationale (2) ».

C'est sous les auspices de Lénine que Gramsci placera les notes des *Cahiers de prison* dans lesquelles il revient sur cette pratique de la « traduction » pour tenter de théoriser le concept de « traduisibilité » : « En 1921, traitant des questions d'organisation, Vilitch [Lénine] écrivait et disait à peu près ceci : nous n'avons pas su " traduire " notre langue dans les langues européennes (3). » L'allusion est explicite : il s'agit de la conclusion du rapport présenté par Lénine devant le IV<sup>e</sup> Congrès de l'I.C., et donc non pas en 1921, mais en 1922. Dans les deux versions de cette note, tout comme dans l'article du 25 juillet 1925, « L'organisation par cellules et le II<sup>e</sup> Congrès (4) », qui, traitant d'un des thèmes essentiels de la « bolchevisation », permet d'intégrer celle-ci au « moment théorique » des *Cahiers*, Gramsci ne cesse pourtant de dater de 1921 ce rapport de Lénine. Même si ce texte se réfère explicitement à cette date, il est évident qu'une telle erreur ne saurait se réduire à une confusion ou à un effet de métonymie mais désigne, à la façon d'un lapsus, le moment et le lieu - le III<sup>e</sup> Congrès, précisément,

1. « Ve Congrès - 13<sup>e</sup> séance [25 juin 1924] », *La Correspondance internationale*, IV, 16, 21 juillet 1924, p. 488.

2. « Problemi di oggi e di domani », *L'Ordine Nuovo*, 1<sup>er</sup>-15 avril 1924, in *La costruzione...*, p. 181.

3. *Cahier II (XVIII)*, § 46, in *Cahiers de prison, Cahiers 10, 11, 12 et 13*, Paris. Gallimard, 1978, p. 264. La première version de cette note se trouve in *Cahier 7 (VII)*, § 2.

4. « L'organisation par cellules et le II<sup>e</sup> Congrès mondial », *infra*, pp. 207-211 et, sur ce point précis, p. 209.

et la discussion sur le « front unique » - où s'enracine au plus profond ce « malentendu » que devrait dénouer et résoudre, Gramsci tout au moins l'imagine, ce recours à la « traduction ».

Mais si le « malentendu » y est clairement défini, de « traduction », au moins au sens où l'entend Gramsci, il n'est, au vrai, qu'assez peu question chez Lénine : « En 1921, au IIIe Congrès, nous avons voté une résolution sur la structure organique des Partis communistes, ainsi que sur les méthodes et le contenu de leur travail. Texte excellent, mais essentiellement russe, ou presque, c'est-à-dire que tout y est tiré des conditions de vie russes. C'est là son bon mais aussi son mauvais côté. (...) Nous n'avons pas compris comment il fallait présenter aux étrangers notre expérience russe. (...) Cette résolution est trop russe : elle traduit l'expérience de la Russie. Aussi est-elle tout à fait incompréhensible pour les étrangers : ils peuvent se contenter de l'accrocher dans un coin comme une icône, et de l'adorer. On n'arrivera à rien de cette façon. Ils doivent assimiler une bonne tranche d'expérience russe. Comment cela se passera, je l'ignore (1). »

Un seul point, en effet, pourrait évoquer ici la nécessité de « traduire » dont parle Gramsci, et c'est lorsque Lénine concède que les communistes russes devraient apprendre à se mettre « à la portée des étrangers ». Mais, en soulignant que ceux-ci doivent d'abord « étudier » et, plus encore, en leur faisant un devoir d'« assimiler une bonne tranche d'expérience russe », Lénine, bien évidemment, assigne à cette expérience ce que Gramsci désignera, positivement d'ailleurs, comme une « situation de " privilège " (2) », et lui confère une plénitude de contenu qui ne laisse guère place à « une substance politique nationale ». Aussi bien est-ce sur le renversement de cette perspective que se fonde le discours de la « traduisibilité » : c'est en brisant avec le contenu de l'expérience bolchevique - sans renoncer pour autant, on le verra, à certain apprentissage des mécanismes

1. Lénine, « Cinq ans de révolution russe et les perspectives de la révolution mondiale », 13 novembre 1922, in *Œuvres*, tome 33, *Août 1921-mars 1923*, Paris-Moscou, 1963, pp. 429-444 et, en particulier, pp. 442-444.

2. « Democrazia interna e libertà di discussione », *L'Unità*, 12 juin 1925.

d' appareil -, c'est en déniait en fait toute primauté à une telle expérience - mais non à l'appareil, répétons-le - que Gramsci commence de définir cette pratique politique, qu'il nommera « traduction » et dont ce renversement est peut-être la première étape.

Et c'est sans doute ce qui spécifie la « conquête gramscienne », ce qui démarque Gramsci des autres « bolcheviseurs », Albert Treint, par exemple, ou le couple Ruth Fischer-Maslow. Alors que ces derniers s'efforcent effectivement de transposer - et d'imposer - dans leurs sections respectives un certain état, voire une certaine représentation du « bolchevisme », Gramsci, loin de se cantonner dans le rôle ingrat de « principal traducteur de l'expérience soviétique (1) », fait passer dans l'opération une sorte de « supplément d'âme » qui tient à la redécouverte de ces « spécificités » que sont le Vatican, la question méridionale, voire le *Risorgimento*. Et il n'importe guère que ce soit au prix d'un détournement : ici, de l'« enseignement » de Lénine ; ailleurs, des « leçons » de Trotski (2). Ou qu'on puisse taxer l'opération de « transformisme ». « Spécificités » et « traduction » ne sont peut-être que cette « rançon », cette « taille de l'histoire » qu'exige en Italie la « bolchevisation (3) ». Et Gramsci, toujours historiciste, ne peut qu'y acquiescer.

Le seul paradoxe, c'est qu'en se plaçant à ce « point de vue d'une majorité nationale », Gramsci puisse ainsi retrouver et exprimer aussi immédiatement le « point de vue » de l'Internationale ; que le discours de la « spécificité » autrement dit et, à plus long terme, celui de la « voie italienne » ou du « polycentrisme » finissent par coïncider avec celui du centre international. Tout comme si la « spécificité » ne pouvait confirmer et tremper son identité que dans la primauté de ce dernier : « Il y a toujours une opinion ou un courant qui se trouve dans une situation de " privilège " et qui doit prévaloir. Et c'est celle del'I.C. (4). » Mais peut-être cette « spécificité », cette nuance « nationale » que Gramsci

1. P. Spriano, 24 avril 1967, in *Gramsci e la cultura contemporanea, Atti del Convegno internazionale di studi gramsciani tenuto a Cagliari il 23-27 aprile 1967*, Rome, 1969. I, p. 181.

2. Cf. notre « Introduction » aux *Écrits politiques*, II, pp. 17 et suiv.

3. Cf. « La rançon de l'histoire », 7 juin 1919, in *Écrits politiques*, I, pp. 239-244.

4. « Democrazia interna e libertà di discussione », *loc. cit.*



réinvente et qui occulte si bien, chez certains commentateurs (1), le contenu effectif de la « bolchevisation », représente-t-elle beaucoup plus que cette « taille de l'histoire », que ce prix du sang que le « bolcheviseur » doit payer à la *Realpolitik* : et, précisément, le contenu réel de cette « bolchevisation » qui lui tient lieu de « vérité ».

Une fois admis ce *quid* ou cette « petite différence » qui tient peut-être effectivement, pour la postérité en tout cas, à ce que le « capitaine » Treint n'a pas écrit - et pour cause - les *Cahiers de prison*, force est en effet de constater que, dans sa matérialité comme dans ses résultats, l'opération que dirige personnellement Gramsci et dont il paraît faire parfois une « affaire personnelle (2) », ne se distingue guère du grand remue-ménage qui secoue alors les autres sections de l'Internationale communiste. C'est l'auteur des *Cahiers de prison*, et non Albert Treint, qui, depuis Vienne, constitue ni plus ni moins qu'une fraction à l'intérieur de ce Parti communiste d'Italie dont il exalte avec tant de satisfaction l'« homogénéité fondamentale, granitique (3) ». C'est lui aussi qui, fort de l'appui du Komintern, contraint les militants à choisir entre l'ancienne direction et l'Internationale. C'est Gramsci encore qui met en place un véritable appareil et qui crée ou inspire ces supports idéologiques et logistiques de la « bolchevisation » que sont *L'Unità*, *L'Ordine Nuovo* nouvelle manière, l'école du Parti, les « groupes de *L'Ordine Nuovo* »... C'est le Parti italien enfin, et non le Parti français ou allemand, que désigne ce commentaire, sévère mais lucide, d'Alfred Rosmer : « L'Internationale forme une direction d'hommes serviles qui constitue une véritable fraction au sein du Parti et, appuyée sur cette fraction, elle met les ouvriers en demeure de se prononcer pour cette direction sinon, ils sont contre l'Internationale (4). »

Car c'est autour de cette alternative que se cristallise

1. J'ai déjà rapporté ailleurs cette « objection » d'un historien italien : « Albert Treint n'a pas écrit les *Cahiers de prison*. » Cf. R. Paris, « Il Gramsci di tutti ». *Giovane critica*, no 15-16 (1967), pp. 48-61.

2. Cf., sur ce point, P. Spriano. *Storia del Partito comunista italiano*, I, *Da Bordiga a Gramsci*, Turin, 1967, pp. 477-478.

3. « Après la Conférence de Côme », 5 juin 1924, ci-après. p. 115.

4. A. R. [A. Rosmer], « La " bolchevisation " du Parti communiste italien », *La Révolution prolétarienne*, no 8, août 1925, pp. 21-22.

d'abord la rupture de Gramsci avec le « bordiguisme » - et on peut la considérer comme acquise dès décembre 1923, lorsqu'il prend congé de Zinoviev avant de partir pour Vienne (1) -

et qu'il choisit d'organiser sa fraction « centriste » à l'intérieur du Parti italien. « La force principale qui maintient la cohésion du Parti, écrit-il par exemple à Scoccimarro au début de l'année suivante, c'est le prestige et l'idéal de l'Internationale, et non pas un lien hypothétique créé par l'action spécifique du Parti (2) » ; affirmation qui, au demeurant, paraît faire écho à ce fragment de l'été 1923 où il s'interroge sur la scission de Livourne (3) et qui, en tout cas, tend à réduire celle-ci à une simple proclamation d'allégeance à l'Internationale. Ce thème est repris et précisé, publiquement cette fois, après la conférence de Côme de mai 1924, et avec d'autant plus de chaleur que le « centre » s'y est retrouvé minoritaire (4). « Le parti - écrit alors Gramsci - ne peut se développer que comme section italienne de l'Internationale communiste, du Parti mondial du prolétariat révolutionnaire. » Et il insiste, manifestement à l'intention de Bordiga : « Ce n'est [donc] pas seulement par discipline, mais aussi par conviction, qu'il doit accepter la doctrine et la tactique de l'Internationale communiste (5). » Tout comme si la « situation de " privilège " » attribuée à l'I.C. exigeait déjà beaucoup plus que le respect, fût-il formel, des règles du « centralisme démocratique » : une « soumission pleine et complète à la discipline de l'Internationale (6) » .

C'est donc une double hypothèque qui pèse sur cette « bolchevisation » : l'identification sans réserve des positions du « centre », c'est-à-dire des « bolcheviseurs », à celles de l'I.C., et, plus décisif encore, ce « privilège » dont jouirait l'Internationale et qui, impliquant l'acquiescement *a priori* à toutes les décisions de Moscou, contient en germe l'essentiel de l'opération. « L'existence de cet organisme - souligne en effet Gramsci, toujours à propos du Komintern - ( ... ) met une limite à ce qu'on nomme, dans la démocratie for

1. A. Davidson, *Antonio Gramsci : Towards an Intellectual Biography*, Londres, 1977, p. 204.
2. A Scoccimarro, 5 janvier 1924, in *Écrits politiques*, II, p. 242.
3. Cf. *Écrits politiques*, II, p. 304.
4. Cf. *Écrits politiques*, II, p. 19 et surtout, *infra*, p. 115. n. I.
5. « Après la Conférence de Côme », *infra*, p. 117.
6. « Democrazia interna e libertà di discussione », *loc. cit.*

melle. le droit des minorités à devenir majorité (1). » Légalité et pouvoir, autrement dit, ne font qu'un et c'est au centre international ou à ses mandants qu'il appartient désormais de dicter les règles du jeu. L'opposition se verra donc, non seulement dénier toute liberté de manœuvre, mais jusqu'au droit à l'existence. En témoigne la réaction offusquée et jésuitique de Gramsci lorsque, à l'approche du III<sup>e</sup> Congrès du Parti, la gauche organise son « Comité d'entente » : « Les faits que nous rapportons ici sont d'une telle gravité qu'ils exigent la plus sévère attention de tous les camarades. Jamais on n'avait vu dans notre Parti insulter plus audacieusement aux règles élémentaires de l'organisation et de la discipline d'un Parti communiste (2) » - comme si l'exemple n'était pas venu d'« en haut » avec la défenestration de Paul Levi en 1921 ou le coup de force de l'Exécutif de 1923 contre la Direction du Parti italien lui-même (3), comme s'il n'y avait pas eu la correspondance de Vienne et la formation, souterraine il est vrai, du nouveau « groupe dirigeant »... C'est donc par un discours sans surprises, une fois posé ces prémisses, que Gramsci va commenter et scander sa lutte contre la gauche.

Il y reprend, au vrai, tous les procédés, y réinvente toutes les obsessions, tous les fantasmes du « bolchevisme ». Indifférent aux thèses d'une opposition qui ne saurait être qu'« une chose tout à fait artificielle », inventée, qui sait ? par la police (4) , et déniait toute signification aux revendications que la « gauche » peut avancer : « liberté de discussion », « démocratie interne », « liberté de critique », on l'y voit guidé par une seule idée, une règle unique : discipline, discipline d'abord. Discuter ? Certes. Mais quand tout sera rentré dans l'ordre. Il ne saurait y avoir de discussion « entre le Parti et ceux qui violent la discipline (5) ». Et d'exalter l'exemple de Trotski, « discipliné au Parti », « soldat discipliné ».

1. *Ibid.*

2. « Le Parti combattra avec énergie tout retour aux conceptions d'organisation de la social-démocratie », 7 juin 1925, *infra*, p. 179.

3. Cf. *Écrits politiques*, I, p. 41 ; II, pp. 48, 224, n. 2 et 303, n. 2.

4. « Verbale della Commissione politica per il congresso di Lione [Procès-verbal de la commission politique préparatoire du Congrès de Lyon, 20 janvier 1926] », in *Critica marxista*, 1, 5-6, septembre-décembre 1963. pp. 302-326 et, sur ce point, pp. 321-322. Mais cf., aussi, *La costruzione...*, p. 488.

5. « " Democrazia interna " e frazionismo », *L'Unità*, 21 juin 1925, in

pliné de la révolution », « combattant discipliné de la classe ouvrière (1) ». Car la divergence, la tendance, la fraction - toutes choses qu'il confond volontiers (2), Comme l'y invite du reste le Parti bolchevique depuis 1921 - sont prémonitoires d'autant de fractures : « *L'initiative du*

*Comité d'entente porte en elle le germe d'une scission* (3) » ; d'autant de ruptures à l'intérieur du Parti : « *dans un Parti communiste, poser le problème de l'organisation d'une fraction veut dire poser un problème de scission* (4). » Bien plus : quiconque renâcle, tel Bordiga, devant la discipline de l'« organisation mondiale » laisse transparaître autant de défaillances ou de motivations honteuses : narcissisme petit-bourgeois, goût de la « phrase révolutionnaire », « décadence intellectuelle » et, il va sans dire, « manque d'esprit internationaliste (5) ».

Et, dès lors, le discours se fait tragique, d'un rationalisme exacerbé, pressé de sauter aux conclusions pour annoncer l'inéluctable : « En s'engageant sur la voie qu'ont prise les camarades du soi-disant " Comité d'entente ", on va tout droit hors du Parti et de l'Internationale communiste. Et se mettre hors du Parti et de l'Internationale signifie se mettre contre le Parti et l'Internationale communiste, autrement dit renforcer les éléments de la contre-révolution (6). » Des exemples sont là, qui parlent ; des représentations plutôt, que la tradition bolchevique a transmises - « *l'otzovisme* et ses premières figures de « liquidateurs de gauche », Gorki, Pokrovski, Lounatcharski (7) ... Des noms

*La costruzione...*, p. 226. Cf., également, « " Libertà di critica " o revisione del bolscevismo ? », *L'Unità*, 23 juin 1925, cité in M. Salvadori, *Gramsci e il problema storico della democrazia*, Turin, 1977 (21 éd.), pp. 24-25.

1. ( *La morale del ritorno di Trotskij* », *Lo Stato Operaio*, III, 14, 21 mai 1925, in A. Gramsci, *Per la verità, Scritti 1913-1926*, a cura di R. Martinelli, Rome, 1974, pp. 307-309 ; les mêmes termes apparaissent déjà dans un article du 19 novembre 1924, *infra*, p. 156.

2. « Les documents fractionnels », 25 juin 1925, *infra*, p. 194.

3. « Le Parti combattra... » « *infra*, p. 179 ; souligné par Gramsci.

4. « Après la dissolution du " Comité d'entente " », 18 juin 1925, *infra*, p. 185, souligné par Gramsci.

5. « Dans le P.C. italien », 18 juillet 1925 [mais l'original a paru dans *L'Unità du 3 juillet*], *infra*, p. 297.

6. « Le Parti combattra... », *infra*, p. 180.

7. « Liquidatori di sinistra », *L'Unità*, 12 juin 1925, in *La costruzione...*, pp. 220-223.

plus proches surgissent sous la plume : Frossard, Paul Levi, Paul Louis, Rosenberg, Korsch, « transfuges » ou « renégats » qui déblatèrent contre l'I.C. ou entretiennent de mystérieuses correspondances avec Bordiga (1)... Et il n'est plus possible de s'offusquer de ce que des éditeurs trop zélés aient pu attribuer à Gramsci un extrait des *Principes du léninisme* (2) : c'est aussi la logique de Staline que cette vision conspirative, voire policière des oppositions ; le plus grave étant à coup sûr que, s'il y est inévitablement porté par le « système », Gramsci ne l'en assume pas moins consciemment : « C'est moi qui ai écrit que constituer une fraction dans le Parti communiste, dans notre situation présente, c'était faire œuvre d'agents provocateurs et, aujourd'hui encore, je maintiens cette affirmation. ( ... ) L'un des moyens que la police peut employer pour détruire les Partis révolutionnaires, c'est précisément de faire surgir en leur sein des mouvements d'opposition artificiels (3). »

La lutte contre la « fraction » sera donc impitoyable et, pour commencer, ne concédera rien à la « liberté de discussion » que celle-ci revendique. *Prometeo* ayant cessé de paraître, l'opposition ne dispose plus que d'un seul journal, *L'Operaio* de Cosenza (4) , alors que le « centre » peut jouer librement de toute la presse du Parti et en particulier de son quotidien, *L'Unità*, de *Lo Stato Operaio*, hebdomadaire consacré aux « questions théoriques », et de l'enfant chéri de Gramsci, *L'Ordine Nuovo* bimensuel, lancé avec enthousiasme dans la « lutte contre la déviation d'extrême gauche (5) ». C'est par ce contrôle rigoureux de l'information que commence donc la « bolchevisation ». Les excès les plus flagrants en sont connus : Bordiga, longtemps empêché de publier son

1. Cf. *La costruzione...*, pp. 221 [*infra*, p. 1561, 310, 266, ainsi que M. Salvadori, *op. cit.*, p. 25.

2. « Il partito del proletariato », *L'Ordine Nuovo*, 1er novembre 1924, in *La costruzione...*, pp. 205-206. C'est Enzo Santarelli qui, selon la formule consacrée, a rendu « à chacun son bien », in *Fascismo e neofascismo*, Rome, 1974, pp. 206-207, n. 1.

3. « Verbale della Commissione politica... », *loc. cit.*, pp. 321-322 ; *La costruzione...*, p. 488

4. A. De Clementi, *Amadeo Bordiga*, Turin, 1971, p. 222.

5. S.A.P. [Section d'agitation et de propagande de l'I.C.], « Le travail courant du P.C. italien », *La Correspondance Internationale*, V, 8, 4 février 1925, p. 63.

article sur « la question Trotski (1) » ; l'exclusion d'Ugo Girone, rédacteur de *L'Unità* lié au « Comité d'entente (2) » ; le refus, enfin, à Lyon, de soumettre à la discussion les thèses présentées par la « gauche (3) ». Mais un autre type de censure, plus insidieux et probablement encore plus efficace, pèse pendant toute cette période sur les positions de la gauche dont les rares

textes publiés, déjà filtrés par la presse du « centre », y apparaissent généralement sous des titres désobligeants ou infamants et toujours accompagnés de commentaires et de mises en garde, de gloses et de rectifications, et de ces apostilles auxquelles Gramsci met aussi volontiers la main.

Le « centre », d'autre part, contrôle étroitement l'appareil et peut désormais prévenir toute initiative de la base. Bordiga s'obstinant, par exemple, à réclamer une libre discussion, Gramsci lui objectera sèchement que le choix du « moment et de la façon d'ouvrir une discussion à l'intérieur du Parti » ne saurait incomber qu'aux seuls « organes qui le dirigent (4) »... La situation du Parti, qui, à partir du 3 janvier 1925, se trouve réduit à une semi-illégalité, contribue au renforcement de ce contrôle : les contacts entre militants deviennent plus difficiles, l'information circule plus mal, les réunions clandestines ne rassemblent plus que quelques poignées d'adhérents. Mais ce sont surtout les structures mises en place par la Direction qui assurent son « hégémonie » : les fameuses « cellules d'entreprise », d'abord, qui quadrillent le Parti et en renforcent l'homogénéité, et aussi ces « révolutionnaires professionnels », tous fonctionnaires du Parti, qui « coiffent » les dirigeants locaux (5). Pour plus de sûreté, enfin, à partir de l'hiver 1924 le « centre » remplace d'autorité tous les secrétaires fédé

1. « La Question Trotski » : cf., ci-après, p. 193, n. 1.

2. P. Spriano, *op. cit.*, p. 479 ; G. Galli, *Storia del Partito comunista italiano*, Milan, 1976 (3e éd.), pp. 110- 111.

3. « Verbale della Commissione politica... », *loc. cit.*, p. 322. On trouvera les « Thèses de la gauche » in *Programme communiste*, XI, 38, avril-juin 1967, pp. 12-65.

4. « Battute polemiche », *Lo Stato Operaio*, II, 36, 30 octobre 1924, in *Per la verità*, éd. vit., p. 291. « Le Comité central ne peut renoncer à diriger et à contrôler la discussion. en usant de ses pleins pouvoirs », écrit-il également le 22 juillet 1925 (*La costruzione...*, p. 265). Et de préciser le 1er octobre : « À tout instant de la vie du Parti, le C.C. est l'unique pouvoir et n'abdique jamais (...) rien de son autorité » (*eod. loc.*, p. 295),

5. P. Spriano, *op. cit.*, p. 478.

raux favorables à la « gauche » : Bordiga, à Naples, et Fortichiari, à Milan, cette « épuration » frappant également les fédérations de Turin, Rome, L'Aquila, Cosenza, Alexandrie, Novare, Bielle, Trieste, Crémone, Pavie et Foggia (1). À l'approche du Congrès de Lyon, l'opposition se retrouve ainsi non seulement minoritaire ou, selon la formule consacrée, « isolée », mais littéralement interdite de séjour, vouée à une quasi-clandestinité à l'intérieur même du Parti, dans une atmosphère effectivement assez peu respirable (2) . Aussi bien, l'exclusion hâtive de Girone, que Zinoviev lui-même finira par « casser (3) », prélude-t-elle à l'interdiction du « Comité d'entente » que Humbert-Droz, venu dans ce but de Moscou, somme brutalement de se dissoudre, « sous menace d'expulsion immédiate (4) ».

On ne saurait nier en effet, et ces interventions en témoignent, que l'Internationale ne suive avec une attention indéfectible les progrès de la « bolchevisation » en Italie et lie prodigue son appui moral et matériel aux « bolcheviseurs » italiens (5). Mais c'est probablement de la double crise du P.C. russe et du Komintern, et singulièrement de la lutte contre le « trotskisme », que ceux-ci tirent sinon le meilleur de leur force, du moins l'essentiel de leur autorité. Comme dans les autres sections de l'I.C., la « question Trotski » permet aux dirigeants italiens de manifester, fût-ce pour certains du bout des lèvres, leur ralliement, leur allégeance même, à ce que Gramsci nommera pudiquement « la majorité du Comité central d'U.R.S.S. (6) » et d'engager contre le « trotskisme », encore que Moscou la trouve un peu molle (7),

1. C. Galli, *op. cit.*, p. 107.

2. « Sur l'activité du Comité central », 20 décembre 1925, *infra*, p. 225.

3. G. Galli, *op. cit.*, p. 111 ; P. Spriano, *op. cit.*, p. 479.

4. J. Humbert-Droz, *Mémoires : De Lénine à Staline, 1921-1931*, Neuchâtel, 1971, p. 259. « J'ai garanti, en vue du Congrès, une entière liberté de discussion... », ajoute, il est vrai Humbert-Droz. Cf., du reste, sa lettre (*L'Unità*, 18 juillet 1925), in P. Spriano, *op. cit.*, p. 479, n. 1.

5. Cf. P. Togliatti, « L'oro bolscevico [L'or bolchevique] », *L'Unità*, 16 septembre 1925, in *Opere*, tome 1, 1917-1926, Rome, 1974, pp. 642-646.

6. Au C.C. du P.C. d'Union soviétique, 14 octobre 1926, *infra*, p. 314.

7. En témoignera l' « autocritique » de Grieco : « En ce qui concerne la lutte contre Trotski et le trotskisme, nous n'avons pas pris tout de suite une position nette... » (M. Garlandi [R. Griecol], « La situation en Italie et les tâches immédiates du P.C. italien », *L'Internationale communiste*, XII, 19-20. 10 juillet 1930, pp. 1319-1338 ; ici, p. 1319).

une campagne idéologique qui va de pair avec la « bolchevisation » et qu'on présentera comme une « œuvre d'éducation (1) ». Mais, d'évidence, le fond de la « question » ne constitue jamais un enjeu et, jusqu'aux *Cahiers* en tout cas, ne préoccupe guère Gramsci.

Les grands termes du problème - en témoigne un passage d'une lettre du 28 janvier 1924 - lui sont, certes, connus : à travers l'affrontement entre Trotski et la *troïka* il retrouve aisément, très historiciste en cela, l'opposition entre les *Thèses d'avril* et le vieux programme social-démocrate de *Deux tactiques* (2), mais il apparaît assez mal informé des étapes et du contenu réel de la crise du Parti bolchevique. « Je ne connais pas encore les termes exacts de la discussion qui s'est déroulée dans le Parti [russe], écrit-il à sa femme, restée à Moscou, le 13 janvier 1924. J'ai seulement vu la résolution du C.C. sur la démocratie dans le Parti, mais je n'ai vu aucune autre résolution. Je ne connais pas l'article de Trotski ni celui de Staline. Je ne parviens pas à m'expliquer l'attaque de ce dernier qui m'a semblé très irresponsable et dangereuse. Mais mon ignorance du matériel me fait peut-être juger mal. C'est pourquoi j'aurais aimé que tu m'envoies quelques informations et quelques impressions directes. » Et de lui préciser aussitôt, certaines implications de la « crise » lui apparaissant sans doute d'ores et déjà inéluctables : « Tu devrais m'écrire en langage chiffré (3) ... » Ses lettres à Terracini, qui l'a remplacé auprès de l'Exécutif de l'I.C. et auquel il demande également des informations et des matériaux, et en particulier *Cours nouveau* (4), laissent même transparaître une sorte de

1. Cf. P. [Palmi ? Togliatti ?], « Pour la bolchevisation du P.C. italien », *La Correspondance internationale*, V. 17, 7 mars 1925, pp 147-148.

2. A Togliatti, Terracini et autres, 9 février 1924, *Écrits politiques*, II, p. 259.

3. À Julia Schucht, 13 janvier 1924, *2000 pagine di Gramsci : II. Lettere edite e inedite (1912-1937)*, Milan, 1964, p. 29. Les textes évoqués par Gramsci sont la résolution du Bureau politique du P.C. (b) du 5 décembre 1923 qui paraissait faire quelques concessions aux revendications de Trotski, la lettre de ce dernier à l'organisation du Parti de Krasnaïa Presnia en date du 8 décembre. publiée dans la *Pravda* du 11 décembre, et la réponse de Staline à Trotski, qu'il accuse de « menchevisme », d'« opportunisme », de « duplicité » et de « basse démagogie », dans la *Pravda* du 15 décembre.

4. « Peux-tu m'envoyer le volume de Trotski sur la polémique autour



résignation ennuyée à l'idée que le Parti italien devra se prononcer : « Je te serais reconnaissant si tu pouvais me renseigner sur l'état actuel de l'affaire Trotski- Zinoviev. Elle aura, je pense, des échos au Ve Congrès, et il est possible qu'il faille prendre position à son sujet (1). »

Dès la conférence de Côme, pourtant, il a apparemment fait son choix. Quoique son intervention, du reste assez brève, sur la crise du Parti bolchevique vise exclusivement Bordiga - lequel refuse, depuis le coup de force de l'Exécutif de juin 1923, toute responsabilité dans la direction du Parti (2) -, il y reprend explicitement à son compte le thème central des attaques de la *troïka* : c'est bel et bien l'« attitude passive » de Trotski - et non, s'entend, la « bureaucratie (3) » - qui est à l'origine de la crise du Parti russe. Refusant manifestement de se prononcer sur le fond, il insiste avant tout sur la morale de l'histoire : l'opposition, de la part de « personnalités éminentes du mouvement ouvrier », peut « non seulement empêcher le développement de la situation révolutionnaire, mais mettre en danger les conquêtes mêmes de la révolution (4) » - ce qui est encore, il va sans dire, l'un des arguments favoris de la *troïka*. Son ralliement, d'abord implicite, aux positions de Staline procède d'abord de cette adhésion passive. Comme à l'époque des « Thèses de Rome », il faut éviter que la crise ne gagne le Parti. Comme le soulignera la motion dans laquelle le Comité central affirme sa « solidarité » avec la *troïka*, « les motifs pour lesquels le Centre russe a clos la question Trotski excluent, sauf décision internationale, la réouverture d'une discussion à ce sujet (5) ».

Ce recours à l'autorité de la « chose jugée » ne saurait

du Parti et, plus généralement, tout ce qui a été publié sur la question ? » (A Terracini, 9 mars 1924, in G. Somai, *Gramsci a Vienna, Ricerche e documenti, 1922-1924*, Urbino, 1979, p. 200.)

1. A Terracini, 27 mars 1924, *Écrits politiques*, II, p. 295.

2. Sur ce point, cf., ci-après, p. 28, n. 3.

3. Pour Trotski, rappelons-le, c'est au contraire « le régime bureaucratique [qui] est l'une des sources des fractions » (*Cours nouveau*, 1924, in L. Trotski, *De la révolution*, Paris, 1964, p. 43).

4. « La conferenza di Como : Intervento di Gramsci », *La costruzione...*, p. 461.

5. Partito comunista d'Italia, « Mozione sulla bolscevizzazione dei partiti comunisti », 6 février 1925, in S. Corvisieri, *Trotsky e il comunismo italiano*, Rome, 1969, pp. 185-191 ; la phrase citée se trouve p. 190.

pourtant atténuer le poids de ce ralliement ni dissimuler l'adhésion totale de Gramsci - dont la lettre d'octobre 1926 sera la confirmation - aux thèses de la majorité stalinienne (1). Les motifs, certes, n'en sont pas tous très clairs : ignorance pure et simple des positions de Trotski, à qui il attribuera, par exemple, ni plus ni moins que la paternité de la thèse du « socialisme dans un seul pays (2) », ou coïncidence objective entre sa décision de se placer « au point de vue d'une majorité nationale » et les choix autarciques de la *troïka* ; fidéisme sans réserves à ce fameux « privilège de l'I.C. » qu'il aime tant à invoquer ou plus simplement, et sa lettre de 1926 une fois de plus le confirme, fidélité à Zinoviev ; volonté, enfin, de conférer une épaisseur nouvelle à sa lutte contre Bordiga ? Mais s'il lui arrive d'exalter, pour les besoins de la cause, l'attachement de Trotski à la « discipline révolutionnaire (3) », voire de rappeler - combien discrètement - son rôle aux côtés de Lénine en 1917 (4), on retrouve bientôt sous sa plume, visant indistinctement Trotski et Bordiga, le type de formules qui l'avaient choqué dans l'article de Staline du 15 décembre 1923 : « opportunisme petit-bourgeois », « individualisme », « menchevisme », voire soutien « objectif » à la « contre-révolution (5) ». Tant il est vrai que certains ralliements impliquent jusqu'à des choix stylistiques.

Le parallèle esquissé à Côme entre les « personnalités » de Trotski et de Bordiga, et qu'il reprend le 6 février 1925 devant le Comité central, désigne pourtant ce qu'il privi

1. « Au C.C. du P.C. d'Union soviétique », 14 octobre 1926, *infra*, pp. 307 et suiv. On ne retiendra pas, bien entendu, le parallèle absurde qu'esquisse Roberto Massari entre le « sectarisme bordiguien » et le « bureaucratisme stalinien » (*All'opposizione nel pci con Trotski e Gramsci*, Rome, 1977, p. 25).

2. « Relazione al Comitato centrale », 6 février 1925, *La costruzione...*, p. 173.

3. Cf., *supra*, p. 19, n. 1.

4. « Vecchiume imbellettato [Vieillesse fardée] », 22 septembre 1926, *La costruzione...*, p. 331. Cf., dans le même sens, la lettre d'octobre 1926, *infra*, p. 314.

5. Cf., « Comment il ne faut pas écrire... », 19 novembre 1924, *infra*, pp. 155-156 ; « La morale del ritorno di Trotskij » 21 mai 1925, déjà cité ; « Puntini sugli i », 22 juillet 1925, *La costruzione...*, p. 266, ainsi que, ci-après, p. 193, n. 1. L'hypothèse d'une collusion « objective » avec la « contre-révolution » est lancée par Gramsci au cours de la réunion du 6 février 1925 et reprise, le même jour, dans la motion sur la « bolchevisation » op. *cit.*, pp. 188-189.

légie dans la crise du Parti russe : une didactique de la « bolchevisation » qui, selon la formule de Trotski, traite par la « méthode *pédagogique* » - l'« œuvre d'éducation » - les problèmes du politique (1). Aussi la « question Trotski » lui apparaît-elle surtout riche d'« enseignements pour notre Parti » : Trotski ne se trouvait-il pas récemment encore « dans la position qu'occupe actuellement Bordiga » ? Et si l'on pouvait parler alors de « tendance fractionniste », l'attitude de Bordiga n'entretient-elle pas dans le Parti une « situation objectivement fractionniste (2) » ? L'« équation bordiguisme-trotskisme » - que l'Exécutif de l'I.C. fera aussitôt sienne (3) - donne un contenu matériel au « privilège » de l'Internationale. Conférant une auréole morale au chantage à la discipline dont le « centre » use si efficacement (4), la double et paradoxale « culpabilité » de Bordiga - « droitier » à Moscou et « gauchiste » à Rome (5) - constitue un moyen de pression sans égal sur la « gauche » et d'abord sur ses sympathisants. Mais surtout, dépassant les objectifs purement « pédagogiques » de cette campagne, le binôme Bordiga-Trotski apporte probablement un début de réponse à la crise d'identité que le « centre » doit affronter depuis la conférence de Côme : incapable encore de se démarquer de Bordiga et abjurant déjà les *Thèses de Rome* (6).

Convaincu pourtant que le « noyau vital » du Parti ne saurait se développer que « sur le terrain de la gauche (7) », Gramsci confirme en mai 1925 qu'il ne saurait envisager de « modifier l'assise fondamentale du Parti établie au Congrès de Livourne et renforcée au Congrès de Rome (8) ». Mais cette

1. Cf., L. Trotski. *Cours nouveau, op. cit.*, p. 84.

2. « Relazione al Comitato centrale... », *op. cit.*, p. 474.

3. Cf., *infra*, p. 193. n. 1. La formule, sinon, est de P. Spriano, *op. cit.*, pp. 429 et suiv. (« L'equazione bordighismo-trotskyismo »).

4. « Il n'est évidemment pas possible de confondre une question de discipline, de pure et simple discipline, avec une question politique », - *infra*, p. 183.

5. Dès 1924 Zinoviev proposait, dans le même sens, un parallèle entre Bordiga et Radek : « Ainsi les extrêmes se touchent. L'extrême gauche coïncide souvent avec l'extrême droite » (G. Zinoviev, « L'activité de l'I.C. et les problèmes actuels », *La Correspondance Internationale*, V, 48, 24 juillet 1924, p. 515).

6. « Après la conférence de Côme », *infra*, p. 117.

7. *Eod. loc.*, *infra*, pp. 122-123. « Les résultats de Livourne - écrit également Gramsci, p. 116 - représentent un acquis historique. »

8. « Dans le P.C. italien », *infra*, p. 300.

volonté contradictoire d'ancrer le P.C. d'Italie, tel qu'il sortira des fourches caudines de la « bolchevisation », dans l'« acquis historique » de Livourne, désigne le dernier obstacle où achoppe ce « transformisme » : non tant la « vieille garde » qu'incarne, assez symboliquement, le « Comité d'entente », que le spectre d'un « nouveau Livourne (1) ». Et si, parmi toutes les accusations lancées contre Trotski et autour desquelles s'articule la fameuse « équation », Gramsci privilégie certains thèmes - le « menchevisme », certes, mais aussi le « révisionnisme (2) » et, surtout, l'appartenance au « marxisme de la IIe Internationale (3) » -, c'est que le binôme Bordiga-Trotski permet au « centre » d'articuler sa rupture avec l'ancienne « majorité ». La convergence de ces thèmes fait en effet passer dans le discours la représentation d'une dégénérescence. C'est, bien entendu, retourner à Bordiga les critiques qu'il adresse au Parti et à l'Internationale : « Bordiga lui-même peut dégénérer (4) » ; ses dernières positions, dans lesquelles Gramsci feint de reconnaître la main de Nenni ou de Serrati et parfois même de Turati (5), témoignent d'une « véritable décadence intellectuelle », d'un retour pur et simple au « maximalisme », voire à la « social-démocratie (6) ». Mais c'est surtout, on l'a dit, exorciser la scission redoutée. L'image d'un Bordiga qui serait revenu aux errances du

1. « Puntini sugli i », *op. cit.*, p. 265.

2. « Trotski veut réviser le bolchevisme », écrit-il le 19 novembre 1924, *infra*, p. 155 ; de Bordiga, il dira dans les « Thèses de Lyon » qu'il incarne une « déviation de gauche de l'idéologie marxiste et léniniste » (*La costruzione...*, p. 502). Mais c'est, semble-t-il, dans une intervention de Boukharine que cette accusation est lancée pour la première fois. Cf. « Ve Congrès -19e séance [28 juin 1924] », *La Correspondance Internationale*, IV, 53, 5 août 1924, p. 551.

3. « Bordiga est un produit original de la IIe Internationale », affirme la « Résolution sur la question italienne » adoptée par le Ve Plénum de l'I.C. en avril 1925 (*La Correspondance Internationale*, V, 50, 11 mai 1925, pp. 407-408), texte que Gramsci reprend entièrement à soir compte in « Les documents fractionnels », 25 juin 1925, *infra*, p. 187.

4. « Opinioni nelle file del partito », 21 juillet 1925, *La costruzione...*, pp. 260-264 ; en particulier, p. 264. Sur l'article de Bordiga. « Il pericolo opportunisto e l'Internazionale », cf., *infra*, p. 211, n. 3.

5. Cf., par exemple, « Les documents fractionnels », *infra*, p. 195 « Dans le P.C. italien », *infra*, p. 297, « Opinioni... », *op. cit.*, p. 261.

6. « Critique stérile et négative », 30 septembre 1925, *infra*, p. 214 : « Maximalisme et extrémisme », 2 juillet 1925, *infra*, pp. 198-199 ; « Le Parti combattra... », *infra*, pp. 178 et suiv. ; « Sur l'activité du Comité, central », *infra*, p. 221, etc.

« nationalisme de parti », naguère incarné par Serrati ; l'idée, toujours suggérée, que l'opposition ne serait qu'une « résurrection du maximalisme » d'antan (1) ; l'effort, enfin, pour replacer le « sempiternel extrémisme indigène » dans le cadre historiciste des « générations du socialisme italien (2) » - tout vise ici manifestement à construire une nouvelle « équation ». Un doublet Bordiga-Serrati, cette fois. Auquel cas, ce Livourne fantomatique se produirait, tout à l'inverse du premier, non plus à gauche, mais « à droite ».

La défaite de la « gauche » au Congrès de Lyon de janvier 1926 ne saurait s'expliquer pourtant par ces seuls facteurs : intervention ou « privilège » de l'I.C. isolement « volontaire » de Bordiga (3), combinatoire des « représentations », voire manœuvres d'appareil dans lesquelles le centre apparaît sous un jour rien moins qu'« édifiant » (4). Le support matériel de la « conquête gramscienne », ce sont d'abord les conditions du prolétariat italien et, au premier chef, la défaite de la révolution européenne, matérialisée, et comme surmultipliée, par l'avènement du fascisme (5). Car s'il est vrai que le nouveau « groupe dirigeant » ou, plus justement, le « nouveau

1. « Dans le P.C. italien », *infra*, pp. 297 et 299. Commentant un article de Bordiga, Gramsci écrit d'autre part : « Tout ce paragraphe semble repris d'un article de Serrati d'avant Livourne, en changeant purement et simplement de nom » (« Punitini sugli i », *op. cit.*, p. 266).

2. « Sull'attività parlamentare del partito », 5 décembre 1925, *La costruzione...*, pp. 299-301. La formule sur l'« extrémisme indigène » se trouve p. 301. Cf., d'autre part, « Le camarade G.M. Serrati et les générations du socialisme italien », 14 mai 1926, *ibid.*, pp. 249-254.

3. P. Spriano, *op. cit.*, p. 478. Mais n'était-ce pas là, hormis le reniement, la seule voie possible à dater du « coup de force » de l'I.C. de juin 1923 ? Comme le remarque Scoccimarro, qui est pourtant loin d'être favorable à Bordiga : « Son refus d'accepter un poste responsable à la direction du Parti montre que [Bordiga] considère l'Internationale comme étant sur la voie de l'opportunisme : or il ne veut être obligé, ni de renoncer à ses opinions, ni de travailler contre l'Internationale » (« La politique de l'I.C.-Italie ». *La Correspondance internationale*, V. 34, 11 avril 1925, pp. 252-253). Le remplacement de Bordiga à la tête de la Fédération de Naples témoigne d'ailleurs des limites qu'aurait comportées sa « participation ».

4. A. De Clementi, *op. cit.*, p. 219.

5. « Le fascisme, considéré objectivement, n'est pas la réponse de la bourgeoisie à une attaque du prolétariat : c'est le châtimeur qui s'abat sur le prolétariat pour n'avoir pas continué la révolution commencée en Russie » (« Discours de Clara Zetkin [12e séance de l'Exécutif élargi, 20 juin 1923] ». *La Correspondance Internationale*, supplément no 53, 4 juillet 1923, pp. 8-9).

type de parti ne naît pas - comme le rappelle Stefano Merli - des expériences de la lutte ouvrière (...) mais d'une lutte de fraction (1) », le terrain de la « bolchevisation », c'est aussi cette classe ouvrière vaincue, démoralisée ou désorientée (2), réduite à la passivité, dépouillée de ses traditions (3), privée, enfin, de ses meilleurs éléments, assassinés, emprisonnés ou déjà en exil, bref, une classe en voie de décomposition ou, comme dirait Sartre, retombée dans la « sérialité ». Bien avant que le discours de Mussolini du 3 janvier 1925 ne condamne, comme on l'a dit, les communistes à une quasi-illégalité, cette décomposition, cette « passivité de l'ensemble de la classe ouvrière » investissent jusqu'aux rangs du Parti (4) et hypothèquent probablement - Bordiga, en tout cas, le suggérera - la plupart de ses initiatives et de ses espérances (5). Le « profil » du P.C. lui-même commence d'ailleurs à changer. L'appareil se renforce donc par la création d'un corps de fonctionnaires ou, comme on les désigne, de « révolutionnaires professionnels », et l'adhésion de Serrati et des *terzini*, en août 1924, le dote d'une réserve de cadres chevronnés, d'autant plus nécessaires, à en croire certains, que la classe ouvrière traverse une phase de réaction et de reflux (6). Les problèmes politiques et matériels que pose éga

1. S. Merli, « Le origini della direzione centrista nel Partito comunista d'Italia », *Rivista Storica del Socialismo*, VII, 23, septembre-décembre 1964, pp. 605-625. La phrase citée se trouve p. 618.

2. Ainsi que le signale Gramsci (« Franche parole al compagno Jurenev », 13 juillet 1924, *La costruzione...*, p. 193), cette désorientation s'explique, entre autres, par les manifestations d'amitié que l'ambassadeur soviétique prodigue à Mussolini et que la presse bourgeoise s'empresse de monter en épingle. Cf., par exemple, « L'ambasciatore dei Sovieti offre un pranzo a Mussolini [L'ambassadeur des Soviets offre un repas à Mussolini] », *Il Giornale d'Italia*, 13 juillet 1924, p. 6, où l'on souligne le « ton de particulière cordialité de cette réunion amicale », « acte de courtoisie personnelle de l'ambassadeur à l'égard de M. Mussolini »...

3. S. Merli, « I nostri conti con la teoria della “ rivoluzione senza rivoluzione ” di Gramsci [1967] », *Giornale critica*, nos 31-32 (1972), pp. 114-129 ; ici, p. 121.

4. « Rapporto di Togliatti all'Esecutivo del Comintern [7 octobre 1924] », in J. Humbert-Droz, *Il contrasto...*, pp. 192-204 et, en particulier, p. 196. Mais cf., également, « Les cinq premières années du P.C. d'Italie », 21 février 1926, *infra*, pp. 233-234.

5. Cf., par exemple, l'objection de Bordiga à Gramsci à la veille du Congrès de Lyon : « Mais il faut que les masses soient prêtes à se placer sur ce terrain... » (« Verbale... », *loc. cit.*, p. 321 ; *La costruzione...*, p. 487).

6. Cf., par exemple, P. Togliatti, « Il problema del reclutamento », *Lo Stato Operaio*, 17 avril 1924, in *Opere*, éd. cit., pp. 552-555.

lement ce ralliement des *terzini* - la nécessité, en particulier, d'intégrer rapidement, et sous le feu de la réaction, près de 2 000 nouveaux adhérents, issus d'une autre tradition et formés, qui plus est, à d'autres pratiques (1), dans un parti qui ne compte alors que 12 000 membres - ne représentent cependant qu'un aspect mineur des difficultés que doit bientôt affronter le « centre » pour contrôler et, plus encore, utiliser - une organisation dont les effectifs se trouvent doubler, et même tripler, en l'espace de quelques mois (2).

S'il est bien entendu impossible, encore que la date de leur adhésion soit assez éclairante, de connaître les motivations de ces nouveaux venus, il est tout au moins certain qu'ils ne se réclament pas des thèses radicales qui avaient prévalu à Livourne. La « crise Matteotti » - Gramsci en est bien conscient - amène surtout au P.C. les « masses déçues par les insuccès de l'opposition constitutionnelle », voire des membres de la petite bourgeoisie, gagnés à leur tour au « communisme (3) ». Il y a là, pour le Parti et pour ses dirigeants, un double danger : « 90 % sinon plus » des membres du Parti « ignorent encore [en 1925] les méthodes d'organisation qui, selon la formule de Gramsci, sont à la base [des] rapports [du P.C.] avec l'Internationale » et cette masse - qui n'est pas encore « bolchevisée » et qui échappe donc au contrôle de la Direction - pourrait servir de support à certains courants « droitiers », favorables à un compromis avec l'« Aventin (4) ». L'adhésion de ces « communistes » est, en outre, si conjoncturelle et si éphémère - la suite le démontrera (5) - qu'elle interdit probablement de miser sur eux dans une perspective à long terme. Si le « mois de recrutement » lancé au cours de l'été 1924 permet effectivement au Parti de doubler ses effectifs (6), Bordiga aura ainsi beau jeu pour

1. Gramsci évoquera, en particulier, l'excès de « légalisme » et la persistance de « certaines formes d'hystérie politique propres au maximalisme » chez certains *terzini* entrés au Comité central. Cf. « " Légalisme " et " carbonarisme " dans le P.C. d'Italie », mars 1925, *infra*, pp. 162-163.

2. « Dans le P.C. italien », *infra*, p. 299.

3. *Idem*, *infra*, p. 300 ; « En Italie » *infra*, p. 302.

4. « Dans le P.C. italien », *infra*, p. 300.

5. Sous les coups de la répression, les effectifs s'effondrent : en juin 1927 le Parti n'a plus que 8 000 adhérents, 5 000 en février 1928 (« Rapporto alla commissione italiana dell'Esecutivo dell'I.C. ». 20 février 1928, in P. Togliatti. *Opere*, tome II, 1926-1929, Rome, 1975, p. 366).

6. On trouvera ces chiffres ci-après, p. 186, n. 1.

dénoncer, au moment du Congrès de Lyon, « la facilité avec laquelle s'éloignent [du Parti] des éléments recrutés avec la même facilité durant la crise Matteotti (1) ». Mais ici un parallèle

s'impose : cette « génération » de militants fournit aux « bolcheviseurs » italiens une base analogue à celle que Staline avait trouvée en 1924 parmi les nouveaux adhérents de la « promotion Lénine ».

Les bases du Parti elles-mêmes - son « enracinement de classe » - commencent également de changer. Certes, l'implantation ouvrière se maintient dans les bastions traditionnels : Milan, où l'anniversaire de la révolution russe rassemble encore, en 1925, 2 000 manifestants (2) ; Turin, où les élections du Comité d'entreprise de la Fiat se soldent par un recul des fascistes et une « victoire » des communistes, presque *ex aequo* avec les réformistes (3). Mais les rapports entre le Parti et la classe ont déjà changé. Il est symptomatique, par exemple, que ce soient des *terzini* comme Di Vittorio ou des « droitiers » comme Vota qui fournissent désormais le gros des cadres syndicaux (4). La classe ouvrière elle-même est, en outre, en pleine mutation. Comme l'observera Gramsci - en anticipant sur certaines pages des *Cahiers* - en 1925 le « processus d'homogénéisation » déclenché par le fascisme touche également la classe ouvrière qui « s'est [déjà] uniformisée (5) ». Aussi bien, les grèves des métallurgistes de mars 1925, dernière manifestation spectaculaire de combativité, ouvrière avant les lois d'exception, ne sont-elles sans doute qu'un baroud d'honneur de l'« ancien prolétariat » face à la « rationalisation » et à la naissance de l'« ouvrier-masse (6) ».

Ce qui explique sans doute que le P.C. - dont le mot d'ordre est toujours : « gouvernement ouvrier et paysan » - renforce son « travail » en direction des campagnes et des milieux

1. « Thèses de la gauche », *loc. cit.*, p. 61.

2. « En Italie », *infra*, p. 303.

3. M. Abrate. *La lotta sindacale nella industrializzazione in Italia, 1902-1926*, Turin. 1967, p. 437.

4. Cf. G. Berti, *I primi dieci anni di vita del P.C.I.*, Milan. 1967, p.152.

5. « Relazione al Comitato centrale », *op. cit.*, p. 472.

6. Cf. B. Uva. « Gli scioperi dei metallurgici italiani nel marzo 1925 », *Storia contemporanea*, I. 4 décembre 1970, pp. 1011-1077, et, pour les problèmes posés par la « rationalisation », G. Sapelli, *Organizzazione del lavoro e innovazione industriale nell'Italia tra le due guerre*, Turin, 1978, *passim*.



artisans « de tradition politique socialiste (1) » et que, si l'on en croit un rapport présenté par Vittorio Flecchia, à l'approche du Congrès de Lyon cette implantation ouvrière soit déjà en recul. Si l'organisation revendique encore 28 000 inscrits, 10 000 d'entre eux figurent déjà sous la rubrique « cellules de village », 7 000 autres militant dans les « cellules territoriales » et seulement 4 000 dans les « cellules d'entreprise » mises en place par la « bolchevisation (2) ». La « géographie » du recrutement atteste, d'autre part, que le Parti commence à s'implanter dans les vieux fiefs réformistes ou dans des zones naguère acquises au syndicalisme révolutionnaire : l'Émilie, la Toscane, l'Ombrie, voire le Latium et jusqu'aux Pouilles, grâce à Di Vittorio (3), et qu'il rassemble désormais non seulement des *braccianti*, des ouvriers agricoles, mais des métayers, de petits fermiers, des colons et des artisans. Sans qu'il soit question d'un « double parti » comme en Union soviétique (4) ni d'une situation où le vote des sections rurales pourrait, comme au Congrès de Tours, être déterminant (5), en janvier 1926 « près de la moitié des forces du Parti » sont donc d'origine rurale ou « villageoise (6) » et elles proviennent même, pour l'essentiel, de la couche sociale qui, « depuis les origines du mouvement ouvrier italien, avait constitué un des canaux sociaux et politiques entre la classe ouvrière et les autres couches de la population (7) ». Que tel soit le prix de la conversion du P.C. en « parti de masse », Gramsci le suggérera peu après en annonçant que c'est le Parti communiste qui perpétue et réalise désormais la « tradition » révolutionnaire du socialisme italien (8). C'est sur cette base, en tout cas, et autour de ces acquis que se rassemble la « majorité » de Lyon.

1. E. Ragionieri, « Problemi di storia del P.C.I. », *Critica marxista*, VII, 4-5, juillet-octobre 1969, pp. 195-235 ; particulièrement. pp. 221-222.

2. Cf. P. Spriano, *op. cit.*, p. 489.

3. Sur cette dernière région, cf. S. Colarizi, *Dopoguerra e fascismo in Puglia (1919-1926)*, Bari, 1971.

4. L'observation, on le sait, est de Boukharine.

5. Cf. A. Kriegel, *Aux origines du communisme français, 1914-1920*, Paris-La Haye, 1964, tome II. pp. 834 et suiv.

6. P. Spriano, *op. cit.*, *ibid.*

7. E. Ragionieri, « Problemi di storia... », *loc. cit.*, *ibid.*

8. « Le camarade G. M. Serrati... », *infra*, p. 254. Quant au « parti de masse », cf. « Les cinq premières années... », *infra*, pp. 232-233.

Cinq ans après Livourne, le III<sup>e</sup> Congrès du P.C. d'Italie permet ainsi de mesurer les résultats de la gestion « centriste ». Les deux objectifs apparemment contradictoires que le « centre » s'était vu assigner par l'I.C. semblent désormais atteints. Le Parti est officiellement « bolchevisé »

et, sans représenter - comme l'écrit hâtivement Gramsci - un « facteur essentiel de la vie italienne (1) », il s'est effectivement élargi ; mieux : il s'est inventé un destin de « parti de masse ». C'est certes peu de chose que les quelque 28 000 adhérents revendiqués à Lyon face aux 216 000 inscrits que comptait encore le P.S.I. avant la scission de Livourne. Et que pèsent les quelques fédérations syndicales, bourses du travail et coopératives contrôlées par les communistes (2) en regard du réseau d'institutions ouvrières que le réformisme avait mis en place ? Reste qu'en redécouvrant l'usage des coopératives - symboles, pourtant, d'un « gradualisme » honni - le nouveau « groupe dirigeant » ne se contente pas de briser avec cet angélisme, ce refus de la politique au jour le jour qui était, dit-on, le « péché » de Bordiga (3). Rompant avec la stratégie d'« unité d'action » jusqu'alors en vigueur, le « centre » met en œuvre une pratique de l'« action de masse » qui subordonne l'élargissement du Parti au préalable de la « bolchevisation » en instaurant de nouveaux rapports entre l'« avant-garde » et le « mouvement », un nouveau style de « conquête » des « masses italiennes, des masses les plus larges (4) », qui passe par la diffusion de proche en proche des « cercles d'influence » d'un noyau central « bolchevisé (5) ».

Cette subordination de la « conquête de la majorité de la classe travailleuse (6) » au préalable de la « bolchevisation », Gramsci ]`illustrera *a contrario* en puisant au sempiternel catalogue des « faiblesses » du P.S.I. : faute d'avoir su

1. « La situazione interna del nostro partito ed i compiti del prossimo congresso [Rapport au C.C. du 3 mai 1925] », *La costruzione...*, p. 74. La version française (et abrégée) de ce texte parle seulement d'« un important facteur de la vie politique du pays » (« Dans le P.C. italien », *infra*, p. 300).

2. « ” Légalisme ” et “ carbonarisme ” dans le P. C. d'Italie », *infra*, pp. 160-162.

3. Cf, le « portrait » qu'en trace G. Berti, *op. cit.*, p. 143.

4. « Après la conférence de Côme », *infra*, p. 116.

5. S. Merli, « Le origini della direzione centrista... », *loc. cit.*, p. 624.

6. « La crise italienne » 1er septembre 1924, *infra*, p. 140.

organiser son petit noyau de militants « fidèles », et les chiffres cités recourent à peu près ceux des effectifs communistes en 1925, faute donc de s'être « bolchevisé », le P.S.I. s'est retrouvé au sortir de la guerre, non seulement incapable de jouer son rôle de « parti de masse », mais tout bonnement « submergé par le flot des nouveaux venus (1) »... L'intérêt de ce petit apologue est pourtant moins dans sa moralité que dans ce qu'il révèle ou « justifie » quant au modèle gramscien du « parti de masse ». S'il n'est plus question, comme dans l'interprétation bordiguienne du « front unique », de gagner de nouveaux militants par le simple jeu de l' « action à la base », il ne s'agit pas encore de créer le type d'organisation de masse qui se développera pendant la période « frontiste » ou à la fin de la guerre, le « Parti nouveau » par exemple. La « bolchevisation » vise seulement à faire du Parti communiste d'Italie le « noyau du futur encadrement d'un grand parti de masse (2) » sans détruire pour autant - conformément à l'interprétation « centriste » de la « bolchevisation » propre à Gramsci (3) - le « noyau vital » du Parti tel qu'il s'est formé à Livourne. Ce noyau ayant fait en outre la preuve qu'il pouvait résister à la violence fasciste, c'est au contraire à ces mêmes « forces » que Gramsci souhaite confier l'encadrement de la « grande armée » à venir (4) - son seul regret étant sans doute que le parti de Livourne ne soit pas né « bolchevisé » et déjà prêt, en quelque sorte, à s'acquitter de la « mission spécifique » dont il l'investit rétroactivement : la « conquête de la majorité du prolétariat (5) ».

Celle-ci empruntera, certes, plusieurs voies, le Parti s'efforçant en particulier, et la formule sent déjà le « populisme (6) », de « prendre en charge les intérêts généraux de tout le peuple

1. « Le programme de *L'Ordine Nuovo* », *infra*, p. 112.

2. *Ibid.*

3. Il n'est bien entendu nullement « secondaire », contrairement à ce qu'imagine L. Paggi (*Antonio Gramsci e il moderno Principe*, Rome, 1970, p. XXIV), que la fraction de Gramsci se soit désignée elle-même comme le « groupe du centre ».

4. « Contre le pessimisme », 15 mars 1924, *infra*, p. 102. Ainsi que Gramsci le précise, *infra*, p. 111. « Le programme de *L'Ordine Nuovo* » prolonge explicitement ce texte. Quant au « noyau vital », cf., ci-dessus, p. 26.

5. « Contre le pessimisme », *infra*, p. 101.

6. Cf., dans le même sens. le « lapsus » signalé ci-après, p. 101, n. 2.

travailleur (1)». Mais, ainsi que l'avait annoncé sa lettre du 12 septembre 1923, cette conquête s'inspirera d'abord du mot d'ordre - officiellement toujours en vigueur dans l'I.C. - de « gouvernement ouvrier et paysan » ; mot d'ordre - Gramsci l'a souligné alors - qui se prête à la « traduction (2) » et qui recouvre désormais un contenu bien précis : la « fonction nationale » de

la classe ouvrière. « Le problème urgent - écrit-il en effet lorsque approche la conférence de Côme -, le mot d'ordre nécessaire aujourd'hui, c'est celui de gouvernement ouvrier et paysan : il s'agit de le populariser, de l'adapter aux conditions concrètes de l'Italie, de démontrer comment il jaillit de chaque épisode de notre vie nationale (3). » Et il précise peu après - pour ceux que le choix d'un titre comme *L'Unità* n'aurait pas suffisamment éclairés - que, les problèmes de la « vie nationale » relevant des « tâches historiques » du prolétariat, à l'époque de l'occupation des usines ce dernier aurait, ni plus ni moins, « failli à sa mission, qui était de créer par ses propres moyens un État qui pût également satisfaire les exigences nationales unitaires de la société italienne (4) » ...

Non que cette « fonction nationale » de la classe ouvrière représente chez lui une découverte récente ou un fruit tardif de la « bolchevisation », celle-ci ne faisant probablement que réactiver un discours plus ancien. Ce n'est pas par hasard, en fait, si cette thèse est littéralement évoquée par le souvenir de l'occupation des usines. Le premier *Ordine Nuovo* ne présente-t-il pas déjà « l'unité nationale » comme un « patrimoine », du prolétariat italien, une « richesse sociale » que ce dernier devrait apporter en dot à l'Internationale communiste (5) ? À la veille du Congrès de Livourne, à l'époque où Gramsci fait pourtant sien l'« anti-démocratisme » de Bordiga, ce discours se charge même d'un contenu ouvertement « démocratique » : « Seule la classe ouvrière (...) est en mesure de résoudre le problème central de la vie nationale italienne : la question méridionale ; (...) seule la classe ouvrière peut

1. « La crise italienne », *infra*, p. 140.
2. *Écrits politiques*, II, p. 230.
3. « Le programme de *L'Ordine Nuovo* », *infra*, p. 110.
4. « La crise italienne », *infra*, p. 128.
5. « L'unité nationale », 4 octobre 1919, *Écrits politiques*, I, pp. 272-276.

mener à son terme le laborieux effort d'unification commencé avec le *Risorgimento*. La bourgeoisie a unifié territorialement le peuple italien ; la classe ouvrière a pour mission de porter à son terme l'œuvre de la bourgeoisie (1). » C'est donc là un autre de ces filons qui, courant sous la latérite bordiguienne, continuent d'assurer, malgré qu'en ait Gramsci (2), la transition d'un *Ordine Nuovo* à l'autre. Que cette continuité procède du seul développement d'un « démocratisme » originel (3), c'est pourtant moins que certain. Les motifs qu'invoque alors Gramsci, et qu'il emprunte une fois de plus à la « grande espérance » de l'été 1920, ne renvoient-ils pas en effet, non à une problématique de la « démocratie », mais à ce qui en constitue pour *L'Ordine Nuovo* la condition première : l'efficacité d'une « gestion ouvrière » du capital (4) dont il redira encore en 1926 qu'elle a « émerveillé » jusqu'à la bourgeoisie (5) ? Or c'est probablement par le détour d'un tel « productivisme » que s'effectuent le plus aisément, les thèses de Gobetti l'attestent, le passage et la substitution des objectifs « démocratiques » aux « objectifs de classe (6) ».

1. « Le Congrès de Livourne », 13 janvier 1921, *Écrits politiques*, II, pp. 71-73. Mais cf., déjà, ce commentaire sur l'occupation des usines : « Parmi les forces réelles qui s'affrontent aujourd'hui - classe ouvrière, industriels, caste militaire - une seule est nationale, la classe ouvrière. (...) La classe ouvrière est l'unique force qui représente les intérêts de la nation italienne dans le cadre de la liberté et de la coopération internationale », « E proprio solo stupidaggine ? », 10 septembre 1920, *L'Ordine Nuovo 1919-1920*, Turin, 1955, pp. 167-169).

2. A Alfonso Leonetti, 28 janvier 1924, *Écrits Politiques*, II, pp. 255-257.

3. S. Merli, « Le origini della direzione centrista... », *loc. cit.*, p. 611.

4. « La classe ouvrière a démontré qu'elle savait se gouverner industriellement, elle a démontré qu'elle voulait sauver la production contre la volonté de destruction des industriels » (« E proprio solo stupidaggine ? ». *op. cit.*, p. 169). Mais cf. également, « Gestion capitaliste et gestion ouvrière », 17 septembre 1921, *Écrits politiques*, II, pp. 164-166, ainsi que « Le front unique *Mondo-Tribuna*. Encore des capacités d'organisation de la classe ouvrière », 1er octobre 1926, *infra*, pp. 269-274 ;

5. « I diversivi della *Tribuna* », 2 juin 1926, *La costruzione...*, pp. 313-315 ; en particulier, p. 315. Cf., aussi, « Il fronte unico *Mondo-Tribuna*. Lo schiavismo della *Tribuna* ». 25 septembre 1926, *op. cit.*, pp. 338-341 et, sur ce point, p. 340.

6. « Face au grandiose mouvement des Conseils - écrit Gobetti - un libéral ne peut avoir [une] position simplement négative (...). Quiconque (...) espère en une reprise du mouvement révolutionnaire du *Risorgimento* (...) a pu croire à bon droit pendant un moment que la nouvelle force politique dont l'Italie a besoin surgirait de ces aspirations et de ces sen

Mais, il faut y insister encore, l'émergence ou la reprise

1

d'objectifs comme ceux que tente de subsumer le titre de *L'Unità*, ne sont nullement synonymes d'une acceptation de la « démocratie » ni même d'un ralliement à la thèse de la « phase démocratique », que Gramsci n'affrontera du reste qu'en prison'. Des thèmes comme la « question méridionale », la « république fédérale », voire le « parachèvement » du *Risorgimento* désignent d'abord le terrain de cette « conquête » des « masses les plus larges » qui permettra au P.C.I. de « devenir un grand parti » ; terrain qu'occupent déjà des forces politiques qui vont des maximalistes aux républicains, en passant par les autonomistes sardes, et que pourrait même revendiquer l'Union nationale d'Amendola. Si le Parti communiste ne parvenait pas à élaborer, comme le souligne Gramsci, « même pour aujourd'hui des solutions autonomes, qui lui soient propres, aux problèmes généraux, italiens, les classes qui constituent sa base naturelle se déplaceraient en bloc vers les courants politiques qui apportent à ces problèmes n'importe quelle solution qui ne soit pas fasciste ». Et de préciser, quitte à faire une concession à la « démocratie formelle » : « Cette ligne de travail politique s'oppose donc autant aux oppositions constitutionnelles qu'au fascisme, même si l'opposition constitutionnelle soutient un programme de liberté et d'ordre qui serait préférable à la violence et à l'arbitraire fasciste S 3. »

Que le succès d'une telle « ligne » puisse être l'indice du caractère, révolutionnaire ou non, de la période 4 ». ce nest

tunents. Les communistes turinois avaient dépassé la phraséologie libertaire et démagogique et se posaient des problèmes concrets. ( ... ) A partir de l'usine ils assumaient l'héritage spécifique de la tradition bourgeoise et se proposaient. non pas de créer une nouvelle économie à partir (le rien. mais de poursuivre les progrès de la technique de la production réalisés par les industriels » (« Storia dei comunisti torinesi scritta da un liberale », 2 avril 1922, in P. Gobetti, *Scrittipolitici*, Turin. 1960« pp. 218-295 et, pour le passage cité. p. 289).

1. Cf. ' , sur ce point, A. Leonetti« Notes sur Gramsci, Paris. 19-j L pl). 191-208. ainsi (lue notre compte rendu de l'édition italienne 119701, « Autour dit - Gramsci - de Leonetti », *Annales E.S.C.*, XX\11, 6~ ri~)%eiiibre-(Iéceitil)re 19-42, pp. 128-133.

'~. « Problemi di oggi e di doinani », déjà cité, op. cit., P. 177.

:3. Idem, op. cit., P. 180.

1. Si les masses ralliaient l'opposition constitutionnelle, cela attrait « une signification historique immense, cela signifierait que la période actuelle n'est pas une période de révolution socialiste. mais que nous

probablement qu'une coquetterie historiciste de Gramsci qui estime, semble-t-il, très vite que le « moment présent » a cessé d'être « révolutionnaire ». S'il concède en effet volontiers que « le fascisme n'a fait que retarder la révolution (1) », dès septembre 1924, alors que la « crise Matteotti » est loin d'être résolue, il exclut toute perspective de « lutte directe pour le pouvoir » pour insister sur le caractère transitoire et « préparatoire » des tâches qui attendent le Parti. Des luttes, peut-être « sanglantes », attendent ce dernier ? - Leur seul but sera de faire avancer, par la « propagande » et l'« agitation », la « conquête de la majorité ». La « tâche essentielle » du Parti n'est-elle pas désormais -et il le rappelle - « la conquête de la majorité de la classe travailleuse (2) » ? Ce qui explique sans doute que dorénavant les militants entendront parler beaucoup plus de « discipline révolutionnaire » que de « révolution (3) ».

Et de fait, hormis quelques allusions fugitives à un renforcement des « tendances révolutionnaires » et à la nécessité de « mettre à l'ordre du jour (...) le problème de la préparation de l'insurrection (4) » qui laissent augurer des échéances assez longues, l'« hypothèse révolutionnaire » dont le « centre » se réclamait encore au moment de la conférence de Côme (5) paraît assumer d'autres fonctions - le plus souvent polémiques - et trouver de nouveaux supports. Certes, l'opposition antifasciste est soupçonnée, comme si la chose était à l'ordre du jour, de vouloir « faire obstacle à l'avènement du prolétariat comme classe dominante (6) » ; mais ce sont surtout les « liquidateurs de gauche », accusés de méconnaître ou de sous-estimer les impératifs tactiques de « toute la période pré-révolutionnaire (7) », que vise ce chantage à la révolution prochaine et à l'urgence révolutionnaire (8). Témoin, cette

vivons encore à une époque de développement bourgeois capitaliste », etc., *eod. loc.*, p. 177.

1. « La crise italienne », *infra*, p. 129.

2. *Idem*, p. 138.

3. Cf., par exemple, « Disciplina formale e disciplina rivoluzionaria ». 2 juillet 1925. *La costruzione...*, pp. 247-248.

4. « Relazione al Comitato centrale », déjà cité, *op. cit.*, p. 170.

5. Cf., notre Introduction aux *Écrits politiques*, II, pp. 42-43.

6. « Elementi della situazione », 24 novembre 1925, *La costruzione...*, pp. 85-88. La formule citée se trouve p. 87.

7. « Maximalisme et extrémisme », *infra*, p. 199.

8. Cf., son intervention à la conférence de Côme : « Nous, au contraire,



péroraison de la parabole des « liquidateurs » où Gramsci se laisse aller à l'une de ces formules rhétoriques sur lesquelles il daubera si volontiers dans ses *Cahiers* (1) : « L'histoire du Parti bolchevique russe nous enseigne comment il faut lutter contre ces déviations de droite et de gauche. Et le devoir de lutter (...) est d'autant plus grand pour nous, aujourd'hui, que le Parti communiste d'Italie est plus près de la lutte révolutionnaire décisive que ne l'était le Parti communiste russe en 1907-1909 (2). »

Il est vraisemblablement exclu du reste que Gramsci ait jamais envisagé - et ce, sans attendre le discours fatidique du 3 janvier 1925 - que la crise ouverte par l'assassinat de Matteotti pût représenter une « occasion révolutionnaire ». La thèse qui inspirera la stratégie du P.C. d'Italie tout au long de cette période et même après l'attentat de Zaniboni du 4 novembre 1925 est formulée dès ses premiers commentaires sur la crise. « Du point de vue de la classe ouvrière - note-t-il le 2 juillet 1924 - le fait le plus important (...) est dans la répercussion extrêmement forte que les événements de ces derniers jours ont eue dans les milieux de la moyenne et petite bourgeoisie : la crise de la petite bourgeoisie s'accroît gravement », elle pousse l'opposition démocratique « au premier rang de la lutte politique (3) ». C'est là, au vrai, l'aboutissement logique d'une analyse du fascisme qui a aussitôt mis l'accent sur la « lutte de classe » de la « petite bourgeoisie (4) ». Du fascisme, en effet, Gramsci retient d'abord que, « pour la première fois dans l'histoire », il est parvenu à doter d'une « organisation de masse » une classe qui était jusqu'alors « incapable d'avoir une unité et une idéologie unitaire » : la petite bourgeoisie (5). C'est, bien entendu, créé

nous sommes pressés ! il y a des situations dans lesquelles le fait de “ ne pas être pressés ” provoque la défaite » (*La costruzione...*, p. 160).

1. On pense, bien entendu, à ce passage du *Cahier 7* : « Bronstein [Trotsky] rappelle dans ses souvenirs qu'on lui avait dit que sa théorie s'était avérée bonne après... quinze ans et il répond à cette épigramme par une autre épigramme. En réalité (...) cela revient à prédire à une enfant de quatre ans qu'elle deviendra mère, et quand elle le devient à vingt ans, on dit “ je l'avais deviné ” ... » (*Cahier 7* (VII). § 16. *Guerre de position et guerre de mouvement ou de front.*)

2. « Liquidatori di sinistra », *op. cit.*, p. 223.

3. « La crise de la petite bourgeoisie », 2 juillet 1924, *infra*, p. 124.

4. Cf., déjà, *Écrits politiques*, I, p. 363, n. 1.

5. « La crise italienne », *infra*, p. 133.

diter cette dernière d'un « destin » que le marxisme lui avait toujours dénié, mais c'est aussi déplacer les termes traditionnels de la « lutte des classes », voire inventer de nouveaux antagonismes, la contradiction « la plus importante » étant désormais » celle qui existe entre la petite bourgeoisie et le capitalisme (1) »... À supposer donc que la « bolchevisation » lui en laisse le temps, il est exclu que le Parti communiste puisse avoir une politique autonome ou prendre des initiatives marquantes. Le voici voué, autrement dit, à s'accrocher aux basques de l'opposition démocratique.

Jusqu'au 12 novembre 1924, jour de la réouverture de la Chambre, et nonobstant les diatribes de *L'Unità* contre le « semi-fascisme d'Amendola, Sturzo et Turati (2) », toute la politique du Parti présuppose acquise la victoire de l'opposition. D'où ce tourbillon de pas de ballet et de pas de clerc, qui voit le P.C. se retirer sur l'Aventin avec les oppositions en juillet, pour rompre avec elles en septembre, leur proposer en octobre de se constituer en « anti-Parlement » et finir par réintégrer, seul cette fois, le Parlement en novembre (3)... Qu'il essaie par la suite de retrouver une certaine autonomie face à l'Aventin, voire de se doter, grâce aux « comités ouvriers et paysans », de nouvelles possibilités d'intervention, c'est indéniable (4). Mais, quelles que soient ses initiatives - poursuite aussi obstinée qu'infructueuse du « front unique », projets réitérés d'« élargissement de la lutte (5) », ouvertures en direction des républicains ou des autonomistes sardes, tentatives pour susciter derechef - en 1925 - un « groupe antiparlementaire » avec la gauche des oppositions, voire la grande idée d'une « Assemblée républicaine sur la base des comités ouvriers et paysans (6) » -, le P.C. fait toujours figure de « demandeur » face au bloc de l'« anti

1. « Un examen de la situation italienne », 2-3 août 1926, *infra*, p. 259.

2. « La crise italienne », *infra*, p. 140.

3. Cf. « Thèses de la gauche », *loc. cit.*, pp. 59-60.

4. Cf. « Démocratie et fascisme », 1er novembre 1924, *infra*, pp. 150-151, ainsi que G. M. [G. Mersù], « I comitati operai e contadini », *L'Ordine Nuovo*, 15 novembre 1924, pp. 49-50.

5. *Lo Stato Operaio* du 23 octobre 1924 titre sur six colonnes : « Proposta del Partito comunista per allargare la lotta contro il fascismo. »

6. Cf., par exemple, E. Peluso, « Lettre d'Italie ». *La Correspondance Internationale*, V, 65. 27 juin 1925, p. 538 ; « Résolution du C.C. du P.C.

fascisme ». Comment s'étonner, dès lors, si J'attentat manqué de Tito Zaniboni peut à la fois faire la preuve que la petite bourgeoisie (...) a lamentablement manqué à son devoir de mener la

lutte contre le fascisme (1) » et clore, comme le dit Gramsci, tout « un cycle de l'histoire de notre pays, le cycle qu'avait ouvert l'occupation des usines (2) ».

Quoi qu'il en soit, comme l'expliquera Gramsci devant la Commission politique du Congrès de Lyon, la situation, encore « démocratique » en septembre 1924 (3), devient dès lors « réactionnaire » : « Alors que dans une situation démocratique ou lutterait pour organiser l'insurrection, aujourd'hui, dans une situation réactionnaire, on lutte pour organiser le Parti (4). » Que la préparation de l'insurrection n'ait jamais été à l'ordre du jour pendant la phase qui s'achève, il n'est bien entendu plus lieu de s'en préoccuper : la « tâche fondamentale de l'Internationale communiste » n'est-elle pas « en ce moment » - comme le proclame le préambule des « Thèses de Lyon » - la « transformation des partis communistes (...) en partis bolcheviques (5) » ? Ce qui explique sans doute que ces « Thèses » ne proposent guère autre chose qu'un « programme minimum (6) ». Et probablement aussi que l'« hypothèse révolutionnaire » se voie prise en charge par de nouveaux supports, entre la mémoire et l'imaginaire : le souvenir de l'occupation des usines revenu, on l'a dit, « à l'ordre du jour (7) » et surtout, au risque de renforcer chez

italien sur les tâches immédiates du P.C.I. », *eod. loc.*, V, 118, 2 décembre 1925, pp. 1008-1009 « Appel de l'I.C. aux ouvriers et aux paysans d'Italie », *eod. loc.*, V, 120, 9 décembre 1925, p. 1026, etc.

1. Ercoli [P. Togliatti], « L'attentat contre Mussolini et le Parti communiste italien », *eod. loc.*, V, 112, 14 novembre 1925, pp. 953-954.

2. « Intervento al Comitato centrale », 9-10 novembre 1925, *La costruzione...*, p. 476.

3. « La crise italienne », ci-après, p. 137.

4. « Verbale della Commissione politica... », *loc. cit.*, p. 321 ; *La costruzione...*, p. 487.

5. « La situazione italiana e i compiti del P.C.I. [“ Thèses de Lyon ”] » 20-26 janvier 1926, *La costruzione...*, pp. 488-513 ; cf. p. 488.

6. À l'exception, toutefois, de la thèse 23 - *op. cit.*, p. 500 - qui envisage de « poser au prolétariat et à ses alliés le problème de l'insurrection contre l'État bourgeois et de la lutte pour la dictature du prolétariat » et qui est, précisément, un point avec lequel Bordiga est d'accord (« Verbale... », *loc. cit.*, p. 325).

7. « Le front unique *Mondo-Tribuna*. Encore des capacités d'organisation de la classe ouvrière », *infra*, p. 270. Cf., aussi, *supra*, p. 36, n. 6.

les militants une « attitude fidéiste (1) », voire millénariste, le tableau de l'U.R.S.S. en marche vers le « communisme (2) ».

Mais c'est d'abord à l'évolution rapide du régime et au renforcement quasi quotidien de la dictature qu'il faut probablement imputer certaines réflexions d'août 1926 dans lesquelles Gramsci apparaît se résigner, pour la première fois, à la perspective d'une « phase démocratique » et qui, en ce sens, constitue le point d'ancrage de sa réflexion sur la « Constituante » des années de prison (3). « S'il est vrai - concède-t-il en effet dans un rapport présenté devant la direction du Parti et qui ne sera rendu partiellement public que deux ans plus tard - que politiquement le fascisme peut avoir comme successeur une dictature du prolétariat (...), il n'est cependant pas certain ni même probable que le passage du fascisme à la dictature du prolétariat soit immédiat (...). Il est possible qu'on passe du gouvernement actuel à un gouvernement de coalition (...). Une crise économique soudaine et foudroyante (...) pourrait porter au pouvoir la coalition démocratique républicaine (...). Dans tous les cas nous devons faire que l'intermède démocratique soit le plus bref possible (4). » Et cette dernière réserve - qu'on ne saurait sous-estimer - n'atténue en rien l'importance de la rupture qui se dessine ici.

Car s'il est un point sur lequel - « conquête » du Parti ou non - Gramsci ne se différencie pas jusqu'alors de Bordiga, c'est sur la crédibilité d'une solution « démocratique » au fascisme et sur le refus, sans recours aucun, de toute forme de « démocratie ». C'est même là probablement l'une de ces « positions... incompréhensibles » dont les éditeurs ont argué pour ajourner pendant près de quinze ans la publication des textes de cette période (3). De sa période « bordiguienne »

1. A. De Clementi, op. cit., p. 214.

2. Cf. « L'U.R.S.S. verso il comunismo », 7 septembre 1926 ; « In che direzione si sviluppa l'unione sovietista », 10 septembre 1926 ; « Noterelle per *Il Mondo* », 17 septembre 1926 ; « Gli operai alla direzione delle industrie », 18 septembre 1926, etc., *La costruzione...*, pp. 315-331.

3. Cf., *supra*, p. 37, n. 1.

4. « Un examen de la situation italienne », 2-3 août 1926, p. 262.

5. « Ces écrits, en grande partie signés, remontent à l'époque bordiguienne, chose dont il faudra tenir compte pour comprendre certaines positions gramsciennes, qui reflètent la ligne suivie alors par le Parti, positions incompréhensibles, sinon, pour qui ne connaît que le Gramsci

antérieure, Gramsci conserve en effet, et accentue parfois, la polémique antidémocratique (1). En dépit des divergences qui les opposent quant au rôle historique de la petite bourgeoisie, il coïncide en particulier avec Bordiga dans l'appréciation du fascisme, tous deux étant également

convaincus que fascisme et démocratie ne font qu'un. Le fascisme - déclare par exemple Bordiga dans son rapport au Ve Congrès de l'I.C. - « ne possède aucun programme nouveau ; il ne représente même pas la négation historique des vieilles méthodes de gouvernement de la bourgeoisie ; il représente seulement l'achèvement logique et dialectique complet de la phase précédente de gouvernements bourgeois dits démocrates et libéraux (2) ». Et Gramsci de lui faire écho, dans un article qui se réfère d'ailleurs explicitement aux thèses que vient d'adopter le Ve Congrès de l'I.C. : « Fascisme et démocratie sont deux aspects d'une même réalité, deux formes différentes d'une même action -l'action que mène la classe bourgeoise pour arrêter la classe prolétarienne dans sa marche. (...) Il y a eu ces dernières années, en Italie, une parfaite division du travail entre le fascisme et la démocratie (3). »

Tout au long de cette période, sa conception ou plutôt son refus de la « démocratie » ne s'éloigne donc en rien du « schéma général du mouvement (4) » et représente même, sinon le seul, probablement le principal acquis théorique de l'« assise fondamentale » du Parti qui ne soit pas liquidé à la faveur de la « bolchevisation ». La rupture avec les représentations que charriait peu ou prou le vieux socialisme italien est, en effet, totale, et la démocratie se définit surtout par ses connotations négatives : « Si la situation est “ démocratique ”, c'est parce que les grandes masses travailleuses

des Cahiers » (« Stato attuale dell'edizione degli scritti di Gramsci », *Rinascita*, XIV, 6, juin 1954, p. 307).

1. Cf. par exemple, « Un an », 15 janvier 1922, in *Écrits politiques*, II, pp. 191-194 ; article qui retrouve toute sa saveur lorsqu'on relit le fameux *Discorso su Giolitti* de Togliatti (Rome, 1950).

2. « Rapport d'A. Bordiga sur le fascisme au Ve Congrès de l'Internationale communiste [23e séance, 2 juillet 1924] », in *Communisme et fascisme*, Marseille, 1970, pp. 111-145 ; la phrase citée se trouve pp. 111-112.

3. « Démocratie et fascisme », *infra*, p. 145.

4. P. Spriano, *op. cit.*, p. 463.

sont désorganisées, dispersées, pulvérisées... (1). » Et il va sans dire que ce refus investit indistinctement, et en procédant par amalgame, l'ensemble de l'« antifascisme ». Que si un « vieil abonné et ami de *L'Ordine Nuovo* », Piero Sraffa, s'alarme de voir *L'Unità* « tourner en dérision la “ liberté ” bourgeoise », le voici soupçonné aussitôt de vouloir « liquider » le Parti : « Il y a dans cette lettre tous les éléments nécessaires et suffisants pour liquider une organisation révolutionnaire (2). » L'idée dominante est celle de l'homogénéité de l'adversaire. « Bourgeois fascistes » et « bourgeois démocrates et libéraux » appartiennent « objectivement » au même « camp (3) ». Une telle conception - justiciable, au fond, du concept de « fausse conscience 4 » - ne laisse bien entendu aucune place, ni à la « démocratie d'un type nouveau » de la période « frontiste (5) », ni *a fortiori* à la « voie italienne au socialisme ». Et surtout, dans l'immédiat, elle contredit singulièrement la stratégie de « front unique » et d'alliances que le « centre » graniscien prétend poursuivre pendant toute cette période.

C'est, au vrai, le célèbre raccourci d'Albert Treint : « plumer la volaille social-démocrate », qui résume le mieux une pratique du « front unique » dont le ton ne le cède en rien à l'acharnement déjà excessif des polémiques contre Serrati, la dénonciation du « noskisme » cédant la place désormais *-mores mutaverunt - aux* foudres contre le « semi-fascisme (6) ». Mais un nouvel élément intervient ici : la

1. « La crise Italienne », *infra*, p. 137.

2. « Problemi di oggi e di domani », *La costruzione...*, pp. 175-181. Mais cf., en outre, le commentaire de G. Berti. *op. cit.*, pp. 166-168.

3. « Démocratie et fascisme », *infra*, p. 150. mais cf., également, *supra*, p. 39 et n. 5. ainsi que, dans le même esprit, l'éloge funèbre d'Amendola par Maffi ; Amendola a rendu « objectivement... un grand service à la bourgeoisie italienne et même à la réaction en imposant à l'Aventin une discipline antisubversive » (cité par G. Carocci, *Giovanni Amendola nella crisi dello Stato italiano*, 1911-1925, Milan, 1956, pp. 116-117). Fabrizio maffi était membre de la Direction du P.C. depuis août 1924 ; c'était un ancien *terzino*.

4. Cf. J. Gabel, *La fausse conscience*, Paris, 1962, ainsi que notre compte rendu : « La fausse conscience est-elle un concept opératoire ? ». *Annales E.S.C.*, XVIII, 3, mai-juin 1963, pp. 554-560.

5. L. Paggi, *op. cit.*, p. XVIII.

6. Cf., par exemple, « L'infanzia di Noske », 5 mars 1921, *Socialismo e fascismo*, *L'Ordine Nuovo 1921-1922*, Turin, 1966, pp. 92-94 - article

« bolchevisation », menée sous l'œil ironique et critique de Nenni et de *l'Avanti !* et qui vise précisément, selon l'« enseignement » de Lénine, à traduire en termes d'organisation le refus de l'« opportunisme ». Outre que la violence, voire l'injustice de certaines accusations s'en trouvent légitimées, la dénonciation inlassable de l'« opportunisme insensé » des maximalistes (1) atteint ainsi deux destinataires : le P.S.I., certes, soupçonné toujours davantage de poursuivre une « mission contre-révolutionnaire (2) », mais aussi, implicitement, le « Comité d'entente », taxé tantôt de « maximalisme », tantôt d'inclination coupable pour les formes d'organisation de la social-démocratie (3). Dénonçant les « solutions intermédiaires » pour en souligner la « faillite totale » -l'original italien, plus ambigu, parle de *liquidazione totale* (4) - cette polémique non plus ne recule devant aucun moyen : dénonçant ici le « rôle criminel joué par le Parti maximaliste (5) », invoquant ailleurs l'absence de traces matérielles comme preuve décisive de la vénalité de *l'Avanti !* (6)... Mais le prin

de l'époque où Serrati et les réformistes cohabitaient dans le même parti - ainsi que, de Bordiga, « Les voies qui conduisent au “ noskisme ” », 14 juillet 1921. *Communisme et fascisme*, éd. cit., pp. 45-48. Quant à la campagne contre Serrati, cf., *infra*, p. 252 et n. 1.

1. « Comment il ne faut pas écrire l'histoire... », *infra*, p. 156 ; mais cf., également, « La volonté des masses », *infra*, pp. 186 et suiv.

2. « Comment il ne faut pas écrire..., *infra*, p. 156. « Sous couvert de favoriser la “ volonté des masses ” - écrit ailleurs Gramsci - les dirigeants maximalistes lui substituent leur volonté contre-révolutionnaire, c'est-à-dire la volonté de la bourgeoisie » (« “ Volontà delle masse ” e “ volontà dei capi opportunisti ” », 26 juin 1925, *La costruzione...*, p. 246).

3. Cf. « Maximalisme et extrémisme », *infra*, pp. 198-199 ; « Le parti combattra avec énergie... », *infra*, pp. 178-181.

4. « La chute du fascisme », *infra*, p. 155.

5. « I massimalisti e la situazione », 30 août 1925, *La costruzione...*, pp. 276-280 ; en l'occurrence, p. 277.

6. Du 6 au 11 septembre 1925, sous le titre général de « Un giornale in liquidazione, un partito alla deriva » (*La costruzione...*, pp. 280-291), Gramsci consacre trois articles à l'organe des maximalistes. « *L'Unità*, écrit-il entre autres, ne pouvait poser directement la question de savoir et d'établir si *l'Avanti !* avait reçu une compensation financière pour le service rendu à un groupe de financiers piémontais (...). Dans la plupart des cas. dans ce genre d'affaire, il ne reste aucun document matériel (...). » Et de poursuivre : « L'intervention intempestive de *L'Unità* pourrait très bien avoir démonté la combinaison (...), il est certain qu'on a fait tout son possible pour qu'il n'y ait jamais une preuve de tout cela, une preuve juridique s'entend. » Pour conclure : « Seule la connaissance des terribles conditions dans lesquelles se débat *l'Avanti !*, révélées soudainement après

cipal chef d'accusation reste la collusion « objective » avec la bourgeoisie.

Et ici encore, en soulignant que deux ans après le Congrès de Rome les maximalistes continuent d'entretenir des relations privilégiées avec les réformistes, la polémique se situe volontairement dans le droit fil de la période bordiguienne : « Les maximalistes - et, insiste Gramsci, « nous l'avons toujours soutenu » - ne sont pas indépendants de la bourgeoisie à laquelle ils sont liés par l'anneau unitaire », c'est-à-dire les réformistes. « Puisque les unitaires ne seront jamais révolutionnaires, les maximalistes non plus ne le seront jamais (1) ... » Aussi bien, la formule est-elle moins excessive qu'il ne paraît et le diagnostic provisoirement exact. L'assassinat de Matteotti a effectivement libéré les socialistes, maximalistes inclus, de « tout reste d'intransigeance théotique », levant ainsi les derniers obstacles à leur collaboration avec le bloc des oppositions démocratiques (2). Mais Gramsci, cependant, y passe sous silence les tentatives de rénovation qui, on le verra, commencent de se dessiner tant parmi les maximalistes qu'en marge du P.S.I. (3), et, surtout, il y préfigure déjà de dangereux amalgames : « Le Parti socialiste continue, aujourd'hui encore, à “ soumettre le socialisme ” à l'idéologie bourgeoise, en asservissant les masses socialistes aux semi-fascistes de l'Aventin (4). » Tout comme si les thèses de la « troisième période » de l'Internationale communiste, la tactique « classe contre classe » et la dénonciation du « social-fascisme » étaient déjà à l'ordre du jour...

Mais, au vrai, ce type d'amalgame n'a rien d'exceptionnel à l'intérieur de l'I.C. où le discours sur le « front unique » apparaît déjà, bien avant le IXe Plénum, démenti par plusieurs signes prémonitoires de la « troisième période (5) ».

*la campagne de L'Unità, pourrait expliquer », etc. (souligné dans l'original).*

1. « Zero via zero », 7 septembre 1924, *La costruzione...*, pp. 201-203 ; la citation est prise p. 203.

2. G. Arfé, *Storia dell'Avanti !*, Milan-Rome, 1956, tome I, p. 213. Cf., également, *infra*, p. 134, n. 2.

3. Cf. G. Arfé, *Storia del socialismo italiano (1892- 1926)*, Turin, 1965, pp. 338 et suiv.

4. « ” Volontà delle masse ” et “ volontà dei capi opportunisti ” », *op. cit.*, p. 247.

5. Je me permets de renvoyer ici à mon essai : « La tattica ” classe

Dès le 9 janvier 1924, par exemple, une motion du Présidium de l'Exécutif sur la situation allemande lance - pour la première fois, semble-t-il, à un niveau aussi élevé - la notion de « social-fascisme » : « Actuellement les dirigeants de la social-démocratie ne sont qu'une fraction du fascisme qui se dissimule sous le masque du socialisme. (...) La social-démocratie



internationale devient ainsi peu à peu l'auxiliaire permanente de la dictature du grand capital (1). » Développée par Zinoviev dans un paragraphe de son rapport au Ve Congrès intitulé *La social-démocratie, une aile du fascisme* (2), l'idée est reprise par Staline dans un article de septembre 1924, « Sur la situation internationale », que *L'Ordine Nuovo* s'empresse de traduire. L'auteur y définit la social-démocratie comme l'« aile modérée du fascisme » et y lance une de ces formules lapidaires dont il a le secret : « La social-démocratie est le frère jumeau du fascisme (3). » Mais c'est dans un rapport de Zinoviev au Ve Plénum qui replace ce thème dans le contexte de la « bolchevisation » qu'est sans doute au regard de Gramsci l'apport le plus décisif : « La social-démocratie est vaincue par le fascisme en ce sens qu'il se l'est annexée. (...) Les chefs de la social-démocratie sont vaincus par la bourgeoisie en ce sens qu'ils sont devenus une partie de la bourgeoisie. (...) En Italie, le fascisme a été une synthèse des appétits de la bourgeoisie et de la social-démocratie, cette dernière étant une des ailes du fascisme (4). » Car c'est probablement là un début de réponse à la question qui hante Gramsci depuis son ralliement à la stratégie du « front unique ».

C'est précisément sur ce point : la « nature de classe » de la social-démocratie, qu'achoppe en effet son projet sinon

*contro classe »*, in *Problemi di storia dell'Internazionale comunista (1919-1939)*, A cura di A. Agosti, Turin, 1974, pp. 151-192.

1. *Les leçons des événements d'Allemagne. La question allemande au Présidium du Comité exécutif de l'Internationale communiste, en janvier 1924*, Moscou, 1924, pp. 90-92 ; cité par J. Humbert-Droz, « Le tappe dell'Internazionale comunista », *Movimento operaio e socialista*, XV, 2. avril-juin 1969, pp. 97-137 ; en particulier, p. 116.

2. *Protokoll fünfter Kongress des Kommunistischen Internationale (17 Juni bis 8 Juli in Moskau)*, Hambourg, 1925, p. 54.

3. Cf. B. Souvarine, *Staline*, Paris, 1936, pp. 345-346 et, pour la traduction évoquée, I. Stalin, « Esame della situazione internazionale » *L'Ordine Nuovo*, IIIe série, 1, 7, 15 novembre 1924, pp. 53-55.

4. « Les perspectives internationales et la bolchevisation [Exécutif

de constituer le « Parti communiste unifié » que souhaite Zinoviev (1), du moins d'entreprendre, selon les directives de l'I.C., la « conquête de la majorité du Parti socialiste » (2). Étant donné les liens privilégiés que le P.S.I. entretient toujours avec les réformistes, il lui est impossible de le considérer comme un parti « ouvrier » au plein sens du terme (3). Déjà, au lendemain même de la scission de Rome, lorsque s'était posé le problème de la fusion avec les maximalistes, il n'avait pas hésité dans son intervention du 15 novembre 1922 devant la « Commission italienne » de l'I.C. à insister sur la composition traditionnellement hétérogène du Parti socialiste : « Le Parti socialiste n'a jamais été un parti ouvrier, mais une confusion d'éléments ouvriers et paysans (4). » La question reste bien entendu entière après le ralliement des *terzini* - dont il serait absurde de prétendre qu'ils représentent une autre « classe » que leurs anciens camarades maximalistes - et elle est d'autant plus insoluble que, hormis les inévitables allusions, dans la meilleure tradition crocienne, à l'« interprétation fataliste et mécaniste de Marx » dont pâtirait le maximalisme (5), sa conception de l'idéologie reste manifestement assez pauvre et qu'il est perpétuellement tenté - comme il le fera pour le « Comité d'entente » - de réduire mécaniquement les désaccords idéologiques à des affrontements de classes : « La discussion actuelle entre le Comité central et les extrémistes a bien un contenu de classe (6) ... »

élargi, 2e séance, 25 mars 1925] », *La Correspondance Internationale*, V, 42, 24 avril 1925, pp. 317-330.

1. G. Zinoviev, « Réponse au camarade Constantino Lazzari (Pravda, 15 avril 1923) », *La Correspondance Internationale*, III 16, 27 avril 1923, pp. 236-237.

2. A. Togliatti, Scoccimarro, Leonetti, etc.. 21 mars 1924, *Écrits politiques*, II, pp. 285-286.

3. « Pour le P.S.I., (...) notre tâche est de résoudre la question qui restera posée tant qu'il y aura un P.S. indépendant des unitaires. Nous la résoudrons par tous les moyens... » (A. Scoccimarro et Togliatti, 1er mars 1924, *Écrits politiques*, II, pp. 276-277).

4. « La questione italiana e il Comintern », *La costruzione ...*, p. 449 ; l'éditeur confondant malheureusement ce texte avec l'intervention de Gramsci au IIIe Plénum (juin 1923).

5. « Maximalisme et extrémisme », *infra*, p. 198. Parfois, le problème est résolu aussi par analogie, les maximalistes représentant - comme les populaires - l'avatar italien des socialistes révolutionnaires russes. Cf., par exemple, *Écrits politiques*, II, p. 285.

6. « Le Parti se renforce... », *infra*, p. 207.

Outre le prestige personnel de son auteur, l'« analyse » de Zinoviev lui permet ainsi de « démasquer » réformistes et maximalistes par quelques formules redondantes marquées au sceau du bon sens et de l'ontologie : « Les sociaux-démocrates sont des bourgeois et leur morale ne peut être que bourgeoise. (...) Les sociaux-démocrates sont les valets de la bourgeoisie (1). » La

faillite de l'Aventin et l'échec du bloc avec la « bourgeoisie », les refus auxquels se heurtent toutes les propositions communistes de « front unique », les tergiversations perpétuelles des maximalistes, enfin - autant de signes le confirment : « La vérité, c'est que, même si sa composition est ouvrière, le Parti maximaliste n'est pas un parti prolétarien : c'est l'aile gauche de la bourgeoisie (2). » Telle est d'ailleurs la certitude qui alimentera - jusqu' au « pacte d'unité d'action » du 17 août 1934 - la polémique contre les socialistes : « Il s'agit d'une aile de gauche de la bourgeoisie, qui dirige à son insu une importante partie, si ce n'est la majorité du prolétariat ; (...) le Parti ne doit pas se priver de la possibilité qui lui est ainsi offerte de combattre également de l'intérieur les illusions ouvrières et de démontrer “ dans les faits ” aux ouvriers que la social-démocratie est la main gauche de la bourgeoisie (3). » Dès 1930, il est vrai, Gramsci - dans sa prison - aura « réglé ses comptes » avec ce genre de « vérité »...

À dater du 3 janvier 1925, la « désagrégation » du P.S.I. et particulièrement de sa gauche représente ainsi l'un des principaux objectifs du Parti. Gramsci lui-même y insiste lorsque le Comité central se réunit le 6 février pour dresser un premier bilan après le discours de Mussolini : « Pour provoquer une plus grande activité de la gauche du P.S.I. et accélérer la désagrégation du parti, je crois que nous devons attaquer la gauche elle-même (4). » Une lettre de Humbert-Droz l'a déjà invité à agir dans ce sens dès le

1. « Un socialdemocratico. Mario Guarnieri », 14 mai 1925, *Per la verità*, pp. 301-302.

2. « I massimalisti e la situazione », *La costruzione...*, p. 279.

3. « Contro lo scetticismo », 15 octobre 1925, *op. cit.*, pp. 297-299. Le passage cité se trouve p. 298.

4. Cité, par P. Spriano, *op. cit.*, p. 437. Pour le rapport de Gramsci de ce même 6 février. cf. *La costruzione...*, pp. 467-474.

9 janvier 1925 (1) ; et les exemples, ici encore, ne manquent point. Ainsi, dans le langage fleuri de l'Exécutif de la IIIe Internationale, « les chefs sociaux-démocrates de gauche sont encore plus dangereux que ceux de droite ; ils symbolisent l'ultime illusion des ouvriers trompés ; ils sont, pour ainsi dire, la dernière feuille de vigne sous laquelle se dissimule la honteuse politique contre-révolutionnaire de Severing, de Noske et de Ebert », le nom de Turati n'étant pas cité, cette fois, dans cette énumération aussi rituelle qu'infamante (2). C'est donc sur la gauche des maximalistes que le P.C.I. concentrera son tir. Et c'est comme par hasard Serrati - probablement, en fait, parce qu'il vient de chez eux - qui sera chargé de mener l'offensive. Procédé, ici aussi, qui annonce la « troisième période ».

C'est probablement là une confirmation supplémentaire de l'enfermement dans le « monde de la IIIe Internationale » qu'évoque Stefano Merli et qui pourrait expliquer, chez Gramsci, cette réduction des problèmes du socialisme italien au sempiternel antagonisme, hérité du *biennio rosso*, entre « maximalisme » et « réformisme » ; son refus aussi, non tant d'une « troisième voie » que de toute ébauche de dépassement de cette antinomie ; sa myopie, enfin, ou son indifférence aux efforts de Nenni et d'autres pour tirer le socialisme italien de la double crise où l'ont plongé simultanément le fascisme et les ultimatums de Moscou (3). C'est bien, en effet, à ce monde de l'I.C. et à ses règles du jeu - entrer dans le Parti pour en prendre la direction - que renvoie implicitement Gramsci lorsqu'il exorcise déjà - en 1924 - le cauchemar du « centrisme » : « Aucun autre danger que celui-ci : qu'existent hors du Parti des groupes plus révolutionnaires que notre noyau constitutif, qui, en entrant dans notre organisation, en prennent la direction : danger qui serait une chance du point de vue révolution »

1. P. Spriano, *op. cit.*, pp. 437-438.

2. *Les leçons des événements d'Allemagne...*, *loc. cit.*, pp. 116-117.

3. S. Merli, « I nostri conti con la teoria della “rivoluzione senza rivoluzione” di Gramsci », *loc. cit.*, pp. 118-119. Exception faite de sa critique du livre d'Otto Bauer. *Le socialisme, la religion et l'église*, Gramsci paraît également indifférent à une expérience comme l'austro-marxisme, cf., du

reste, sa confusion entre Max et Alfred Adler, in *Cahiers de prison, Cahiers 10, 11, 12 et 13*, Paris, 1978, p. 297.

naire... (1) » Mais, s'il peut s'expliquer s'agissant de Nenni ou de Vella, à quoi imputer l'acharnement contre les « jeunes » de *Quarto Stato*, souvent formés, tel Morandi, à une tout autre école que le vieux socialisme (2) et qui, en tout cas, ne sont pas partie prenante dans le gambit de l'I.C. ? Et surtout il y a, telle une béance, cette insensibilité aux problèmes que posent

Nenni et Rosselli : le dépassement de l'alternative entre « réforme » et « révolution », l'articulation du « socialisme » et de la « liberté », l'autonomie à l'égard de Moscou... - problématique dont les objectifs, y compris le dernier (3), recourent pourtant ceux que lui-même se donne : rompre radicalement avec le vieux socialisme et donner un contenu nouveau au programme d'« unité du prolétariat (4) ». Dénégation, refoulement ? Peut-être...

D'autant que la rigueur dont se réclame cette croisade contre l'« opportunisme » - que l'I.C. elle-même trouvera trop sectaire (5) - se voit perpétuellement démentie par une stratégie qui privilégie des alliés moins radicaux : intellectuels, paysannerie et petite bourgeoisie - les « tierces personnes », comme aurait dit Rosa Luxemburg, Gobetti, Miglioli et Lussu, pour s'en tenir aux principaux symboles..., Mis à part leur vieille amitié de l'époque de *L'Ordine Nuovo* - et qui explique que, de son propre aveu. Bordiga lui-même ait toujours évité d'attaquer Gobetti pour ménager Gramsci (6) - , l'intérêt de ce dernier pour le fondateur de *La Rivoluzione liberale* procède de la conviction qu'« un certain nombre d'intellectuels sont plus à gauche que les maximalistes eux-mêmes et ne seraient pas loin de collabo

1. A Scoccimarro et Togliatti, 1er mars 1924, *Écrits politiques*, II, p. 277.

2. A. Agosti, *Rodolfo Morandi, II pensiero e l'azione politica*, Bari, 1971, pp. 73-78. Pour *Quarto Stato*, cf. (« Quelques thèmes de la question méridionale, *infra*, p. 329 et n. 2.

3. « Si, d'ici au Ve Congrès, notre Parti est guéri de sa crise, s'il a un noyau constitutif et un centre (...). nous pourrions adopter une position indépendante et même nous offrir le luxe de critiquer » (A Terracini. 27 mars 1924, *Écrits politiques*, II, p. 294).

4. S. Merli, « I nostri conti... » *loc. cit.*, p. 119. Pour une synthèse récente sur Rosselli, cf. A. Colombo, « Carlo Rosselli e il socialismo liberale », *Il Politico*, XLIII, 4, décembre 1978, pp. 628-649.

5. P. Spriano, *op. cit.*, p. 438.

6. Rapporté par F. Livorsi, in A. Bordiga, *Scritti scelti*, Milan, 1975, p. 34.

rer avec le prolétariat révolutionnaire (1) ». L'hypothèse, on le sait, en sera reprise dans les « Notes sur la question méridionale » et systématisée dans les *Cahiers de prison*, mais c'est pour l'heure un perpétuel motif de friction avec les militants de la fraction de gauche que cette indulgence irrite (2) et qui acceptent mal le diagnostic selon lequel il y aurait « tendance à la formation de noyaux d'orientation communiste dans la classe petite-bourgeoise (3) ». Bordiga n'a-t-il pas encore rappelé, devant le Ve Congrès de l'I.C., que si le fascisme a effectivement déçu les espoirs de la petite bourgeoisie, il n'en existe pas moins « une frontière très nette entre l'état d'esprit du prolétariat et celui de la classe moyenne

S'il vise officiellement, en accord avec les mots d'ordre de l'I.C., à « ouvrir la voie à l'alliance des ouvriers et des paysans (5) », c'est un autre rêve de l'époque de *L'Ordine Nuovo* qu'essaie de réaliser, en se réclamant de la même analyse, le rapprochement avec Miglioi et la gauche du Parti populaire. Quoique cette tactique - « compromis historique » *ante litterani* ? - ne laisse d'avoir des résultats médiocres (6) et que l'alliance avec la paysannerie soit loin de faire, comme escompté, un grand « pas en avant (7) », la lecture que Gramsci se donne du « phénomène Miglioli » met en effet au jour les mêmes symptômes et utilise la même grille que pour la petite bourgeoisie. Certes, il n'est pas impossible, encore que ce diagnostic reste à vérifier, que « la gauche catholique se rapproche plus du communisme que des socialistes et des réformistes (8) », mais rien n'atteste en revanche que « les masses paysannes, même catholiques, s'orientent vers la lutte révolutionnaire (9) » et que la paysannerie puisse davantage que la

1. « Vecchia musica », 2 juillet 1925, *La costruzione...*, pp. 376-377.

2. « Quelques thèmes de la question méridionale », *infra*, p. 354 et n. 1.

3. « En Italie », *infra*, p. 302.

4. Cf. *Communisme et fascisme*, pp. 120-121 et 132-133, ainsi que l'article de Bordiga. « Il movimento dannunziano », 15 février 1924, in *Scritti scelti*, éd. cit., pp. 175-184.

5. « Verbale della Commissione politica per il congresso di Lione », *loc. cit.*, p. 305, *La costruzione...*, p. 483. Pour la période antérieure, cf. « La lutte agraire en Italie », 31 août 1921, *Écrits politiques*, II, pp. 157-159, et la lettre à Togliatti du 18 mai 1923, *id.*, pp. 227-228.

6. « Thèses de la gauche », *loc. cit.*, p. 61.

7. « Relazione al Comitato centrale », 6 février 1925, *op. cit.*, p. 472.

8. « En Italie », *infra*, p. 302.

9. « La loi sur les associations secrètes », 16 mai 1925, *infra*, p. 177.

petite bourgeoisie pallier l'isolement d'un prolétariat dont la « passivité » est, par ailleurs, indéniable. Mais, toujours prisonnier des mêmes représentations, Gramsci ne s'efforce-t-il pas ici

encore de retrouver, sous le masque aigu de Don Sturzo, tel grand protagoniste de la révolution russe (1) ?

Quoiqu'il s'y entoure de sévères précautions doctrinales - les « Thèses de Lyon » lançant effectivement une mise en garde solennelle contre les partis régionalistes comme l'« Unione nazionale » d'Amendola ou le « Partito sardo d'azione » qui « sont un obstacle à la réalisation de l'alliance des ouvriers et des paysans (2) » -, son intérêt pour Emilio Lussu et les autonomistes sardes, autres alliés virtuels auprès desquels le P.C.I. se montre alors particulièrement empressé, n'en rend que plus manifestes les ambiguïtés d'une tactique qui remet en question « toute la politique d'alliances sociales » de la période bordiguienne et se différencie toujours davantage de la « mentalité de Livourne (3) ». Car il ne s'agit nullement, quoi qu'en veuille la légende, d'une nouvelle confirmation de la « spécificité sarde » de Gramsci (4) et d'un retour aux vieilles amours qui l'avaient fait adhérer en 1913 à un « Groupe d'action et de propagande antiprotectionnistes ». Ces retrouvailles avec l'autonomisme sarde s'effectuent, au contraire, « à la lumière de la nouvelle situation italienne » et procèdent chez lui d'une « révision critique de toute son expérience “ sarde ” (5) » qui s'enracine dans l'humus de la correspondance de Vienne et de la crise de 1923. Quitte à laisser Grieco sacrifier au rituel du « front unique » en démasquant devant les « masses sardes » ces « serviteurs du capitalisme italien, démocratique et fasciste » que sont les « chefs opportunistes » du

1. Ainsi : « Les populaires sont aux socialistes ce que Kerenski est à Lénine » (« I popolari », 1er novembre 1919, *L'Ordine Nuovo, 1919-1920*, Turin, 1955, pp. 285-286).

2. « La situazione italiana e i compiti del P.C.1. [Thèses de Lyon] ». *La costruzione...*, p. 499.

3. G. Melis, *Antonio Gramsci e la questione sarda*, Cagliari. 1975, p. 27.

4. Cf., bien entendu, P. Togliatti, « Gramsci, la Sardegna, l'Italia » [1947], in *Gramsci*, Florence, 1955, pp. 47-59, thème que l'on retrouve avec surprise sous la plume d'Alfonso Leonetti dans sa « lettre-préface » à G. Melis, *op. cit.*, pp. 5-7.

5. G. Melis. *op. cit.*, *ibid.*

Parti sarde d'action (1), force est en effet de constater que comme le rappellera Lussu - ce sont ces mêmes dirigeants qui « ont empêché les paysans et les bergers sardes de passer au fascisme (2) » et donc de grossir la « réserve de la contre-révolution » qui pourrait se constituer - Gramsci, en tout cas, le redoute - en Italie méridionale (3). Mais surtout il croit déceler dans l'évolution du Parti sarde d'action certains signes qui permettent, ainsi qu'il l'écrivait à Togliatti en mai 1923, d'« avancer des propositions essentielles dans le problème des rapports entre le prolétariat et les masses rurales (4) ». Et, ici aussi, son analyse ne cesse de mêler interprétation et *wishful thinking*. Certes, l'existence à l'intérieur du mouvement sarde d'un courant de gauche, républicain, prêt à rompre avec l'Aventin, voire à s'allier avec les communistes, permet au P.C. d'envisager, fidèlement à sa tactique, « la possibilité de créer une gauche dans la gauche républicaine sarde », une fraction, autrement dit, dévouée aux directives du Krestintern. Mais les débats du Congrès de Macomer des autonomistes sardes s'achèvent sur un compromis unitaire au seul « avantage, en dernière analyse, de la bourgeoisie agraire et du fascisme (5) ». Emilio Lussu, bouillant dirigeant de cette aile républicaine, accepte à coup sûr - accepte, mais ne demande pas (6) - de participer à Moscou aux travaux de l'Internationale paysanne, mais s'il ne craint pas, selon sa formule, de « jouer avec le feu (7) », son fédéralisme lui interdit de se rallier à la « statolâtrie

1. [R. Grieco], « Appello dell'Internazionale contadina al Quinto congresso del Partito sardo d'azione », 27 septembre 1925, in S. Sechi, *Il movimento autonomistico in Sardegna (1917-1925)*, Cagliari, 1975, pp. 457-465. Cf., en particulier, p. 463.

2. Lussu à Grieco, 29 septembre 1925, in G. Melis, *op. cit.*, p. 204.

3. « Le Midi et le fascisme », 15 mars 1924, *infra*, p. 105.

4. A Togliatti, 18 mai 1923, *Écrits politiques*, II, p. 226. Cf., en outre, les réflexions sur la Sardaigne in « Que faire ? », 1er novembre 1923, *eod. loc.*, pp. 305-306.

5. « Rapporto al Krestintern, sul P.S.A. », 1er octobre 1925, in G. Melis, *op. cit.*, pp. 205-209 ; S. Sechi, *Dopoguerra e fascismo in Sardegna, Il movimento autonomistico nella crisi dello Stato liberale (1918-1926)*, Turin, 1969, p. 485.

6. « Lussu... demande à aller à Moscou et fait des déclarations intéressantes » (« Relazione al Comitato centrale », 6 février 1925, *La costruzione...*, p. 470) ; mais le rapport cité ci-dessus laisse bien entendre que l'« invitation vient de la section italienne du Krestintern.

7. Lussu à Grieco, 29 septembre 1925, déjà cité.

communiste (1)». L'autodissolution du Parti sarde d'action en décembre 1925 le privera, en outre, de ses troupes et mettra brutalement fin au rêve, quelque peu prématuré, d'une Sardaigne à l'« avant-garde de la révolution paysanne en Italie (2) ».



Quoique manquée, cette tentative d'alliance n'en rassemble pas moins les principales composantes de la stratégie à laquelle Gramsci est acquis depuis 1923 et assure en quelque sorte le relais entre la lettre sur la fondation de *L'Unità* et ce prélude aux *Cahiers de prison* que constituent les « Notes sur la question méridionale ». Sa rencontre avec Lussu, qui s'organise tout naturellement, ainsi que ce dernier le rappellera, autour de thèmes comme l'« autonomie », le « fédéralisme » et la « décentralisation (3) », permet en effet à Gramsci de mettre en œuvre et de tester *in vivo* sa théorie de la « traduction ». Sur le plan politique, en assurant la liaison entre les revendications autonomistes sardes et les propositions « soviétistes » du Parti communiste (4), la formule de « République fédérale des ouvriers et paysans », traduction italienne - on le sait - du mot d'ordre de « gouvernement ouvrier et paysan », paraît trouver ici une application immédiate. Mais cette redécouverte du monde sarde est en outre inséparable d'une sorte de « traduction dans la traduction » visant à spécifier, à travers cet exemple, une « question paysanne » dont les « Notes » souligneront que, « en Italie, [elle] est historiquement déterminée » et ne se réduit pas à la « question paysanne et agraire en général (5) ».

Si les « Notes » de 1926 se réclament avec insistance et au prix de quelques distorsions du premier *Ordine Nuovo* (6), ce

1. Cité par S. Sechi, *Dopoguerra e fascismo...*, p. 477.

2. A. Drobinski, « Il movimento dei contadini in Sardegna » [*Krestianski Internatsional*, 1925], in S. Sechi, *Il movimento autonomistico...*, pp. 466-470.

3. « Nous en parlions souvent avec Gramsci. Il me semble probable que notre exigence de transformation radicale de l'État (...) a largement influencé Gramsci » : rapporté par D. Zucàro, in *Vita del carcere di Antonio Gramsci*, Milan-Rome, 1954, p. 143, n. 1. Cf., également, « Carteggio Gramsci-Lussu », 12 juillet 1926, *ibid.*, pp. 138-144 ; in *La costruzione...*, pp. 528-530.

4. Cf. « Appello dell'Internazionale contadina... » *op. cit.*, pp. 462-463.

5. « Quelques thèmes de la question méridionale », *infra*, p. 332.

6. « Quelques thèmes... », *infra*, pp. 329 et suiv. ; ainsi que p. 329, n. 1.

sont bien la stratégie des alliances et son principal implicite : la « traduction » qui lui permettent de percevoir et de spécifier cette « question » sous ses « deux aspects typiques et particuliers - la question méridionale et le problème du Vatican (1) ». La conjoncture suffirait, certes, à justifier cette découverte. Outre la crainte de voir s'organiser en Italie du Sud, comme sous la Restauration, une « Vendée italienne », la lutte contre le « semi-fascisme » d'Amendola et de l'Union nationale passe, si l'on peut dire, par la « question méridionale ». Le Mezzogiorno constitue le principal support de cette opposition constitutionnelle dont Gramsci redoute - on l'a vu - qu'elle fasse obstacle à l'« avènement du prolétariat (2) ». Il y insistera donc en août 1926 au moment de s'engager dans la rédaction de ses « Notes » ; si le P.C. « ne se met pas à travailler sérieusement » dans le Mezzogiorno, ce dernier « sera la base la plus forte de la coalition de gauche (3) ». Mais il s'agit également d'un choix stratégique, qui va probablement bien au-delà - on en aura la preuve au moment du « tournant » de 1930 - de la seule et fidèle application des directives de l'I.C. À l'inverse de Bordiga et de l'« ultra-gauche », Gramsci est manifestement persuadé que, quelles que soient les circonstances, le prolétariat ne saurait « faire seul la révolution contre toutes les classes (4) ». L'expérience de la révolution russe et les « enseignements » du « léninisme », l'échec des communistes bulgares qu'il a soigneusement scruté de son observatoire viennois, la politique paysanne de l'I.C., ses réflexions - surtout - sur la faillite du socialisme italien, tout concourt à le conforter dans cette conviction : « Dans aucun pays le prolétariat n'est en mesure de conquérir et de garder le pouvoir par ses seules

1. « Quelques thèmes... », *infra*, p. 332. Cf., en outre, « Le Vatican », 12 mars 1921, *infra*, pp. 288-291.

2. Cf. *supra*, p. 38, n. 6.

3. « Un examen de la situation italienne », *infra*, p. 263.

4. H. Gorter, *Réponse à Lénine* [1920], Paris, s.d. [1930], p. 112. À noter pourtant que Gorter tend à faire une exception en faveur de l'Italie, où, dit-il, « l'aide des paysans pauvres est possible » (p. 18). S'il concède qu'« on ne peut se dérober à la nécessité d'attirer les grandes masses dans la lutte », Bordiga, quant à lui, reste convaincu qu'au moment de la « prise du pouvoir », le prolétariat trouvera en face de lui un front rassemblant, outre le fascisme, « toutes les forces bourgeoises et sociales-démocrates » (*Communisme et fascisme*, pp. 142-143).

forces : il doit donc se procurer des alliés (1). » Zinoviev ne les a-t-il pas du reste désignés en soulignant lors du 1er Congrès du Krestintern l'importance, pour l'Italie, de l'union avec les paysans (2) ? Reste que le choix des protagonistes - les paysans pauvres du Mezzogiorno et des Îles - n'est pas lui-même indifférent.

Sans doute reste-t-il ici quelque chose du mythe dont est mort jadis Pisacane ; le *Mezzogiorno*,

poudrière de l'Italie... « Si nous réussissons à organiser les paysans méridionaux, nous aurons gagné la révolution (3). » Passant outre l'ironie historique et la syntaxe bolchevique, le discours

paraît renouer avec la légende dorée du « méridionalisme » : le brigandage social, le bakouninisme

napolitain, les *Fasci* siciliens (4)... « Les paysans méridionaux sont, après le prolétariat industriel et

agricole d'Italie du Nord, l'élément social le plus révolutionnaire de la société italienne (5). »  
À

l'appui de cette conviction, peu de chose pourtant : le relatif échec du fascisme en Italie méridionale,

la crise de certains prix agricoles, quelques mouvements de protestation sporadiques, le relèvement

du taux des fermages, l'accélération de la concentration foncière, l'apparition d'un « migliolisme »

méridional (6). Tout comme si les représentations traditionnelles du « méridionalisme » restaient

effectivement dominantes (7).

Le manuscrit de 1926 ne se présente pourtant pas comme une nouvelle défense et illustration de la « révolution méridionale ». Gramsci s'y efforce au contraire - comme l'observe Martin Clark (8) - de rendre compte, par leur formation

1. « Verbale... », *loc. cit.*, p. 305 ; *La costruzione...*, p. 483.

2. « Que manque-t-il en Italie, où domine le paysan, pour vaincre les fascistes ? L'union des paysans et des ouvriers » (C.P.I. [Conseil Paysan International], *1re Conférence Internationale Paysanne, tenue à Moscou dans la riche salle du Trône du Palais du Kremlin, les 10, 11, 12, 13, 14 et 15 octobre 1923, Thèses, messages et adresses*, Paris, 1923, p. 70).

3. « Intervento al C.C. », 9-10 novembre 1925, *La costruzione...*, p. 478.

4. Cf., du reste, la mésaventure comique de Franchetti et Sonnino évoquée, *infra*, p. 350.

5. « Les cinq premières années... », *infra*, p. 246.

6. « Intervento al C.C. », *op. cit.*, *ibid.*

7. Cf. L'intervention de P. Allum sur « Gramsci e la questione meridionale ». in *Gramsci e la cultura contemporanea*, Rome, 1975, I, pp. 538-539.

8. M. Clark, « Gramsci e la questione meridionale [intervention] », *op. cit.*, pp. 535-537.

idéologique, de cette passivité des masses rurales du *Mezzogiorno* qui, décevant les espoirs de Gramsci, dément le mythe - plus récent - d'une paysannerie que la guerre aurait « révolutionnée (1) ». Si la « question méridionale », autrement dit, est essentielle pour une stratégie des alliances, c'est peut-être d'abord en tant qu'elle désigne - l'importance peut-être excessive dévolue à Croce et aux « intellectuels traditionnels » en témoigne - le type d'articulation que le P.C. souhaiterait établir avec ses alliés pour réaliser et assurer son « hégémonie », c'est-à-dire les gagner à sa cause et les maintenir sous son contrôle ; thème que les *Cahiers*, on le sait, développeront longuement. Aussi bien Gramsci insiste-t-il dès 1923 pour qu'on vole dans cette « question » le lieu privilégié où « le problème des rapports entre les ouvriers et les paysans ne se pose pas seulement comme un problème de rapports de classes, mais aussi et surtout comme un problème territorial, comme l'un des aspects, autrement dit, de la question nationale (2) ». Au risque de transformer le sens et le contenu de ses alliances, la primauté ainsi dévolue à l'aspect « territorial » ne peut que confronter le choix, fondamental désormais, de la « fonction nationale » de la classe ouvrière.

Tout témoigne en effet, et d'abord l'« alliance sarde », que Gramsci n'a cure, à moins qu'il ne les ait « dialectiquement dépassées », des réserves et des critiques que Bordiga, tout autant que Serrati, avait opposées à l'époque du IIe Congrès de l'I.C. aux thèses de Lénine sur la « question nationale » et à l'appui que le Komintern accordait à des mouvements comme le kéralisme. Sans être aussi ouvertement « réactionnaire » que le soulignent les « Thèses de la gauche », encore que les conclusions du Congrès de Maconier visent exclusivement à maintenir le *statu quo* en matière de propriété foncière (3), le Parti sarde d'action n'en constitue

1. À l'influence du modèle russe soulignée par M. Salvadori (« Gramsci e la questione meridionale », *op. cit.*, pp. 406 et suiv.), vient probablement s'ajouter le souvenir de toute la propagande des années de guerre parmi les paysans mobilisés. On pouvait effectivement imaginer qu'à la fin du conflit les paysans exigeraient. fût-ce par la force, tout ce qu'on leur avait promis et, tout d'abord, la terre...

2. *Écrits politiques*, II, pp. 229-230.

3. Cf. « Thèses de la gauche », *loc. cit.*, p. 61 et, sur les résultats du Congrès de Macomer, S. Sechi, *Dopo guerra e fascismo...*, pp. 485-486.

pas moins une organisation originellement « populiste » qui s'efforce de médier des intérêts antagonistes en faisant prévaloir sur les revendications de classe de la paysannerie pauvre un programme libre-échangiste, autonomiste ou national (1). Sans doute Gramsci mise-t-il ici sur une certaine pratique - « désagrégatrice » - du « front unique » qui, précipitant la crise interne de

l'autonomisme sarde, permettrait d'en surmonter les ambiguïtés. Mais le choix même de ce type d'alliés et *a fortiori* la constellation sociale que configurent intellectuels petits-bourgeois, catholiques de gauche, paysans méridionaux et, bien entendu, autonomistes sardes ne signifient rien d'autre que la formation de ce « nouveau bloc historique » dont les *Cahiers* feront la théorie. Davantage : anticipant sur ces derniers, ils impliquent déjà l'élaboration du concept lui-même, celui de « bloc historique ».

C'est donc, quoique encore à l'état implicite, le surgissement de ce concept au terme de la « bolchevisation » qui permet de repérer une articulation privilégiée entre un certain état du discours et de la pratique politiques de Gramsci et le complexe de notions autour duquel s'organise la réflexion des *Cahiers de prison* : « hégémonie », « bloc historique », « guerre de position »... Mais bien que ce « nouveau bloc historique » - et probablement le concept lui-même - renvoie à une configuration sociale dont les frontières et les objectifs ne coïncident plus avec ceux du « gouvernement ouvrier et paysan » de 1923, il serait certainement prématuré ou hasardeux d'en conclure à une totale rupture avec les prémisses de la « conquête » ou d'y voir, une fois encore, le lieu de la « spécificité ». Plutôt que le terme de « rupture », celui de « déplacement » serait ici beaucoup plus pertinent. C'est en effet de la stratégie des alliances elle-même, et singulièrement du type de rapports que le prolétariat est censé établir avec « les autres forces sociales qui, bien que dirigées par des partis et des groupes politiques liés à la bourgeoisie, sont objectivement sur le terrain de l'anticapitalisme (2) », que procède manifestement ce déplacement des objectifs et des partenaires. Si le prolétariat - entendez : le Parti - veut

1. S. Sechi, *Il movimento autonomistico...*, p. 32.
2. « Les cinq premières années... », *infra*, p. 236.

« se procurer des alliés », il doit « se placer à la tête des autres forces sociales qui ont des intérêts anticapitalistes et les diriger dans la lutte pour abattre la société bourgeoise (1) ». L'hypothèse, on le voit, est double : il existerait, hormis le prolétariat, des « forces sociales anticapitalistes » dont les « intérêts » convergeraient « objectivement » avec le programme communiste et surtout - quoique la métaphore soit énigmatique - le Parti serait en mesure de « se placer à [leur] tête ».

Inutile, bien entendu, de souligner l'ambiguïté de cette notion d'« anticapitalisme » qui peut subsumer aussi bien la « subversion » prolétarienne que les nostalgies de tous ceux qui, selon la formule du *Manifeste*, « cherchent à faire tourner à l'envers la roue de l'histoire (2) » et singulièrement, dans l'Italie mussolinienne, les « fascistes de la première heure » se réclamant contre vents et marées du programme « révolutionnaire » de 1919 ou les théoriciens de la « corporation-proprétaire » nourris des thèses de Spirito (3). Le thème, au vrai, est pleinement cohérent avec une analyse du fascisme et de la société italienne qui, non seulement consacre la « fonction historique » de la petite bourgeoisie, mais situe, on l'a vu, entre le capitalisme et la petite bourgeoisie la contradiction « la plus importante (4) ». Plus symptomatique à coup sûr, et confirmant certaines inflexions populistes de la « conquête des masses (5) », la substitution d'une notion aussi confuse, et non moins ambiguë, que celle de « force sociale » au concept de « classe sociale » déblaie bien entendu le champ où viendra s'inscrire, à l'époque des *Cahiers de prison*, la thématique du « national-populaire (6) », mais annonce surtout une transformation de la problématique marxienne de la

1. « Verbale della Commissione politica... », *loc. cit.*, p. 305 ; *La costruzione...*, p. 483.

2. K. Marx, F. Engels, *Manifeste du Parti communiste*, Paris, 1962, p. 33.

3. Sur Ugo Spirito et la « corporation-proprétaire », cf. *Cahiers 10, 11, 12 et 13, éd. cit., ad nom.* On trouvera le « Programme des Fasci italiani di combattimento [Il Popolo d'Italia, 6 juin 1919] », in R. Paris, *Les origines du fascisme*, Paris, 1968, pp. 84-86.

4. Cf. *supra*, p. 40, n. 1.

5. Cf. *supra*, p. 34 et n. 6.

6. Cf. R. Romeo, *Risorgimento e capitalismo*, Bari, 1963 (2e éd.), p. 44 et, surtout, A. Asor Rosa, *Scrittori e popolo, Saggio sulla letteratura populista in Italia*, Rome, 1965, pp. 257 et suiv.

« société civile ». Si la surestimation du rôle historique de la petite bourgeoisie débouche inévitablement sur celle du groupe social qui en constitue, aux yeux de Gramsci, le principal symbole : les intellectuels, organisateurs de cette « culture » par laquelle les classes dominantes

assurent leur « hégémonie », une telle substitution désigne déjà le type de « société civile » qui permet de penser et qu'implique cette fonction hégémonique de l'« hégémonie ».

Il ne peut s'agir en effet que d'une conception qui, rompant - comme le souligne Bobbio (1) - avec l'identification marxienne de la « société civile » et du « moment de la structure », ne définit plus cette même « société civile » comme « l'ensemble des rapports matériels des individus à l'intérieur d'un stade de développement déterminé des forces productives (2) », mais comme la totalité des mécanismes culturels et intellectuels par lesquels passe essentiellement - en témoigne déjà le rôle dévolu à Croce et Fortunato dans les « Notes sur la question méridionale (3) » - cette forme de contrôle social que Gramsci nomme « hégémonie ». La « société civile », autrement dit, « *n'appartient plus au moment de la structure, mais à celui de la superstructure (4)* » ; au moment - la superstructure, toujours - dont la vocation est, précisément, de médiatiser et de concilier les « intérêts » antagonistes. C'est, bien entendu, expulser l'histoire de son « véritable foyer (5) » pour élider, au profit du seul « consensus », le moment de la force ou de la violence : le moment de l'État. Mais c'est désigner aussi ce qui constitue désormais pour Gramsci le terrain d'élection d'une politique des alliances : cette sphère de l'« hégémonie » dans laquelle le prolétariat est censé pouvoir prendre la tête des « autres forces sociales ».

L'indéniable « innovation par rapport à toute la tradition marxiste (6) » que constitue l'émergence de ce *marxisme des*

1. N. Bobbio, « Gramsci e la concezione della società civile », in *Gramsci e la cultura contemporanea*, éd. cit., pp. 75-100 et, en particulier, pp. 84 et suiv.

2. K. Marx, F. Engels, *L'idéologie allemande*, trad. de R. Cartelle et G. Badia, Paris, 1966, p. 55.

3. Cf. « Quelques thèmes... », *infra*, pp. 351-352.

4. N. Bobbio, *op. cit.*, p. 85 ; en italiques dans l'original.

5. K. Marx, F. Engels, *L'idéologie allemande*, éd. cit., p. 54.

6. N. Bobbio, *op. cit.*, p. 85.

*superstructures* n'interdit pas pour autant d'en repérer l'équivalent pratique dans l'évolution de l'I.C. Il est évident, d'abord, que Gramsci a pu faire sienne l'interprétation du « front unique » illustrée par Radek dès la Conférence des Trois Internationales d'avril 1922 et dont Lénine avait alors dénoncé le laxisme (1). Membre de la « Commission italienne » du Komintern, Radek, qui entretient des relations suivies avec les socialistes italiens depuis 1914, a été - en 1922 - coauteur ou presque avec Gramsci d'un *Manifeste au prolétariat italien* (2). Dès le IV<sup>e</sup> Congrès, il a également commencé de théoriser, avec le talent qu'on lui connaît, une révolution lente qui ressemble assez à ce que les *Cahiers* appelleront la « guerre de position (3) ». Son éloge de Schlageter enfin, auquel Gramsci rendra discrètement hommage (4), a quelque peu justifié *a posteriori*, en évoquant des alliances encore plus ambiguës, la rencontre manquée avec D'Annunzio du printemps 1921 (5). Mais la stratégie qu'implique la configuration d'un « nouveau bloc historique » et, plus encore, la primauté qui y est dévolue à l'« hégémonie » au sens où l'entend Gramsci sont avant tout contemporaines de la politique qui, sous les auspices de Boukharine et de Tomski, prend le contre-pied des thèses du Ve Congrès sur la « social-démocratie, aile du fascisme » et tente, à la faveur de l'expérience du Comité anglo-russe (6), de ressusciter l'ancien « front unique » sous une « nouvelle forme », celle de l'« unité syndicale internationale (7) ».

L'attitude à l'égard du Comité anglo-russe permet bien entendu au P.C. d'Italie, comme aux autres sections de l'I.C., de réaffirmer sa fidélité à la direction boukharino-stalinienne

1. Cf. Édition du Comité des Neuf, *Conférence des Trois Internationales, Tenue à Berlin, les 2, 4 et 5 avril 1922*, Bruxelles, 1922, ainsi que Lénine. « Nous avons payé trop cher », *Pravda*, 11 avril 1922, in *Œuvres*, tome 33, éd.cit., pp. 336-340.

2. G. Somai, *Gramsci a Vienna*, pp. 22, 31, 33, etc. Quant aux liens de Radek avec le P.S.I., cf. son autobiographie in G. Haupt. J.-J. Marie, *Les bolcheviks par eux-mêmes*, Paris, 1969, p. 330.

3. Cf. *Écrits politiques*, II, pp. 18, 20 et 267, n. 1.

4. Cf. « Le destin de Matteotti », 28 août 1924, *infra*, p. 141 et n. 1.

5. Cf. *Écrits politiques*, II, p. 45 et n. 1. Le témoignage cité par S. Caprioglio est corroboré par celui du député communiste Giuseppe Tuntar dans sa nécrologie d'Alceste De Ambris, in *L'Italia del Popolo* (Buenos Aires, 13 janvier 1925).

6. Cf., ci-après, p. 263. n. 4.

7. A. Rosenberg. *Histoire du bolchevisme*, Paris, 1967, p. 291.



de l'Internationale. Pour autant que les circonstances lui en laissent le loisir, *L'Unità* étant forcée par exemple de suivre l'affaire en utilisant les services du correspondant de *L'Humanité*, le Parti italien joue pleinement le jeu, organise des souscriptions en faveur des mineurs britanniques (1) et, fort cette fois de l'appui des maximalistes, fait vainement pression sur la C.G.I. pour qu'elle adhère au « Comité pour l'unité syndicale (2) ». Mais l'adhésion au Comité anglo-russe désigne avant tout chez Gramsci, par-delà le formalisme de la discipline à l'égard de l'I.C., la première rupture effective avec Zinoviev - rupture qu'il avait réussi jusqu'alors à éluder avec plus ou moins de succès - et, plus encore, la révélation d'une perspective unitaire qui pourrait, selon sa formule, avoir « autant de signification et d'importance qu'une véritable germination de Soviets (3) » ; la découverte autrement dit, à marquer d'une pierre blanche, d'une solution de rechange à cet « ordinovisme » qui a été jusqu'ici son premier et ultime recours. Dans l'expérience du Comité anglo-russe il peut en effet entrevoir l'un des contenus possibles de la notion d'« hégémonie » : un Parti communiste fonctionnant comme le « chef idéologique » d'un mouvement réformiste (4).

Que cette inclination « boukharinienne » de l'été 1926, alors même que la « question méridionale » et l'alliance avec Miglioli intègrent dans la problématique de Gramsci l'un des éléments centraux du « boukharinisme », que l'assomption de ce « moment » stratégique permette de repérer dans la thématique des *Cahiers de prison* la sublimation d'une phase bien précise de l'évolution de l'I.C., voire de cette « régression opportuniste » qui hante dès ses origines l'histoire du Komintern, il n'est bien entendu pas lieu d'en vérifier ici l'hypothèse. Mais il est certain en tout cas que, loin d'en contredire les prémisses, cette découverte *in vivo* du fonctionnement de l'« hégémonie » dans laquelle va s'ancrer

1. A. Leonetti, *Notes sur Gramsci*, pp. 148-150.

2. L. U., « L'adhésion des maximalistes italiens au Comité anglo-russe », *La Correspondance Internationale*, VI, 38, 24 mars 1926, pp. 358-359.

3. « Un examen de la situation italienne », 2-3 août 1926, *infra*, p. 267.

4. O. Perrone, *La tattica del Comintern del 1926 al 1940*, Introduzione e note di B. Bongiovanni, Venise, 1976 (1re éd. in *Prometeo*, 1946-1947), p. 45.

toute la réflexion des années de prison, y compris et d'abord, il va sans dire, les discussions sur la « Constituante (1) », s'inscrit de façon tout à fait cohérente dans la perspective dont se réclamait implicitement la lettre emblématique du 12 septembre 1923 sur la fondation de *L'Unità* : l'interprétation quasi métaphorique du « front unique » comme une « guerre de position » et, plus encore, l'enracinement du « léninisme » - élevé pourtant à la dignité de *Weltanschauung* (2) - dans la seule stratégie du « front unique (3) ».

Sans vouloir revenir ici sur le problème - tout anecdotique - de l'« orthodoxie léniniste » de Gramsci (4), la doctrine dont se réclameront les *Cahiers* apparaît ainsi doublement datée. Assumant comme une hypostase l'expérience du « front unique » et n'en retenant surtout, et ce sera encore le cas en 1926, que les aspects les plus « tactiques », il s'agit d'abord de ce « léninisme », né comme un doublet du « trotskisme », et qui ne vise ni plus ni moins - Zinoviev le confiera plus tard à Lachevitch - qu'à « coordonner les nouvelles divergences avec les anciennes ». Si Gramsci est effectivement le premier à introduire le syntagme « marxisme-léninisme » dans le lexique du Parti communiste d'Italie (6), c'est bien à partir du même type de préoccupation : manifester, certes, l'allégeance du Parti italien à l'I.C. et

1. Cf., *supra*, p. 37, n. 1.

2. « Le léninisme est un système unitaire de pensée et d'action pratique, dans lequel tout se tient et se démontre réciproquement, de la conception générale du monde jusqu'aux plus petits problèmes d'organisation » (« L'organizzazione base del partito », 15 août 1925, *La costruzione...*, pp. 271-276 ; la phrase citée se trouve p. 272).

3. Cf. *Écrits politiques*, II, pp. 16-18. ainsi que R. Paris, « Il Gramsci di tutti », *Giovane critica*, no 15-16 (1967), pp. 48-61 et, en particulier, p. 56.

4. Évoquant le sort de Gramsci et de Terracini, l'un des futurs hagiographes de Gramsci note dès 1936 : « La seule chose qu'on puisse reprocher à cette phalange d'hommes dévoués à la cause du Parti, c'est d'avoir fait preuve, les premiers temps, de plus de sentimentalité que de méthode léniniste dans le travail » (G. Amoretti, « Les héros de la lutte antifasciste en Italie », *L'Internationale communiste*, XVIII, 3, mars 1936, pp. 321-331

5. « L' invention du “ trotskisme ” », *La Révolution prolétarienne*, IV, 53, 1er mars 1928, p. 11.

6. Cf. « Cronache de L'Ordine Nuovo », 15 novembre 1924, *La costruzione...*, pp. 207-208. L'observation se trouve in L. Cortesi, « Storia del P.C. I. e miseria del riformismo », *Belfagor*, XXXII, 2, 31 mars 1977, p. 190, n. 14.

sublimer par la « théorie » les relations d'appareil à appareil, mais surtout faire contrepoids aux

thèses de la « gauche » qui, non seulement dénie au « léninisme » l'originalité qu'on lui prête, mais se réclame, qui plus est, d'une tradition « indigène », sinon antérieure au « bolchevisme », étrangère en tout cas au développement du marxisme russe (1). À la contemporanéité de ces deux processus, il pourra ainsi opposer l'antériorité de droit du « bolchevisme (2) » ; à la thèse bordiguienne d'un Lénine qui « restaurerait » le marxisme, l'image

charismatique d'un Lénine qui inaugure ; à l'interprétation de Livourne comme aboutissement logique des luttes de la « gauche », un nouveau mythe des origines, une nouvelle légitimité, que

fonde, il va sans dire, la « vivante interprétation [léniniste] de la situation italienne (3) ». Au-delà,

des exigences mêmes de la « bolchevisation », c'est là aussi, bien entendu, une façon de combler ou

d'atténuer certain retard ou certain manque d'être par rapport à Bordiga et à la « gauche (4) », mais

c'est surtout, à la faveur d'un « léninisme » revenu au point de vue « russe » des polémiques contre

*Naché Slovo* (5) et à la « vieille mentalité » de *Deux tactiques* (6), l'occasion d'effectuer les dernières ruptures - avec *L'Ordine Nuovo*, en particulier - et de rétablir les anciennes fidélités.

C'est peut-être en effet l'événement central de toute cette période que cette rupture volontaire et consciente avec *L'Ordine Nuovo*, et ce n'est sans doute pas par hasard si Gramsci y voit, dès 1924, l'une des conditions du succès de son entreprise. « Il faut soigneusement éviter - précise-t-il alors à

1. Cf., *infra*, p. 213, n. 2, ainsi qu'Écrits *politiques*, I, p. 23 et, surtout, Écrits *politiques*, II, p. 69, n. 2.

2. Les « Thèses de Lyon » souligneront, par exemple, que le P.C. d'Italie n'a pu trouver « dans l'histoire du mouvement ouvrier italien un courant vigoureux et ininterrompu de pensée marxiste dont il pourrait se réclamer » (*La costruzione...*, p. 501).

3. « Contre le pessimisme », *infra*, p. 101.

4. Cf. *Écrits politiques*, I, pp. 32-34 ; « Les principaux responsables », 20 septembre 1921, *Écrits politiques*, II, p. 168 ; A Alfonso Lenrietti, 28 janvier 1924, *id.*, pp. 256-257.

5. À l'époque de Brest-Litovsk, Ouritski avait déjà reproché à Lénine de commettre la même « erreur » qu'en 1915 et de se placer « du point de vue de la Russie et non du point de vue international » (*Les bolcheviks et la révolution d'octobre*, Paris, 1964, p. 237).

6. Cf. *Écrits politiques*, II, pp. 258-259.

Leonetti - de trop insister à propos de la tradition turinoise et du groupe turinois. On aboutirait à des polémiques de caractère personnel où l'on se disputerait le droit d'aînesse sur un héritage de souvenirs et de mots (1). » Il faut certes faire ici la part des préoccupations tactiques. Éviter de se référer à la « tradition turinoise », c'est effectivement éluder le problème, toujours douloureux, des origines crociennes du groupe de *L'Ordine Nuovo* et surtout, son « droit d'aînesse » se réduisant à l'aval donné par Lénine à un texte assez peu représentatif du « conseillisme » turinois (2), c'est faire l'économie des querelles de légitimité. Mais les motivations décisives procèdent d'une vue plus large. Il y a d'abord le constat - sur lequel il ne cessera d'insister - qu'« en 1924, la situation mondiale et italienne n'est plus celle de 1920 (3) » ; une sensibilité, peut-être, à tous ces signes dans lesquels le Ve Congrès de l'I.C. déchiffre une « stabilisation relative » du capital ; la conscience, en tout cas, que le fascisme a d'ores et déjà mis en œuvre une entreprise de transformation de la société italienne dont les effets se font sentir jusque dans la classe ouvrière (4). Le caractère irréversible d'une telle situation implique - et il le note avec quelque soulagement - que l'on ne se retrouvera « plus jamais dans une situation de pré-Livourne (5) », autrement dit que, selon la formule de Zinoviev, « l'étape des scissions est passée (6) » et que le développement du Parti doit emprunter d'autres voies. Le voudrait-il, du reste, que le « groupement turinois » ne serait pas en mesure de substituer à l'« assise fondamentale » de Livourne et des « Thèses de Rome » dans laquelle se reconnaît la majorité du Parti, une plate-forme, celle de *L'Ordine Nuovo*, trop

1. A Alfonso Leonetti, 28 janvier 1924, *Écrits politiques*, II, pp. 256-257.

2. « Pour une rénovation du Parti socialiste », 8 mai 1920, *Écrits politiques*, I, pp. 332-338. Cf., également, *id.*, pp. 37-38 et 377, n. 2.

3. « Contre le pessimisme », *infra*, p. 104. Mais cf., aussi, A. Leonetti, *op. cit.*, p. 256 et les « lettres à Zino Zini », *id.*, pp. 307-311.

4. Cf., *supra*, p. 31 ainsi que la lettre à Zino Zini du 10 janvier 1924, *op. cit.*, p. 308 : « Aujourd'hui le fascisme a remis beaucoup de choses à leur place et accompli une œuvre de destruction jamais vue jusqu'alors en Italie : tous les liens traditionnels, faibles et superficiels. mais si agissants dans le monde gélatineux de l'Italie, ont été brisés pour toujours ; tous les problèmes se posent crûment et impérieusement. »

5. « Contre le pessimisme », *infra*, p. 104.

6. G. Zinoviev, « Discours sur la question italienne », 4 décembre 1922, in *L'Internationale communiste au travail*, Paris, 1923. p. 137.

étroite ou trop localisée, en faillite en tout cas dès l'automne 1920. Et d'évidence, converti en « auto-

critique », le long travail du deuil amorcé à ce moment-là (1).

De ce point de vue, le silence du compte rendu du Congrès de Lyon, pourtant assez minutieux par ailleurs, sur les origines « ordinovistes » de la principale composante du « nouveau groupe dirigeant (2) » marque bien chez Gramsci un aboutissement : le dépassement, certes, d'une expérience jusqu'alors indépassable, mais surtout l'instauration du Parti sur une base neuve ; la création non tant d'une *Weltanschauung* que de cette tradition syncrétiste dont va se réclamer le « parti nouveau ». Comme le soulignera en effet Togliatti en exposant, un an plus tard, le programme de sa propre revue : « Appeler *L'Ordine Nuovo* la revue du Parti peut être interprété comme exprimant la volonté de faire de la tradition d'un groupe la tradition de tout le Parti. Le titre *Lo Stato Operaio* correspond au programme de la revue et au programme du Parti à l'heure actuelle (3) ». Mais si l'« ordinovisme » peut apparaître ainsi réduit à un « héritage de souvenirs et de mots », cette rupture ne marque pas pour autant la fin de son odyssée. Simplement, et à l'inverse du double processus de dénégation et de retour du réprime auquel l'avait voué le « bordiguisme » forcé de Gramsci, il poursuit désormais l'existence épurée d'une idée passée au crible, tradition crocienne toujours, du « vivant » et du « mort (4) ».

Si l'on excepte en effet le souvenir attendri des premières initiatives pédagogiques de *L'Ordine Nuovo* (5) ou les évocations rituelles de l'occupation des usines, ces occasions de ressusciter la « tradition turinoise » ou, comme le dit Gramsci, de faire crier à l'« ordinovisme (6) », ces prétextes à remettre en œuvre la « théorie conseilliste » que pourraient constituer, on le concède, la mise en place des « cellules d'entreprise »

1. Cf. *Écrits politiques*, II, pp. 23 et suiv. : A Togliatti, 27 janvier 1924, *id.*, pp. 254-255 ; A Leonetti, *id.*, p. 256.

2. « Les cinq premières années... », *infra*, p. 237.

3. Cité, par E. Ragionieri dans son « Introduzione » à P. Togliatti, *Opere*, tome II, éd. cit. p. cx. Ces propos ont été tenus devant le Bureau politique du P.C.I. en février 1927.

4. Cf. B. Croce, *Ce qui est vivant et ce qui est mort dans la philosophie de Hegel*, Paris, 1910 [1<sup>re</sup> éd. it., 1907].

5. Cf. « L'école du parti », *infra*, p. 157.

6. « Un examen de la situation italienne », *infra*, p. 266.

ou la formation des « Comités ouvriers et paysans (1) » ne sont, en fait, qu'assez peu exploités et en tout état de cause - hormis l'espoir d'un renforcement, assez peu vraisemblable en juillet 1925, des Comités d'entreprise (2) - ne sont jamais prétexte à ces flambées de « soviétisme » auxquelles Gramsci se laissait encore aller en ses années de pénitence bordiguienne. Face au fascisme en revanche, et démentant, dirait-on, toutes les intuitions de Gramsci sur la radicale nouveauté de la situation en 1924, renaît la tentation de s'enfermer dans ces usines qui continuent de représenter, même dans les *Cahiers*, le lieu naturel de l'« hégémonie ». En témoigne, par exemple, l'éditorial, vraisemblablement dû à Tasca, du premier numéro de *L'Unità* : « Si les syndicats de métier sont immobilisés par le terrorisme fasciste, par la complicité passive des dirigeants de la C.G.L., par la vieille et par la nouvelle tutelle préfectorale, ils peuvent répondre en se réfugiant dans les usines, dans les entreprises. *Les usines doivent devenir les fortins du syndicalisme rouge* (3) ... »

C'est précisément un thème que Gramsci lui-même a développé peu de temps avant : « L'usine continue de subsister et elle organise naturellement les ouvriers (...). L'ouvrier est donc naturellement fort à l'intérieur de l'usine, il se concentre, il est organisé dans l'usine. À l'extérieur de l'usine, au contraire, il est isolé, dispersé, faible (4). » La thèse qui était au cœur de sa première polémique avec Bordiga - « Prendre l'usine ou prendre le pouvoir (5) ? » - apparaît donc inchangée, telle qu'en 1920 : « En Italie, comme dans tous les pays capitalistes, conquérir l'État signifie avant tout conquérir l'usine (6). » Deux ans après la « marche sur Rome », c'est toujours dans l'usine, toujours chez les « producteurs », que se trouve la réalité du « pouvoir ». La création des « cellules d'entreprise » le confirmera du reste : s'il s'agit là d'une « question de principe », s'il est « nécessaire », autrement dit, que « l'avant-garde du prolétariat soit organisée sur la

1. Cf. A. Davidson, *Antonio Gramsci...*, pp. 224-226.

2. « Dans le P.C. italien », *infra*, p. 296.

3. [A. Tasca], « La via maestra ». *L'Unità*, I, 1, 12 février 1924, p. 1 (en italiques dans l'original). Pour l'attribution de ce texte, cf. A. Leonetti, *Notes sur Gramsci*, p. 143.

4. « Notre ligne syndicale », 18 octobre 1923, *infra*, pp. 87-88.

5. Cf. *Écrits politiques*, I, pp. 36-37.

6. « La crise italienne », *infra*, p. 133.

base de la production (1) », c'est que celle-ci demeure instituante. C'est que, par-delà l'apparence matérielle de la marchandise, l'usine est d'abord productrice de « pouvoir » ou plus encore - et le souvenir de l'été 1920 en est la preuve - productrice de légitimité. C'est que - comme le diront les *Cahiers* - « l'hégémonie naît de l'usine (2) ». Un « productivisme » épuré de

sa morte-part conseilliste, tel est en effet l' « héritage » que les *Cahiers* ne renient point. C'est là, en particulier, ce qui permet à Gramsci d'opposer au personnage de l'intellectuel comme travailleur improductif la représentation du prolétaire comme « producteur » ; et au ciel de l'« hégémonie », le monde de l' « économisme ».

Mais peut-être l'événement est-il moins important par ce qu'il énonce que par ses modalités. Il exprime en effet la relation que Gramsci entretient avec son propre itinéraire mais surtout - le statut dévolu à la scission de Livourne est ici exemplaire - il éclaire le type de rapport qui commence de s'instaurer entre le P.C. d'Italie et non seulement les « générations du socialisme italien », mais toute la tradition « démocratique » issue du *Risorgimento*, voire la continuité de l'histoire italienne. C'est même là, en quelque sorte, l'expression du rapport de Gramsci à l'histoire . Menée sur le modèle d'une *Aufhebung* hégélienne et s'articulant donc comme un mixte de « dépassement » et de « préservation », la petite « révolution conservatrice » que représente cette rupture avec *L'Ordine Nuovo* fonctionne ainsi comme un révélateur de ce qui se dit - et s'expérimente - de la « Correspondance de Vienne » jusqu'à la frange des *Cahiers*. L'apprentissage du « léninisme » comme art du compromis et *Realpolitik* s'y traduit en effet par des retrouvailles avec la « dialectique » ; la pratique, en particulier, de la médiation des antagonismes et de l'atténuation des ruptures. C'est grâce à cette rhétorique du « dépassement » et de la « conciliation », véritable symphonie du « vivant » et du « mort », que s'opèrent la revalorisation et la prise en charge des objec

1. « Verbale della Commissione politica... », *loc. cit.*, p. 321 ; *La costruzione....*, p. 487.

2. *Cahier 22 (V)*, 1934, *Americanismo et fordismo*, § 2, p. 16.

3. Sur ce point, cf. R. Paris, « Gramsci (Antonio) », in J. Le Goff et al.. *La nouvelle histoire*, Paris, 1978, pp. 195-199.

tifs « démocratiques » et que le discours de classe peut se reconnaître et se réaliser dans le « national-populisme » de la « question méridionale (1) ».

Il suffit d'ailleurs de voir la place que tient dans les « Notes » de 1926, puis dans les *Cahiers*, l'affaire de l'élection partielle de Turin de 1914 - incident qui devient sous la plume de Gramsci un magnifique fantasme (2) - pour se convaincre que l'un des problèmes majeurs de cette période reste effectivement la réconciliation avec toute cette tradition démocratique-réformiste dont Salvemini reste le symbole. Les prémisses en sont jetées en 1923 dès lors que Gramsci, lui empruntant le titre de son journal, fait également siens les principaux thèmes développés par Salvemini : la spécificité de la « question méridionale », la revendication du « fédéralisme » et le grand projet d'alliance entre la paysannerie pauvre du Sud et le prolétariat industriel du Nord. C'est dans ce cadre qu'opèrent certaines médiations secondes - celle de Gobetti en particulier - dont l'influence n'a du reste jamais cessé de se faire sentir chez Gramsci : la proposition d'un « Anti-Parlement », au plan politique, et surtout, au plan de l'historiographie, une critique du *Risorgimento* (3), essentielle pour fonder et organiser le discours sur la « fonction nationale » de la classe ouvrière.

Quelle que soit la part qu'y prend la tradition critique italienne - d'Oriani à Gobetti, pour ne pas s'attarder (4) - c'est paradoxalement le célèbre diagnostic dressé par Engels en 1894 qui constitue le meilleur raccourci de ce que sera la lecture gramscienne du *Risorgimento* : « La bourgeoisie, arrivée au pouvoir pendant et après l'émancipation nationale, n'a su ni voulu compléter sa victoire. Elle n'a pas détruit les restes de féodalité ni réorganisé la production nationale d'après le modèle bourgeois moderne. Incapable de faire participer le pays aux avantages relatifs et temporaires du régime capitaliste, elle lui en a imposé toutes les charges, tous les Inconvénients(5). » Une fois posé avec Salvemini que,

1. Cf. A. Asor Rosa. *Scrittori e popolo, Saggio sulla letteratura populista in Italia*, Rome. 1965. *passim* et, en particulier, pp. 257 et suiv.

2. Cf. ci-après. p. 335, n. 1.

3. Cf. P. Gobetti, *Risorgimento senza eroi*, Turin, 1926.

4. Sur Oriani, cf. *Cahiers de prison*, 10 à 13, éd. cit., p. 72, n. 1.

5. F. Engels. « La futura rivoluzione italiana e il partito socialista ».

par le détour de la « question méridionale », le « mort » continue de saisir le « vif », et le monde féodal de peser sur le capital, c'est en effet dans un tableau de l'Italie où la bourgeoisie n'aurait pas joué ce « rôle éminemment révolutionnaire » dont parle le *Manifeste* (1) que sont le



fondement et le secret de cette « fonction nationale » de la classe ouvrière. Les « Thèses de Lyon » l'attestent d'ailleurs amplement, qui parlent de l'Italie comme l'aurait fait Engels : « L'industrialisme, qui est la partie essentielle du capitalisme, est en Italie assez faible. Ses possibilités de développement sont limitées et par la situation géographique et par le manque de matières premières. (...) À l'industrialisme s'oppose une agriculture qui se présente naturellement comme la base de l'économie du pays (2). » Comme si la prise en charge des « objectifs démocratiques » passait par un retour au « marxisme de la IIe Internationale »...

Mais c'est probablement un article de circonstance (3), la nécrologie de Serrati, mort brutalement le 11 mai 1926, qui illustre le mieux les grandes ruptures de cette période et qui, en rendant les enjeux manifestes, permet, comme on l'a dit (4), de replacer l'issue victorieuse de la « conquête gramscienne - emblématiquement le Congrès de Lyon de 1926 - dans la « longue durée » de l'histoire du Parti communiste, voire du socialisme italien. À travers le code du langage - la problématique des « générations », tout comme celle des « groupes dirigeants », procède manifestement de l'appareil

Critica sociale, 1er février 1894 ; traduction italienne d'une lettre - en français- à Filippo Turati, du 26 janvier 1894. Cf. Marx e Engels, Corrispondenza con italiani, 1848-1895, A cura di G. Del Bo, Milan, 1964, pp. 518-521.

1. K. Marx, F. Engels, Manifeste du Parti communiste, Paris, 1962, p- 24.

2. « La situazione italiana e i compiti del P.C.I. [Thèses de Lyon] », *La costruzione...*, p. 491. Quant à Engels, il écrit : « Évidemment, le Parti socialiste est trop jeune et, par suite de la situation économique, trop faible pour espérer une victoire immédiate du socialisme. Dans la nation, la population agricole l'emporte de beaucoup sur celle des villes, dans les villes, il y a peu de grande industrie développée, et par conséquent peu de prolétariat *typique* » (*op. cit.* p. 518).

3. « Le camarade G. M. Serrati et les générations du socialisme italien », *infra*, pp. 249-254.

4. *Écrits politiques*, I, p. 52.

conceptuel de la IIIe Internationale (1) - il est évident, en effet, que ce qui s'énonce par le détour de ce bilan du « serratisme », c'est un discours de la continuité, la théorie ou presque d'un développement sans ruptures. Certes, il ne saurait s'agir d'un retour pur et simple de Gramsci au « centrisme » qu'il condamnait chez Serrati en 1921 - encore que la cruauté des polémiques d'alors lui apparaisse excessive (2) et quoique le célèbre fragment de 1923 y trouve enfin tout son sens (3) - mais tout au moins de la reprise et de la reformulation, de la remise à jour - dans la syntaxe de l'I.C. - des instances majeures du « serratisme ». Car s'il est vrai que, comme le suggère P. Spriano, Serrati a été « véritablement conquis par Gramsci (4) », Gramsci, lui, l'a sans doute été par Serrati...

C'est ainsi que, ébauchant à grands traits le « profil » du mouvement ouvrier « traditionnel » avec lequel il s'agit de rompre, Gramsci retrouve ou reprend ici à son compte, formulation y comprise, l'analyse avancée par Serrati dès 1912 : « Nous trouvons aussi en Italie parmi ces masses tumultueuses une profonde ignorance, une étrange inclination à passer de la révolte épileptique à l'accablement cachectique. (...) Le désaccord sur les méthodes et les fins de l'organisation ouvrière n'est pas un désaccord de masse, mais celui d'une étroite minorité composée malheureusement, de part et d'autre, non d'ouvriers mais de déclassés, de transfuges de la bourgeoisie (5) (...). Il suffit qu'un Ferri abandonne le Parti pour qu'une région entière, considérée comme révolu

1. Cf., par exemple, le titre et le thème du premier chapitre de *Cours nouveau* : « La question des générations dans le parti », in L. Trotski, *op. cit.*, pp. 31-36.

2. Cf., ci-après, p. 252 et n. 1.

3. « La scission de Livourne (le fait que la majorité du prolétariat italien s'est détachée de l'Internationale communiste) a été sans aucun doute le plus grand triomphe de la réaction » (*Écrits politiques*, II, p. 304). Le texte - restitué récemment par les soins de Giovanni Somai - précise ensuite : « Nous n'avons même pas la croyance judaïque au péché originel qu'on ne peut effacer. Nous croyons aux conversions politiques » (« Inediti 1922-1923, L'Internazionale. il P.S.I., il fascismo », con una Introduzione di Giovanni Somai, *Critica comunista*, no 3, juin-juillet 1979, pp. 117-139).

4. P. Spriano, *op. cit.*, p. 503.

5. Cf., ici encore, Engels : « ... la majorité se compose de gens de métier, de petits boutiquiers, de déclassés, masse flottante entre la petite bourgeoisie et le prolétariat » (*op. cit.*, *ibid.*).

tionnaire entre toutes, change soudain de couleur comme par une étrange magie (1). » Or, si la critique y procède à coup sûr d'expériences contradictoires - la social-démocratie européenne et surtout le mouvement ouvrier nord-américain chez Serrati, l'expérience russe chez Gramsci (2) -, c'est précisément cette même représentation du mouvement ouvrier italien qui préside à la « conquête gramscienne » et à la « bolchevisation » du P.C. d'Italie. Le « premier et le plus fondamental des programmes révolutionnaires » n'est-il pas - comme Gramsci l'écrit dès 1923 - d' « unifier le prolétariat et [de] détruire la tradition populaire démagogique (3) » ?

Qu'un tel tableau puisse infirmer toutes les prémisses de son « productivisme », c'est certes une contradiction que Gramsci, s'il l'entrevoit dans ses lettres à Zino Zini, ne tentera pas de résoudre... Mais l'important, c'est plutôt que cette représentation de la classe ouvrière - et implicitement du mouvement du capital - apparaisse encore ancrée dans l'image d'une Italie artisanale et agricole, faiblement industrialisée et prisonnière de ses « conditions naturelles », l'Italie d'Engels en fait, alors même que, à l'époque où Serrati dressait ce diagnostic, le capital italien, en s'engageant dans la conquête de la Tripolitaine, proclamait déjà symboliquement son passage de la phase libérale au stade de l'impérialisme (4). S'il confirme chez Gramsci une certaine insensibilité, pour ne pas dire plus, aux mécanismes du « capital financier (5) », ce même archaïsme - dans lequel le « méridionalisme » a certainement sa part - va en effet hypothéquer non seulement l' « économique » des « Thèses de Lyon », mais toute investigation ultérieure sur le capital financier ou monopoliste et à plus long terme sur le las

1. « Dopo lo sciopero generale », *Il Secolo nuovo*, 16 août 1913 ; « Sindacalismo, riformismo e socialismo nell'organizzazione operaia », *id.*, 21 décembre 1912 ; « Contro il personalismo », *id.*, 23 août 1913 - textes cités par L. Paggi, *op. cit.*, pp. XXXV-XXXVI. Mais cf., surtout, T. Detti, « Serrati, il partito e la lotta di classe in Italia (1912-1914) », *Movimento operaio e socialista*, XVIII, 4, octobre-décembre 1972, pp. 5-36, et, du même, *Serrati e la formazione del P.C.I.*, Rome, 1972, passim.

2. Cf. A. Rosada, *Giacinto Menotti Serrati nell'emigrazione (1889-1911)*, Rome, 1972 et, pour Gramsci, ses lettres à Zino Zini de 1924, *Écrits politiques*, III, pp. 307-311.

3. A. Togliatti, 18 mai 1923, *Écrits politiques*, II, p. 226.

4. Cf. R. Paris, *Les origines du fascisme*, éd. cit., pp. 17-21.

5. Cf. *Écrits politiques*, II, pp. 15-16.

cisme (1). Mais il est vrai qu'en perpétuant en 1926 l'image vieillotte de la « petite Italie » des nationalistes, Gramsci continue de désigner implicitement ce qui sera l'équivalent - ou la « traduction italienne » - du « socialisme dans un seul pays » : le projet d'un développement autochtone du capital, terrain d'élection, s'il en est, de la « fonction nationale » de la classe ouvrière (2).

Il reste enfin qu'en reprenant cette représentation d'une classe ouvrière traditionnellement vouée au « bonapartisme » et à la « démagogie », Gramsci se dote également d'un autre *analogon*, d'une « traduction » indigène de ce fantasme d'un prolétariat « spontanément trade-unioniste » dont se réclamaient *Que faire?* et le « marxisme orthodoxe » de la IIe Internationale - *analogon* qui légitime et spécifie, face aux traditions de la « gauche », le type de rupture auquel il a fini par se ranger : une rupture sous les espèces de la « bolchevisation ». Une fois posé la légitimité des objectifs de Serrati, force est en effet de décrypter dans son demi-échec l'image d'une absence. Si le vieux révolutionnaire n'a pu « briser complètement » la tradition « populaire démagogique », c'est non seulement qu'il n'est pas parvenu à « forger un nouveau parti », mais c'est surtout qu'il n'a pas su constituer cette « nouvelle structure » qui définit - pour qui sait lire - un parti « bolchevisé (3) ». L'organisation même du temps du récit en est du reste éclairante. L'anachronisme qui, ici encore, assigne rétrospectivement aux vieilles « générations » des objectifs dont l'émergence s'opère avec la « bochevisation (4) », n'exclut-il pas *de facto* du « parti historique » l'autre type de rupture, le moment de Livourne ? Mais s'il est vrai que l'adhésion de Serrati au Parti communiste met fin à « toute une période de l'histoire du mouvement ouvrier

1. Cf. A. De Clementi, « il movimento operaio tra “ricordi” e ideologia », *Rivista Storica del Socialismo*, X, 31, mai-août 1967, pp. 99-116 et, en particulier, pp. 111 et suiv. ; E. Fano Damacelli, « La “restaurazione antifascista liberista”. Ristagno e sviluppo economico durante il fascismo », *Il movimento di liberazione in Italia*, no 104, juillet-septembre 1971, pp. 17-99 ; E. Sereni, « Fascismo, capitale finanziario e capitale monopolistico di Stato nelle analisi dei comunisti italiani », *Critica marxista* X, 5, septembre-octobre 1972, pp. 17-46 ; G. Sapelli, *L'analisi economica dei comunisti italiani durante il fascismo*, Milan, 1978, *passim*.

2. Cf., sur ce point, la thèse 9, *La costruzione...*, p. 492.

3. « Le camarade G. M. Serrati... », *infra*, p. 2 50.

4. Cf., déjà, « Le programme de *L'Ordine Nuovo* », *infra*, p. 104.

italien (1) », c'est que la scission de 1921 a cessé d'être « périodisante ».

Alors même que la « conquête gramscienne » touche ici, victorieuse, à son terme, c'est probablement des motifs qui l'ont inspirée que procède encore la célèbre lettre que Gramsci va adresser quelques mois plus tard au Comité central du Parti communiste d'Union soviétique : « Les statuts de l'Internationale - il l'écrivait déjà à ses amis le 9 février 1924 - donnent au Parti russe une hégémonie de fait sur l'organisation mondiale. (...) Il faut connaître les divers courants qui se manifestent au sein du Parti russe pour comprendre les orientations qui sont données chaque fois à l'internationale. Il faut également tenir compte de la situation de supériorité dans laquelle se trouvent les camarades russes (...). Cela donne à leur suprématie un caractère permanent auquel il est difficile de porter atteinte (2). » C'est laisser entrevoir - l'aveu est important - à quoi tient en réalité la fameuse « situation de “ privilège ” » de l'I.C. qui a constitué, on l'a vu, la trame effective de la « bolchevisation », mais c'est également expliquer que, à la veille du VIIe Plénum de l'I.C., convoqué le 22 novembre pour débattre des « problèmes russes », cette lettre d'octobre 1926 prenne pour prétexte l'approche de la XV<sup>e</sup> Conférence du Parti bolchevique et que, à l'encontre de toutes les règles jusqu'alors en vigueur dans l'I.C., elle soit adressée non point au Présidium de l'Internationale, mais au Comité central du P.C. d'Union soviétique (3). Encore que le choix du destinataire soit probablement aussi un moyen déviter - tout comme en 1924 - de « prendre position » devant l'Internationale (4).

Dès le 13 juin 1926 - *alors* que la « Déclaration des 13 » vient de rendre publique la constitution de l'« Opposition unifiée » derrière Trotski et Zinoviev - Togliatti, depuis Moscou, a en effet invité le secrétariat du P.C. d'Italie à préparer un dossier sur la « question russe » en vue d'ouvrir

1. « Le camarade G. M. Serrati... » *infra*, p. 253.

2. A Togliatti, Terracini et autres, 9 février 1924, *Écrits politiques*, II, p. 261. Sur cette lettre et la réponse de Togliatti, datée du 23 février 1924, cf. les remarques d'E. Ragonieri dans son « Introduzione » à P. Togliatti, *Opere*, I. 1917-1926, éd. cit., pp. CLXI-CLXII.

3. Cf. « La crise du Parti bolchevique », ci-après. pp. 305 et suiv.

4. A Terracini, 27 mars 1924, cité ci-dessus. p. 24.

une discussion à l'intérieur du Parti (1). Il y revient quelques jours après pour souligner la gravité de la crise et suggère alors qu'une « prise de position » sur ces problèmes - on devine laquelle - servirait non seulement à renforcer les « liens internationaux » du Parti italien, mais éventuellement à infliger à Bordiga et à la gauche « une nouvelle défaite (2) ». Quant à lui, intervenant le 15 juillet dans la discussion du Comité central du Parti russe, il souligne pour conclure que les déclarations de Kamenev ont « sous une forme un peu atténuée (...) le même contenu que la polémique menée par Korsch et sa bande contre la ligne de l'Internationale et du Parti d'Union soviétique (3) ». Et en nommant Korsch, il désigne implicitement Bordiga...

Or c'est probablement autour de l'attitude à tenir à l'égard des vaincus du Congrès de Lyon que commence de se préciser le thème que Gramsci va développer dans sa lettre d'octobre 1926 et qui sera au cœur de sa rupture avec Togliatti. Alors que ce dernier rêve encore d'en découdre, Gramsci apparaît d'abord préoccupé, une fois acquis la défaite de la « gauche », de ne pas « écraser l'adversaire » ni d'en venir à des « mesures extrêmes (4) » susceptibles de remettre en question l'unité d'un parti encore tout imprégné de « bordiguisme » et dont les votes de Lyon ne traduisent qu'assez mal la réalité profonde. Le Comité central - insistera-t-il peu après - « ne doit pas prendre l'initiative de rouvrir les hostilités (5) ». Il sait en effet d'expérience que la « gauche » est « récupérable » et ne désespère pas, semble-t-il, de « conquérir » jusqu'à Bordiga. Nombre de membres du nouveau « groupe dirigeant » - Togliatti, Grieco, Berti, Terracini, Tresso, Ravazzoli, Bagnolati - ne sont-ils pas des ralliés,

1. F. Ferri. « Il carteggio completo tra Gramsci e Togliatti sulla situazione nel partito bolscevico (1926) », *Rinascita*, XXVII, 17, 24 avril 1970, pp. 11-19 ; E. Ragionieri, « Introduzione » à P. Togliatti, *Opere*, II, 1926-1929, éd. cit., p. XXX.

2. Lettre du 28 juin 1926, *op. cit.*, p. XXXI. Mais, sur ce prolongement de la « discussion », cf., surtout. G. Somai. « La mancata “venuta” - di Bordiga a Mosca. Il preludio della ” questione russa ” dell'ottobre 1926 », *Storia contemporanea*, X (1979), 2, pp. 323-356.

3. « Intervento al Comitato centrale del P.C.R. (b) [15 juillet 1926] in P. Togliatti. *Opere*, II, pp. 47-54, en particulier, p. 53.

4. Ces termes sont repris de la lettre du 14 octobre 1926, *infra*, p. 315.

5. « Riunione del Comitato centrale 11-2-1926 », in G. Somai, « La mancata - venuta - di Bordiga... », *loc. cit.*, p. 340.

et Bordiga lui-même n'est-il pas toujours convaincu, quoique minoritaire, que c'est « au sein des partis » que l'opposition a le plus de « possibilités de modifier le cours de la lutte de classe

ouvrière (1) » ? La décision d'inclure malgré eux dans le Comité central élu à Lyon deux représentants de la « gauche », Bordiga et Venegoni, tout comme la proposition - que l'I.C. repoussera - d'envoyer Bordiga travailler à Moscou (2), vont également dans ce sens et désignent donc chez Gramsci, ainsi que Togliatti lui en fera le reproche, une conception du Parti qui oublie les leçons de la « bolchevisation » et s'obstine à sacrifier la « ligne politique » à l'« unité (3) ».

C'est effectivement de cette conception que s'inspire un article, probablement dû à Gramsci et qui paraît faire écho à son compte rendu des travaux du Congrès de Lyon, le commentaire que *L'Unità* consacre - en les approuvant - aux premières mesures disciplinaires qui frappent en juillet 1926 l'« opposition unifiée » et, en particulier, l'exclusion de Zinoviev du Bureau politique du P.C. d'U.R.S.S., décision qui est peut-être à l'origine de la démarche que Gramsci entreprendra en octobre (4) : « Une question est en effet prééminente dans les mesures prises collectivement par le Comité central et par la Commission de contrôle du Parti communiste d'U.R.S.S. : la défense de l'unité organisationnelle du Parti lui-même. Il est évident que sur ce terrain il ne peut y avoir ni concessions ni compromis, quel que soit celui qui prend l'initiative du travail de désagrégation (...). Si le problème de l'unité organisationnelle, politique et idéologique est prééminent pour les partis qui luttent encore contre le capitalisme des États bourgeois, il est d'autant plus important et prééminent pour le Parti d'Union soviétique qui exerce le pouvoir gouvernemental » et qui, précise-ton, doit résoudre « de manière urgente les problèmes de la recons

1. « Lettre d'A. Bordiga à K. Korsch ([28] octobre 1926) », *Programme communiste*, XIX, 68, octobre-décembre 1975, pp. 31-34.

2. Cf. G. Somai. *loc. cit.*, *passim*.

3. Cf. « Lettera all'Ufficio politico del P.C.I. » et « Lettera ad Antonio Gramsci », datées toutes deux du 18 octobre, in P. Togliatti, *Opere*, II. pp. 63-71, ainsi que les commentaires de Ragionieri, *id.*, pp. XLII-XLVI.

4. E. Fiorani, « Una riedizione del Gramsci nazionale ». *Prometeo*, XX, 9, janvier-juin 1967, pp. 8-10.

truction socialiste (1) ». Ce texte marque bien les présupposés, mais aussi les limites que Gramsci entend assigner à son intervention dans la « question russe » et qu'il redéfinit au début du mois d'août devant la Direction du P.C. d'Italie : approuver, certes, le Comité central du P.C. d'U.R.S.S. et condamner le « fractionnisme », mais ne pas se prononcer sur le fond (2)... Ce seront là les limites mêmes de sa lettre d'octobre. Il appartiendra à son premier destinataire - Palmiro Togliatti - de la faire entrer dans la légende (3).

On connaît, on peut même imaginer la suite. Togliatti reçoit la lettre au plus tard le 16 octobre, date à laquelle il oppose télégraphiquement à Scoccimarro une fin de non-recevoir (2). Le même jour l'opposition « capitule ». La Pravda du 17 publiera sa « soumission ». Togliatti, qui s'est aligné sur la « majorité » dès son arrivée à Moscou (5), consulte Boukharine, lui soumet la lettre. L'« enfant chéri du Parti » conseille la prudence : « Ne pas remettre lettre qui dans cette situation serait inopportune » et pourrait même représenter, « aux mains de l'opposition, une arme contre le C.C. » du Parti russe (6). C'est aussi l'avis de quelques proches : Kuusinen, Manuilski à qui son dévouement aux communistes italiens a valu le surnom de « Pélican », Humbert-Droz, le « Héron », et le communiste hongrois Gyula Sas, connu en Italie sous le nom d'« Aquila », l'« Aigle », traduction pure et simple de *sas* - assez de noms d'oiseaux pour écrire une fable... Décision est prise pourtant de mander Humbert-Droz en Italie « afin d'y discuter la question avec le Comité central [qui doit se réunir à Valpocevera, près de Gênes, du 1er au 3 novembre] et d'éviter que le Parti italien ne basculât dans le camp des trotskystes (7) ». L'idée, en effet, en a peut-être été lancée par Togliatti, qui, en tout cas, le redoute : « On crai

1. « Provvedimenti del C.C. del P.C. dell'U.R.S.S. », 27 juillet 1926, *Per la verità*, pp. 400-401.

2. F. Ferri, *loc. cit.*, p. 12.

3. Cf. l'historique des éditions de cette lettre, *infra*, p. 307, n. 1.

4. Ce télégramme est cité dans sa lettre du 18 octobre au Bureau politique du P.C.I., *op. cit.*, p. 63.

5. G. Berti, *op. cit.*, pp. 235-244 ; S. Corvisieri, *op. cit.*, pp. 43-44.

6. P. Togliatti, *op. cit.*, pp. 63-64. La première formule se trouve dans son télégramme à Scoccimarro, la seconde, dans sa lettre au Bureau politique.

7. J. Humbert-Droz, *De Lénine à Staline*, éd. cit., p. 274.

gnait, à Moscou, comme l'a rappelé Humbert-Droz (1), que le P.C.I. ne passe à l'opposition trotskiste (2) ».



S'il est pourtant un point sur lequel Gramsci ne laisse subsister aucune équivoque, c'est son adhésion aux positions de la « majorité » du Comité central du Parti bolchevique dont la « ligne politique » est - souligne-t-il - « fondamentalement juste (3) ». Sans doute ne fait-il ici nulle part référence à la « construction du socialisme dans un seul pays », mais toute son intervention présuppose et donne comme acquis non seulement que « l'État ouvrier existe en Russie désormais depuis neuf ans », mais qu'« en U.R.S.S. on marche sur la voie du socialisme », voire « vers le communisme (4) ». C'est de cette conviction - « le prolétariat, une fois le pouvoir pris, peut construire le socialisme (5) » - que procèdent aussi bien l'« hégémonie russe » dans l'Internationale que l'existence même d'un mouvement révolutionnaire (6) et l'appel à l'unité qui fait l'objet de cette lettre. Aussi l'opposition - à laquelle il impute d'évidence la responsabilité de la crise - apparaît-elle d'abord coupable de remettre en question « les piliers mêmes de l'État ouvrier et de la révolution » : l'alliance des ouvriers et des paysans et l'« hégémonie du prolétariat (7) ». Reprenant certains thèmes ébauchés dès 1919 et qui reparâtront dans les Cahiers, son réquisitoire paraît cependant préférer au terrain de la politique la critique des idéologies. Soupçonnée de vouloir ressusciter « toute la tradition de la social-démocratie et du syndicalisme (8) », l'opposition est d'abord perçue comme le support de tout ce à quoi certain jansénisme - toujours présent chez lui - répugne : le refus de faire payer au prolétariat la juste « rançon de l'histoire (9) », un « égoïsme », un corporatisme de classe.

1. J. Humbert-Droz. *op. cit.*, *ibid.* ; C. Bocca, *Palmiro Togliatti*, Bari, 1973, p. 129.

2. Lettre à Berti, 6 mai 1961, in G. Berti, *op. cit.*, p. 259.

3. « Au Comité central du P.C. d'Union soviétique », *infra*, p. 312.

4. *Idem*, *infra*, p. 308 ; A. Togliatti, 26 octobre 1926, *infra*, p. 316 ; « L'U.R.S.S. verso il comunismo », 7 septembre 1926, *La costruzione...*, pp. 315-319.

5. A. Togliatti, 26 octobre 1926, *infra*, p. 319 (souligné par Gramsci).

6. « Au Comité central... », *infra*, p. 309.

7. *Idem*, *infra*, p. 312.

8. *Idem*, *infra*, p. 313.

9. Cf. « La rançon de l'histoire », 7 juin 1919, *Écrits politiques*, I, pp. 239-244, ainsi que la lettre à Z. Zini du 2 avril 1924, *Écrits politiques*, II, p. 309.

Mais, ainsi que Grieco va l'expliquer lors de la réunion de Valpocevera, un tel texte, vu de Moscou, donne l'impression de vouloir se placer « au-dessus de la mêlée » et d'essayer, « sans prendre position sur les questions discutées », de mettre « sur le même plan le Comité central [acquis à Staline et à Boukharine] et l'opposition [unifiée] (1) ». Faut-il l'imputer à l'appel -probablement déjà intempestif - à ne pas « écraser » ceux que Gramsci continue - autre anachronisme - de saluer comme ses « maîtres (2) » ? Son refus d'une unité ou d'une discipline « mécaniques et contraignantes » paraît, au vrai, heurter de front un système interprétatif, une vision du monde que hante déjà le « principe d'identification (3) » et qui taxe d'« hésitation » et bientôt de « déviance » tout ce qui n'est pas adhésion totale. Souvenirs et stéréotypes s'y voient en tout cas réactivés. Voici soudain évoquées - Grieco, toujours lui, le rappellera en 1930 - les tergiversations et les réticences du Parti italien à l'égard de la « question Trotski » et l'on craint bien sûr qu'il n'en aille « de même en ce qui concerne la nouvelle opposition (4) ». L'anecdote retiendra même que, en 1938, Manuilski, le brave « Pélican », citera encore cette lettre de Gramsci comme un symptôme et une preuve des sempiternelles « oscillations » politiques du P.C. d'Italie (5). Or, comme Togliatti le répétera sentencieusement à Gramsci, il est des « luxes », et l'« hésitation » en est un, que le Parti italien ne peut s'offrir.

Le rapide et brutal échange de lettres qui constituera leur « dernier contact direct (6) » et surtout, combien symptomatiques, l'affolement, l'irritation mal contenue, le « bureaucratisme » de la réaction de Togliatti révèlent en effet une opposition qui procède de bien d'autres motifs que ces « dif

1. « Riunione del Comitato centrale del Partito comunista italiano : 1-3 novembre 1926 », in G. Berti, *op. cit.*, pp. 278-279.

2. Cf., *infra*, p. 314.

3. Cf. J. Gabel, *Idéologies*, Paris, 1974, pp. 79 et suiv.

4. M. Garlandi [R. Grieco, « La situation en Italie... », *loc. cit.*, p. 1319. Le texte - cité ci-dessus, p. 22, no. 7 - continue ainsi : « ... il en a été de même en ce qui concerne la nouvelle opposition de Zinoviev et de Kamenev et, ensuite, l'opposition de droite dans l'« Internationale. Ainsi, on nous a successivement suspectés de trotskisme, de zinoviévisme et de boukharinisme... »

5. P. Spriano, *op. cit.*, II, p. 56, n. 2.

6. « Ils ne devaient plus se voir, ni échanger aucune lettre », précise G. Fiori (*La vie d'Antonio Gramsci*, Paris, 1970, p. 258).

*férences assez sensibles » qui distinguent leurs conceptions du « parti révolutionnaire (1) » : une compréhension, une expérience, une pratique autres du rapport à l'Internationale. L'insistance de Togliatti à souligner que la situation exige désormais un alignement sans réserves désigne de fait, davantage qu'un choix tactique, une totale adhésion au point de vue de l'appareil (2) ; adhésion qui le conduit, en dépit des précautions dont s'entoure Gramsci, à avoir de sa lettre la même lecture réifiée que l'I.C. : équidistance entre la « majorité » et l'« opposition » et soutien « objectif » à cette dernière (3)... Pour Gramsci, tout se passe au contraire comme si cette « bolchevisation » dont il dresse un tableau euphorique (4) mettait désormais le P.C. d'Italie en mesure d'« adopter une position indépendante », de s'offrir enfin « le luxe de critiquer (5) », voire de revendiquer, tel un droit de regard, une « intervention des partis frères » dans la crise du Parti russe (6) : propos qui atteste pour le moins une totale incompréhension des objectifs réels de la « bolchevisation »... Le voici, aussi bien, invoquer une soumission de droit du « Parti frère de l'U.R.S.S. » aux objectifs de l'Internationale : « Il nous semble que la violence de votre passion pour les problèmes russes vous fasse perdre de vue les aspects internationaux des questions russes elles-mêmes, vous fasse oublier que vos devoirs de militants russes ne peuvent et ne doivent être accomplis que dans le cadre des intérêts du prolétariat international (7). » Ce problème, au vrai, a déjà été posé par Bordiga dans son intervention au VI<sup>e</sup> Plénum et Togliatti, témoin douloureux de sa rencontre avec Staline, sait déjà, quant à lui, qu'une telle question est frappée d'interdit (8). Ce qui explique sans doute que sa réponse à Gramsci*

1. E. Ragionieri, « Introduzione », *op. cit.*, II, p. XLVI.

2. « ... La meilleure façon de contribuer au dépassement de la crise est d'exprimer son adhésion à cette ligne sans y mettre aucune limitation » (*op. cit.*, 11, p. 69).

3. « L'expérience démontre que l'opposition utilise les moindres oscillations qui se manifestent y compris dans le jugement de groupes et de partis qu'elle sait être d'accord avec le C.C. » (*ibid.*).

4. Cf., ci-après, p. 310.

5. A Terracini, 27 mars 1924, *Écrits politiques*, II, p. 294.

6. Cf., ci-après, p. 307.

7. Cf., ci-après, p. 311.

8. « Bordiga (...) demande si le camarade Staline pense que le développement de la situation russe et des problèmes internes du Parti russe

évite d'y revenir et qu'il faille attendre l'âge d'or du « polycentrisme » et du *Mémorial de Yalta* pour que la lettre maudite ait enfin droit de cité.

La publication - doublement posthume - de cette ultime confrontation entre les deux figures de fondateurs que la tradition assignera au P.C.I. compromet sans doute passablement la légende de la continuité, de la communauté d'esprit, voire de l'indéfectible amitié qui auraient uni les deux hommes. Le désaccord qui les oppose alors sur un problème de fond, et que confirmera le « tournant » de 1930, y a cependant beaucoup moins de poids que la mise au jour d'une rupture quasi existentielle, qui investit jusqu'au style de vie et que l'enfermement de Gramsci finira de dramatiser. Un effet de texte, comme projetant le lecteur dans l'intériorité de Gramsci, lui permet de partager son *Tu quoque!* : le « bureaucratisme » de Togliatti, le ton pédagogique et sentencieux de sa lettre, le « double langage », déjà, qui l'amène à taire à son correspondant la « capitulation » de l'opposition que son message au Bureau politique du P.C.I. présente le même jour comme décisive, le détournement enfin de la lettre de Gramsci, autant de révélations objectives apparaissent en effet filtrées par la surprise et par l'effacement de ce dernier face à ce qui n'est plus un malentendu, mais un renversement des rôles (1). C'est sans doute même là, dans cette permutation : l'éducateur éduqué, comme aurait dit Marx, que se joue le vrai drame. C'est Togliatti qui, de Moscou, adopte à l'égard de Gramsci l'attitude que ce dernier avait eue naguère envers Bordiga et qui, rappelant les faiblesses de la « bolchevisation », paraît rééditer la réponse d'Aldebert à Hugues Capet : « Qui t'a fait roi ? »

Robert Paris.

est lié, au développement du mouvement prolétarien international. - Staline : On ne ma jamais posé une telle question. Je n'aurais jamais cru qu'un communiste puisse me l'adresser. Dieu vous pardonne de l'avoir fait » (« Seduta del 22 febbraio 1926 della delegazione italiana col compagno Stalin », in G. Berti, *op. cit.*, pp. 224-232, ici, p. 231). Quant à l'intervention de Bordiga devant le VI<sup>e</sup> Plénum (23 février 1926), cf. P. Spriano, *op. cit.*, II, p. 13.

1. L. Cortesi, « Alcuni problemi della storia del P.C.I. », *Rivista Storica del Socialismo*, VIII, 24, janvier-avril 1965, p. 162.

(1923-1926)

## NOTRE LIGNE SYNDICALE

Dans le numéro du 15 septembre de *Sindacato rosso*, le camarade Nicola Vecchi propose une fois de plus une de ses vieilles thèses : « Il faut constituer au plan national un organisme syndical de classe, autonome et indépendant de tous les partis et provisoirement indépendant de toutes les internationales (1). »

Quelle doit être notre attitude face à une telle proposition ? Dans quelle direction doit s'exercer la propagande des communistes auprès des masses pour faire barrage aux courants d'opinion qui reprendraient la thèse du camarade Vecchi ? Concrètement, dans la situation présente, quelle est notre ligne syndicale : de quelle façon pensons-nous maintenir le contact avec les grandes masses prolétariennes pour interpréter leurs besoins, pour appréhender et concrétiser leur volonté, pour aider le processus d'émancipation du prolétariat, qui se poursuit par-delà toutes les répressions et toute la violence de la honteuse tyrannie fasciste ?

Nous sommes, *par principe*, contre la création de nouveaux syndicats (2) . Dans tous les pays capitalistes, le mouvement syndical s'est développé dans une direction déterminée ; une grande organisation a vu le jour et s'est développée, elle a fait corps avec l'histoire, les traditions, les habitudes, les façons de penser de la grande majorité des masses prolétariennes. Chaque tentative pour organiser les militants révolutionnaires des syndicats a abouti à un échec et n'a servi qu'à renforcer la prédominance des réformistes dans la grande organisation. Quel profit les syndicalistes italiens ont-ils tiré de la création de l'Union syndicale (3)? Leur

influence sur la masse des ouvriers d'industrie, c'est-à-dire la classe la plus révolutionnaire de la population travaillante. est restée limitée et épisodique. Si, pendant la période qui va de l'assassinat de Humbert 1er à la guerre de Libye, ils ont pris la direction de grandes masses agraires de la plaine du Pô et des Pouille, ils n'ont abouti qu'à ce résultat : à peine gagnées à la lutte des classes (c'est précisément au cours de cette période que la transformation de l'agriculture entraîne une augmentation de près de 50 % de la masse des ouvriers agricoles), ces masses se sont éloignées idéologiquement du prolétariat d'usine et, anarcho-syndicalistes jusqu'à la guerre de Libye, c'est-à-dire à l'époque où le prolétariat se radicalisait, elles sont devenues réformistes et, de l'armistice à l'occupation des usines, elles ont constitué, à chaque occasion décisive, cette masse de manœuvre passive que les dirigeants réformistes lançaient dans les jambes de l'avant-garde révolutionnaire.

L'exemple américain est encore plus caractéristique et plus significatif encore que l'exemple italien. Aucune organisation n'a atteint le niveau d'abjection et de servilité contre-révolutionnaire de l'organisation de Gompers (1). Mais est-ce à dire que les ouvriers américains aient été d'abjects serviteurs de la bourgeoisie ? Certainement pas. Les I.W.W. (syndicalistes révolutionnaires) ont échoué dans leur tentative pour conquérir de l'extérieur les masses contrôlées par Gompers, ils s'en sont éloignés, ils se sont fait massacrer par les gardes blancs (2). Au contraire, grâce à des mots d'ordre qui interprètent la situation réelle du mouvement et les sentiments profonds des ouvriers américains, le mouvement dirigé par le camarade Foster (3), à l'intérieur de la Fédération américaine du travail, conquiert un syndicat après l'autre et démontre clairement combien le pouvoir de la bureaucratie gompersienne est faible et peu assuré.

Nous sommes donc par principe contre la création de nouveaux syndicats. À condition qu'ils restent avec la masse, qu'ils partagent ses erreurs, ses illusions, ses déceptions, les militants révolutionnaires représentent la classe dans son ensemble, ils sont le plus haut niveau de sa conscience. Si une décision des dictateurs réformistes forçait les révolutionnaires à sortir de la Confédération générale du travail et à s'organiser séparément (ce qui, bien entendu, ne saurait

être exclu), la nouvelle organisation devrait proclamer et poursuivre effectivement un seul objectif : obtenir sa réintégration, reconstituer l'unité de la classe et de son avant-garde la plus consciente.

Dans son ensemble, la Confédération générale du travail représente encore la classe ouvrière italienne. Mais quels sont actuellement les rapports entre la classe ouvrière et la Confédération ? Répondre avec précision à cette question, c'est, selon moi, définir la base concrète de notre

travail syndical et, partant, décider de ce qu'est notre fonction, de ce que sont nos rapports avec les grandes masses.

En tant qu'organisation syndicale, la Confédération générale du travail est réduite à sa plus simple expression, peut-être au dixième de ses effectifs de 1920 (1). Mais la fraction réformiste qui dirige la Confédération a conservé presque intégralement ses cadres, elle a maintenu à leur poste ses militants les plus actifs, les plus intelligents, les plus capables et qui, disons-le franchement, savent mieux travailler, avec plus de ténacité et de persévérance que nos camarades.

À l'inverse, une grande partie, la quasi-totalité des militants révolutionnaires qui avaient appris, ces dernières années, à organiser, et à diriger et s'étaient habitués à travailler systématiquement, tantôt ont été massacrés, tantôt ont émigré ou se sont dispersés.

La classe ouvrière est comme une grande armée qui se trouverait privée tout à coup de ses officiers subalternes : l'existence de l'état-major ne suffirait pas à elle seule à maintenir la discipline, la cohésion, l'esprit combatif, l'unité de direction. Toute organisation est un complexe articulé dont le fonctionnement exige un rapport numérique adéquat entre la masse et les dirigeants. Nous n'avons pas de cadres, pas de liaisons, pas de services, et il nous est impossible de gagner la grande masse à notre influence, de la réveiller, de faire qu'elle redevienne un instrument efficace dans la lutte révolutionnaire. De ce point de vue, les réformistes sont dans des conditions infiniment plus favorables et ils exploitent habilement leur situation.

L'usine continue de subsister et elle organise naturellement les ouvriers, elle les regroupe, elle les met en contact. Le procès de production a conservé son niveau des années 1919-1920 : le capitalisme y occupe une fonction toujours plus



encombrante et l'ouvrier y a, de ce fait, une importance toujours plus décisive. La mobilisation permanente de 500 000 argousins fascistes a entraîné une augmentation des prix de revient et ce n'est certes pas là une preuve brillante de ce que le capitalisme ait retrouvé sa jeunesse industrielle. L'ouvrier est donc naturellement fort à l'intérieur de l'usine, il se concentre, il est organisé dans l'usine. À l'extérieur de l'usine, au contraire, il est isolé, dispersé, faible.

Il en allait tout autrement avant la guerre impérialiste. L'ouvrier était isolé dans l'usine et il se coalisait à l'extérieur : c'est de l'extérieur qu'il faisait pression pour obtenir l'amélioration du règlement d'atelier, pour imposer la diminution du nombre d'heures de travail, pour conquérir la liberté industrielle.

C'est le comité d'entreprise qui représente aujourd'hui l'usine ouvrière (1). Une question s'impose aussitôt : comment se fait-il que les capitalistes et les fascistes, qui ont voulu détruire les syndicats, ne détruisent pas également les comités d'entreprise ? Serait-ce parce que, à l'inverse du syndicat, dont l'organisation n'a cessé de reculer sous les coups de la réaction, le comité d'entreprise, comme forme d'organisation, a gagné du terrain ? Il est de fait que, dans presque toutes les usines italiennes, on a obtenu qu'il n'y ait qu'un seul comité d'entreprise ; que tous les ouvriers, et pas seulement les membres du syndicat, participent à l'élection du comité d'entreprise. La classe ouvrière tout entière est donc organisée aujourd'hui dans les comités d'entreprise, qui ont ainsi définitivement perdu leur caractère étroitement corporatif.

C'est là, objectivement, une grande conquête, riche de signification : elle indique que, en dépit de tout, dans la douleur et sous l'oppression du talon de fer des mercenaires fascistes (2), la classe ouvrière commence, molécule par molécule, de reconstituer son unité, de tendre vers une plus grande homogénéité organisationnelle.

Comment se fait-il que les capitalistes et les fascistes aient toléré et continuent de tolérer qu'une telle situation s'installe et se prolonge ? Pour le capitalisme et le fascisme il est indispensable d'empêcher la classe ouvrière d'exercer sa fonction historique qui est de guider les autres classes opprimées de la population (paysans, surtout dans le Midi et dans les Iles ; petits-bourgeois urbains et ruraux) ; c'est

*Notre ligne syndicale*

à-dire qu'il faut absolument détruire partis et syndicats, organisations extérieures à l'usine et concentrées territorialement, qui exercent une influence révolutionnaire sur tous les opprimés et

empêchent le gouvernement de donner à son pouvoir une assise démocratique. Mais les exigences de la production font que les capitalistes ne peuvent vouloir la destruction de toute forme d'organisation : à l'intérieur de l'usine, la discipline et la bonne marche de la production exigent un minimum de constitutionnalité, un minimum d'accord de la part des travailleurs.

Les plus intelligents des fascistes, comme Mussolini, sont persuadés, les tout premiers, que leur idéologie « au-dessus des classes » ne saurait déborder le cercle de cette couche petite-bourgeoise qui, ne jouant aucun rôle dans la production, n'a nullement conscience des antagonismes sociaux. Mussolini est persuadé que la classe ouvrière ne perdra jamais sa conscience révolutionnaire et il lui paraît indispensable d'autoriser un minimum d'organisation. Maintenir par la terreur les organisations syndicales dans un cadre extrêmement limité, c'est donner le pouvoir aux réformistes à l'intérieur de la Confédération : celle-ci doit exister sous une forme embryonnaire et se greffer sur l'éparpillement des comités d'entreprise, de sorte que les réformistes contrôlent toute la classe ouvrière, apparaissent comme les représentants de toute la classe ouvrière.

Telle est la situation italienne, tels sont les rapports qui existent aujourd'hui chez nous entre la classe prolétarienne et les organisations. C'est dire clairement ce que doit être notre tactique :

1° Travailler à construire dans l'usine des groupes révolutionnaires qui contrôlent les comités d'entreprise et les poussent à élargir toujours davantage leur sphère d'action.

2° Travailler à créer des liaisons entre les usines, afin de mettre en marche, dans la situation actuelle, un mouvement qui marque la direction naturelle du développement des organisations d'usine : du comité d'entreprise au conseil d'usine (1).

Ce n'est qu'à ce prix que nous adhérons à la réalité, en contact étroit avec les grandes masses. Ce n'est qu'à ce prix, par un travail laborieux, dans le creuset le plus ardent de la vie ouvrière, que nous parviendrons à recréer nos cadres, à

faire surgir de la grande masse les éléments capables, conscients, emplis d'ardeur révolutionnaire parce qu'instruits de leur propre valeur et de leur importance, de leur fonction irremplaçable dans le monde de la production.

Signé

Antonio Gramsci, *Lo Stato Operaio*,

1, 8, 18 octobre 1923.

### LE PROBLÈME DE MILAN (1)

Il faut, avec beaucoup de précision et une grande franchise, poser aux ouvriers de Milan le problème... de Milan (2). Pourquoi Milan, grande ville industrielle, ville qui compte le prolétariat le plus nombreux de tous les centres industriels italiens, ville qui rassemble à elle seule le dixième des ouvriers d'usine de toute l'Italie, pourquoi, alors que le mouvement y a toujours été révolutionnaire, Milan n'a-t-elle pas vu naître de grande organisation révolutionnaire ? Pourquoi Milan n'a-t-elle jamais compté plus de 3 000 adhérents au Parti socialiste ? Pourquoi, même quand le mouvement était à son apogée, étaient-ce les réformistes qui avaient - à Milan - la direction effective ? Pourquoi toutes les associations ouvrières, syndicales, coopératives, mutuelles, ont-elles toujours été - à Milan aux mains des réformistes ou des semi-réformistes, y compris quand les masses descendaient dans la rue animées par l'élan révolutionnaire le plus enthousiaste ?

Il faut poser nettement et franchement le problème aux masses et les appeler à le résoudre par leurs propres moyens, par leur volonté, par leurs sacrifices. Le problème est vital, c'est le problème le plus important de la révolution italienne. Est-il possible d'envisager une révolution italienne si l'écrasante majorité du prolétariat milanais n'a pas été préalablement acquise à une conception précise et nette de ce que sera la dictature du prolétariat, des sacrifices et des efforts inouïs qu'elle exigera des masses laborieuses ? C'est à Milan que se trouvent les centres vitaux du capitalisme

*Le problème de Milan*

91

*italien : le capitalisme italien ne peut être décapité qu'à Milan (1).*

*Il existe déjà pour la révolution italienne un problème chargé d'inconnues, celui de Rome, de la capitale politique et administrative, où le prolétariat industriel n'est pas assez nombreux pour l'emporter sur la bourgeoisie qui, elle, est nombreuse : les fascistes ont montré une des solutions que peut recevoir le problème de Rome. Mais cette solution serait utopique pour la révolution prolétarienne si celle-ci n'était pas franchement victorieuse à Milan, si la situation milanaise ne permettait pas d'armer et d'encadrer solidement des dizaines et des dizaines de milliers d'ouvriers dévoués, dotés non seulement d'enthousiasme mais d'idées bien claires et de buts bien précis. Le problème de Milan n'est donc pas une question locale : c'est un problème national et en un certain sens international. Les ouvriers de Milan doivent s'en convaincre, comprendre les devoirs formidables qui leur incombent et tirer de cette compréhension toute l'énergie et tout l'enthousiasme requis pour s'acquitter jusqu'au bout d'une tâche nécessaire.*

*Il ne serait pas difficile de retrouver les causes lointaines et proches qui sont à l'origine de la situation où se trouve actuellement Milan, situation dans laquelle, il est vain de se le dissimuler, ce sont les réformistes qui ont le contrôle effectif des masses. Peu de grandes usines, une infinité de petites, voire de toutes petites entreprises, une quantité considérable de petits-bourgeois qui se consacrent au commerce, une multitude d'employés, une tradition démocratique très forte chez les vieux ouvriers. etc. Mais, quant à nous, nous rappellerons simplement l'élan révolutionnaire dont ont fait toujours preuve les masses ouvrières milanaises pour arriver aux conclusions suivantes :*

*1° La situation actuelle est un produit des erreurs commises après la guerre par le Parti socialiste.*

*2° Un travail assidu, patient, de tous les jours, de toutes les heures, et l'abnégation la plus généreuse des meilleurs ouvriers peuvent changer la situation.*

*Le Parti socialiste ne s'est pas préoccupé de l'importance énorme que Milan aurait eue dans la révolution et n'a jamais cherché, à créer de grande organisation politique. Dans les années 1919-1920, pour être à la hauteur de ses*

tâches de centre d'organisation de l'économie nationale, Milan aurait dû avoir une section socialiste d'au moins 30 à 40 000 membres, chose tout à fait possible dans une ville qui compte près de 300 000 travailleurs, lorsque la grande majorité de ces travailleurs suit le parti qui dit vouloir la révolution. Au lieu de cela, à Milan, on aurait dit que les ouvriers étaient tenus volontairement à distance de l'organisation du Parti. Les cercles d'arrondissement n'avaient qu'une très faible importance et ils n'accueillaient d'ailleurs que ceux qui étaient inscrits au Parti. Dans la section, les éléments ouvriers n'avaient pas la possibilité de se faire entendre. C'étaient toujours les grands ténors de la démagogie réformiste et maximaliste qui occupaient la tribune et qui parlaient des heures durant sur les grands problèmes de la politique internationale ou... communale ; jamais une discussion sur les problèmes authentiquement ouvriers, comme les conseils d'usine, les cellules d'entreprise, le contrôle ouvrier, discussion dans laquelle le plus simple ouvrier aurait eu sa compétence et des points de vue personnels à avancer. Ceux qui travaillaient, c'étaient les réformistes : l'ossature entière de l'organisation ouvrière milanaise était constituée par les réformistes. Savamment répartis, sans exception, aux points stratégiques les plus importants, capables de travailler silencieusement et méthodiquement, capables de se plier et de disparaître quand le tourbillon révolutionnaire devenait plus violent, les réformistes ont soudé des chaînes très solides à l'intérieur desquelles la classe ouvrière milanaise circule aujourd'hui sans même s'en apercevoir. Cette absence d'organisation révolutionnaire s'exprimait de façon extrêmement significative dans un scénario typique de Milan : quand la manifestation de rue était à son apogée et que, de tous les coins de la ville, la masse grouillait jusque dans ses éléments les plus misérables et les plus apathiques, c'étaient les anarchistes qui prenaient le dessus dans la direction du mouvement ; quand l'agitation était moyenne et que les grandes phrases suffisaient, alors les maximalistes étaient les lions ; quand au contraire c'était la stagnation et que ne subsistaient que les forces organisées les plus actives, alors la direction appartenait aux réformistes. Le régime fasciste a réduit à son expression minimale le mouvement de classe : les réformistes triomphent sur toute la ligne.

*Un « chef »*

93

Que signifie tout cela ? C'est que nous, c'est que les ouvriers révolutionnaires, nous travaillons

très mal. Si les réformistes sont forts et paraissent représenter les masses, il ne faut l'imputer qu'à

notre incapacité, il ne faut l'imputer qu'à notre torpeur. Il faut donc apprendre à travailler ; dans

chaque usine, dans chaque maison, dans chaque quartier, il faut se poser ce problème : comment

travailler pour gagner la sympathie des grandes masses, de la partie la plus pauvre de la classe

ouvrière qui est aussi la plus nombreuse et qui fournira à la révolution ses troupes de soldats  
les  
plus serrées et les plus fidèles ?

Et il faut discuter et faire discuter. Les colonnes de ce journal ont aussi et surtout ce but.

*L'Unità*, 21 février 1924. Sans signature,

### UN « CHEF (1) »

Tout État est une dictature. Aucun État ne peut se passer d'un gouvernement, constitué d'un petit nombre d'hommes, qui, à leur tour, s'organisent autour de l'un d'entre eux, doté d'une capacité plus grande et d'une plus grande clairvoyance. Tant qu'un État sera nécessaire, tant qu'il sera historiquement nécessaire de gouverner les hommes, quelle que soit la classe dominante, se posera le problème d'avoir des chefs, d'avoir un « chef ». Que des socialistes, qui se disent encore marxistes et révolutionnaires, prétendent vouloir la dictature du prolétariat, mais ne pas vouloir la dictature des a chefs », ne pas vouloir, autrement dit, que l'autorité s'individualise, se personnifie, vouloir la dictature, mais ne pas la vouloir sous la seule forme où elle est historiquement possible, est à soi seul révélateur de toute une ligne politique, de toute une préparation théorique « révolutionnaire ».

Le problème essentiel de la dictature du prolétariat n'est pas celui de la personnification physique de la fonction de

direction. Le problème essentiel consiste dans la nature des rapports que les chefs ou le chef ont avec le parti de la classe ouvrière et dans la nature des rapports qui existent entre ce parti et la classe ouvrière ; ces rapports sont-ils purement hiérarchiques, de type militaire, ou bien ont-ils un caractère historique et organique ? Le chef, le parti, sont-ils des éléments de la classe ouvrière, sont-ils une partie de la classe ouvrière, en représentent-ils les intérêts et les aspirations les plus profondes et les plus vitales, ou n'en sont-ils qu'une excroissance, une institution surimposée par la violence ? Comment s'est formé ce parti ? Comment s'est-il développé ? Quel processus a sélectionné les hommes qui le dirigent ? Pourquoi est-il devenu le parti de la classe ouvrière ? Cela s'est-il produit par hasard ? Le problème investit tout le développement historique de la classe ouvrière, qui se constitue lentement dans sa lutte contre la bourgeoisie, enregistre quelques victoires, subit beaucoup de défaites ; et il ne s'agit pas seulement de la classe ouvrière d'un pays donné, mais de toute la classe ouvrière mondiale avec ses différenciations superficielles, mais combien importantes à chaque moment déterminé, et son unité et son homogénéité substantielles.

Ce problème devient celui de la vitalité du marxisme est-il ou non l'interprétation la plus sûre et la plus profonde de la nature et de l'histoire, peut-il fournir à l'intuition géniale de l'homme politique une méthode infaillible, un instrument d'une extrême précision qui permet d'explorer l'avenir. de prévoir les événements de poids pour les diriger et donc les dominer ?

Le prolétariat international a eu et a encore l'exemple vivant d'un parti révolutionnaire exerçant la dictature de la classe ; il a eu et n'a malheureusement plus l'exemple vivant le plus caractéristique et le plus éloquent de ce que peut être un chef révolutionnaire, celui du camarade Lénine.

Le camarade Lénine a été à l'origine d'un nouveau processus de développement de l'histoire, mais s'il l'a été, c'est qu'il était aussi le représentant et l'aboutissement le plus individualisé de tout un processus de développement historique, non seulement de la Russie, mais aussi du monde entier. Est-ce par hasard s'il est devenu le chef du Parti

*Un « chef »*

95

bolchevique ? Est-ce par hasard si le Parti bolchevique est devenu le parti dirigeant du prolétariat russe et par conséquent de la nation russe ? La sélection a duré trente ans, elle a été, fort difficile, elle a souvent pris les formes apparemment les plus étranges et les plus absurdes. Elle s'est produite, à l'échelle internationale (1), au contact des civilisations capitalistes les plus avancées de l'Europe centrale et occidentale, au travers de la lutte des partis et des fractions qui composaient avant-guerre la Seconde Internationale. Elle s'est poursuivie au sein de la minorité

du socialisme international, restée au moins en partie indemne de la contagion social-patriotique. Elle a repris en Russie dans la lutte pour gagner la majorité du prolétariat, dans la lutte pour comprendre et interpréter les besoins et les aspirations d'une classe paysanne innombrable, dispersée sur un territoire immense. Elle se produit encore, chaque jour, parce que chaque jour il faut comprendre, prévoir, pourvoir. Cette sélection a été une lutte entre fractions, entre petits groupes, elle a été une lutte individuelle, elle a signifié, des scissions et des fusions, des arrestations, des exils, des emprisonnements, des attentats ; elle a été une résistance contre le découragement et contre l'orgueil, elle a signifié souffrir de la faim tout en disposant de millions, elle a signifié conserver la mentalité d'un simple ouvrier en siégeant sur le trône des tsars, ne pas désespérer quand tout semblait perdu, mais recommencer patiemment, avec ténacité, en gardant tout son sang-froid et le sourire aux lèvres au moment où les autres perdaient la tête. Le Parti communiste russe, avec son chef Lénine, s'était tellement lié à tout le développement du prolétariat russe, et donc à tout le développement de la nation russe dans son entier, qu'il n'est même pas possible d'imaginer l'un sans l'autre, d'imaginer que le prolétariat puisse être la classe dominante sans que le Parti communiste soit le parti de gouvernement, et donc sans que le Comité central du Parti soit l'inspirateur de la politique du gouvernement ; sans que Lénine soit le chef de l'État. L'attitude même de la grande majorité des bourgeois russes - qui disaient : une république dirigée par Lénine, sans le Parti communiste serait pour nous aussi l'idéal - était chargée de signification historique. Elle était la preuve que le prolétariat ne se contentait plus d'exercer une domination matérielle mais qu'il dominait



aussi spirituellement. Au fond, confusément, le bourgeois russe lui-même comprenait que Lénine n'aurait pu devenir et n'aurait pu rester chef de l'État sans la domination du prolétariat, sans que le Parti communiste soit le Parti de gouvernement : sa conscience de classe l'empêchait encore de reconnaître, au-delà de sa défaite matérielle immédiate, ce qui était aussi sa défaite idéologique et historique ; mais déjà le doute était en lui, et ce doute s'exprimait par cette phrase.

Un autre problème se pose. Aujourd'hui, dans la période qui est celle de la révolution mondiale,

peut-il exister des « chefs » hors de la classe ouvrière, peut-il exister des chefs non marxistes, des

chefs qui ne soient pas étroitement liés à la classe qui incarne le développement progressif de tout

le genre humain ? En Italie nous avons le régime fasciste, nous avons à la tête du fascisme Benito

Mussolini, nous avons une idéologie officielle où le « chef » est divinisé, est déclaré infaillible, est

considéré comme l'inspirateur et l'organisateur d'un Saint Empire romain ressuscité. Chaque jour

nous voyons les journaux reproduire des dizaines et des centaines de télégrammes d'hommage adressés au « chef » par les vastes tribus locales. Nous voyons ses photographies, le masque

durci

d'un visage que nous avons déjà vu dans les meetings socialistes. Ce visage, nous le connaissons,

nous connaissons cette façon de rouler les yeux dans leurs orbites, dont la férocité mécanique était

censée donner, autrefois, la chair de poule à la bourgeoisie, comme elle devrait la donner aujourd'hui au prolétariat. Nous connaissons ce poing toujours fermé pour menacer. Nous connaissons tout ce mécanisme, toute cette panoplie, et nous comprenons que cela puisse impressionner et remuer les entrailles de la jeunesse des écoles bourgeoises ; même vu de près, c'est

véritablement impressionnant et ne manque pas d'étonner. Mais est-ce un « chef » ? Nous avons

assisté à la semaine rouge de juin 1914. Plus de trois millions de travailleurs étaient descendus

dans la rue, à l'appel de Benito Mussolini, qui, depuis un an environ, après le massacre de

Roccagorga, les avait préparés pour le grand jour, avec tous les moyens oratoires et journalistiques

qui étaient à la disposition du « chef » du Parti socialiste d'alors, Benito Mussolini (1) : depuis la gravure de Scalarini (2) jusqu'au grand procès aux assises de Milan. Trois millions de travailleurs étaient des

Un « chef »

97

cendus dans la rue : le « chef », qui était Benito Mussolini, fit défaut. Il fit défaut en tant que « chef » et non en tant qu'individu, puisqu'on raconte qu'en tant qu'individu il fut courageux et défia à Milan les mousquetons et les cordons de carabiniers. Il fit défaut en tant que « chef » parce qu'il n'en était pas un ; parce que, de son propre aveu, il ne réussissait même pas à avoir raison, au sein du Parti socialiste, des misérables intrigues d'Arturo Vella ou d'Angelica Balabanoff (1).

Il était alors, comme aujourd'hui, le concentré type du petit-bourgeois italien, rageur, féroce, mélange de tous les rebuts laissés sur le sol national par plusieurs siècles de domination étrangère et cléricale : il ne pouvait être le chef du prolétariat, il devint le dictateur de la bourgeoisie, qui aime les visages féroces quand elle redevient bourbonnienne, qui espère découvrir dans la classe ouvrière cette terreur qu'elle éprouvait devant ces yeux qui roulent et devant ce poing fermé tendu pour menacer.

La dictature du prolétariat est expansive et non répressive. Un mouvement continu se produit de la base au sommet, un échange continu à travers tous les réseaux capillaires sociaux, une circulation continue d'hommes. Le chef que nous pleurons aujourd'hui a trouvé une société en décomposition, une pulvérisation humaine sans ordre ni discipline, parce qu'en cinq ans de guerre s'était tarie la production, cette source de toute vie sociale. Tout a été remis en ordre et reconstruit, de l'usine jusqu'au gouvernement, avec les moyens du prolétariat, sous la direction et le contrôle du prolétariat, c'est-à-dire d'une classe nouvellement venue au gouvernement et à l'histoire.

Benito Mussolini a conquis le gouvernement, et il le conserve par la plus violente et la plus arbitraire des répressions. Il n'a pas eu à organiser une classe, mais seulement à mettre en place le personnel d'une administration. S'il a démonté quelques-uns des rouages de l'État, c'est davantage pour voir comment ils étaient faits et acquérir la routine du métier que par nécessité foncière. Toute sa doctrine est dans son masque, dans sa façon de rouler ses yeux dans leurs orbites, dans son poing fermé toujours tendu pour menacer...

Pour Rome, ces mises en scène poussiéreuses ne sont pas

nouvelles. Rome a vu Romulus, elle a vu César Auguste, et elle a vu, à son déclin, Romulus Augustule.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo*, IIIe série,

1er mars 1924.

### LE PASSÉ N'A-T-IL ÉTÉ QU'ERREUR?

(...) Une expression revient souvent dans cette lettre (1) : « le passé a été une erreur d'un bout à l'autre », formule qui désigne un état d'âme extrêmement pessimiste. Et c'est bien, hélas ! une lacune de notre mouvement que cette absence de critique approfondie et largement répandue des événements et des expériences du passé : une telle critique pourrait donner aux masses une conscience exacte de la nécessité de ces événements et de ces expériences et leur permettrait précisément de dépasser cet état d'âme pessimiste qui peut très facilement se muer en esprit sectaire et engendrer de nouvelles erreurs et de nouvelles souffrances. Est-il d'ailleurs vrai que le passé n'ait été qu'erreur ? Est-ce que ça a été une erreur que d'accepter la scission de Livourne (2) lorsqu'il était nécessaire de séparer nos responsabilités de celles des réformistes et des maximalistes qui avaient amené la classe ouvrière jusqu'à l'occupation des usines, sans un mot d'ordre, sans une directive, et l'avaient ensuite laissée en butte à tous les découragements, livrée à tous les ferments de désagrégation, proie désignée pour les attaques de la réaction fasciste ? Est-ce que ça a été une erreur que d'avoir fondé le Parti communiste, d'avoir lutté de toutes ses forces pour sauver au moins l'honneur du prolétariat révolutionnaire ?

Dans le passé, donc, l'erreur existe, la négativité, la mort ; mais dans le passé existent aussi la vie, le développement de la tradition saine du mouvement révolutionnaire italien ; le passé contient aussi une partie positive qui continue aujourd'hui de se développer en dépit de la réaction et de la terreur blanche. Les luttes du passé continuent aujourd'hui, sous une autre forme, dans une situation différente. Elles conti

nent aussi, cela est certain, dans la petite ville où habite le camarade ouvrier qui écrit cette lettre, et ce sont peut-être son pessimisme, sa peur de retomber dans les erreurs du passé, cette exigence jusqu'à l'excès de qualités morales dont il semble faire montre à l'égard de ceux qui

peuvent être des camarades, sinon des amis et des frères, qui l'ont amené, lui aussi, à se mettre un peu à l'écart et l'ont empêché de tirer, de ses propres expériences d'organisateur de parti et de masse, la directive pour travailler dans la nouvelle situation, pour trouver la nouvelle forme que la lutte doit revêtir.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo*, IIIe série,

1er mars 1924.

### CONTRE LE PESSIMISME

Il ne peut exister de meilleure façon de commémorer le cinquième anniversaire de l'Internationale communiste, cette grande association mondiale à laquelle, nous, révolutionnaires italiens, sommes plus conscients que jamais de prendre une part essentielle et active, que de faire un examen de conscience, un examen de la très petite part que nous avons pu accomplir et de l'immense travail qu'il nous reste à faire ; cela nous aidera à éclaircir notre situation, et, tout particulièrement, à dissiper cette sombre et lourde nuée de pessimisme qui pèse jusque sur les militants les plus qualifiés et les plus responsables et qui représente un grand danger, le plus grand peut-être du moment actuel, par les conséquences de passivité politique, de torpeur intellectuelle et de scepticisme quant à l'avenir qu'il implique.

Ce pessimisme est étroitement lié à la situation générale de notre pays ; la situation l'explique, mais bien entendu, ne le justifie pas. Quelle différence existerait-il entre le Parti socialiste et nous, entre la tradition du Parti socialiste et notre volonté, si, nous aussi, nous ne savions travailler et n'étions activement optimistes que dans les périodes de

vaches grasses, lorsque la situation est favorable, lorsque les masses laborieuses bougent spontanément, sous l'effet d'une impulsion irrésistible, et que les partis prolétariens peuvent commodément s'installer dans la brillante situation de la mouche du coche ? Quelle différence existerait-il entre le Parti socialiste et nous si nous aussi - quand bien même à partir d'autres considérations, d'autres points de vue, quand bien même en ayant un plus grand sens de nos responsabilités, et en le démontrant par la préparation active de forces organisationnelles et matérielles capables de parer à toute éventualité - nous nous abandonnions au fatalisme, nous nous bercions de la douce illusion que les événements ne peuvent manquer de se dérouler selon une ligne de développement définie, qui est celle que nous avons prévue, celle où ils trouveront infailliblement le réseau de digues et de canaux que nous avons disposé à l'avance, où ils se canaliseront et prendront forme et puissance historique? C'est là le nœud du problème, et s'il apparaît embrouillé et abstrus, c'est que, vu de l'extérieur, la passivité peut sembler travail diligent, c'est qu'on peut avoir l'illusion qu'il y a une ligne de développement, un filon que creusent méritoirement, au prix de sueur et de fatigue, des ouvriers.

L'internationale communiste a été fondée le 5 mars 1919, mais sa formation idéologique et organique ne s'est réalisée que lors du IIe Congrès, en juillet-août 1920, avec l'approbation du Statut et des 21 conditions. À partir du IIe Congrès, commence en Italie la campagne d'assainissement du Parti socialiste ; elle commence à l'échelle nationale : la section de Turin l'avait en effet déjà engagée dès le mois de mars avec la motion qu'elle comptait présenter au cours de l'imminente Conférence Nationale du Parti, qui devait justement se tenir à Turin (1) ; mais cette motion n'avait pas eu d'effets notables (la Conférence de Florence de la fraction abstentionniste, qui s'est tenue en juillet 1920, avant le IIe Congrès, repoussa la proposition faite par un représentant de *L'Ordine Nuovo* d'élargir la base de la fraction et de transformer celle-ci en fraction communiste en supprimant le préalable abstentionniste qui avait pratiquement perdu une grande partie de sa

*Contre le pessimisme*

101

raison d'être (1)). Le Congrès de Livourne, la scission qui se produisit au Congrès de Livourne furent rattachés au IIe Congrès, à ses 21 conditions, ils furent présentés comme la conclusion nécessaire des décisions « formelles » du IIe Congrès. Ce fut là une erreur et nous pouvons aujourd'hui en mesurer toute l'étendue aux conséquences qu'elle a eues. En réalité, les décisions du IIe Congrès étaient bien la vivante interprétation de la situation italienne, et de toute la situation mondiale, mais nous, pour toute une série de raisons, nous n'avons pas procédé, pour ce qui touchait notre action, à partir de ce qui se passait en Italie, à partir des événements italiens

qui donnaient raison au IIe Congrès, qui étaient une partie, et des plus importantes, de la substance politique qui animait les décisions et les mesures d'organisation prises par le IIe Congrès : nous nous sommes bornés à nous battre sur les questions formelles, de pure logique, de pure cohérence, et nous avons été vaincus, parce que la majorité du prolétariat politiquement organisé nous a donné tort, ne nous a pas suivis bien que nous ayons avec nous le prestige et l'autorité de l'Internationale, qui étaient très grands et sur lesquels nous avons misé. Nous n'avions pas su mener une campagne systématique, susceptible de toucher l'ensemble des noyaux et des éléments constitutifs du Parti socialiste et de les obliger à réfléchir ; nous n'avions pas su traduire dans un langage accessible à chaque ouvrier et à chaque paysan italien la signification de chacun des événements italiens des années 1919-1920 ; nous n'avons pas su, après Livourne, nous demander pourquoi le Congrès s'était conclu de cette façon ; nous n'avons pas su poser ce problème de façon pratique, afin d'en trouver la solution, afin de poursuivre notre mission spécifique, qui était la conquête de la majorité du prolétariat (2). Nous avons été, il faut l'avouer, dépassés par les événements ; nous avons représenté, sans le vouloir, un des aspects du processus de dissolution générale de la société italienne, devenue un creuset incandescent où toutes les traditions, toutes les formations historiques, toutes les idées dominantes arrivaient parfois à se fondre sans aucun résidu. Il nous restait une consolation, à laquelle nous nous sommes solidement accrochés, c'est que personne ne s'en tirait, et que nous pouvions affirmer avoir mathématiquement prévu ce cataclysme, alors que les autres se

berçaient de la plus béate et de la plus stupide des illusions.

Nous sommes entrés, après la scission de Livourne, dans l'état d'urgence. C'est la seule justification que nous pouvons donner à nos attitudes, à notre activité après la scission de Livourne : l'urgence se posait en termes crus, sous sa forme la plus exacerbée : un dilemme de vie ou de mort. Il nous fallut nous organiser en Parti dans le feu de la guerre civile, en cimentant nos sections par le sang de nos plus dévoués militants ; il nous fallut transformer nos groupes, au moment même de leur constitution, de leur enrôlement, en détachements prêts à la guérilla, à la plus atroce et à la plus difficile des guérillas que jamais classe ouvrière ait dû mener. Toutefois on y arriva : le Parti fut constitué et il fut solidement constitué : c'est une phalange d'acier, trop réduite bien sûr pour entamer une lutte contre les forces adverses, mais suffisante pour devenir l'armature d'une formation plus vaste, d'une armée, qui, pour parler la langue de l'histoire italienne, soit capable de faire succéder la bataille du Piave à la déroute de Caporetto (1).

Tel est le problème qui se pose inexorablement aujourd'hui : constituer une grande armée pour les combats à venir, la constituer en l'encadrant avec les forces qui, de Livourne à aujourd'hui, ont fait la preuve qu'elles pouvaient résister sans hésitations ni reculs à l'attaque violente lancée par le fascisme. Le développement de l'Internationale communiste après le IIe Congrès nous offre pour cela le terrain favorable : les décisions du IIIe et du IVe Congrès - décisions qui furent reprises par les Comités exécutifs de février et de juin 1922, et de juin 1923 - interprètent, une fois de plus., la situation italienne et ses besoins (2). La vérité est que nous, en tant que Parti, nous avons déjà fait quelques pas en avant dans cette direction : il ne nous reste qu'à en prendre acte et à continuer hardiment. Quel est en effet le sens des événements qui se sont produits au sein du Parti socialiste : séparation d'avec les réformistes dans un premier temps, exclusion du groupe de *Page rose* dans un

*Contre le pessimisme*

103

second temps et tentative d'exclusion de toute la fraction favorable à la IIIe Internationale dans un troisième et dernier temps (1) ? Leur signification précise est la suivante tandis que notre Parti était contraint, en tant que section italienne, de limiter son activité à la lutte contre le fascisme pour assurer sa survie et sauvegarder sa structure essentielle, en tant que parti international, il agissait, il continuait à agir pour ouvrir de nouvelles voies vers l'avenir, pour élargir sa sphère d'influence politique, pour faire sortir de sa neutralité une partie de la masse qui jusque-là se contentait de son rôle de spectateur indifférent ou hésitant. L'action de l'Internationale fut, pendant un certain temps, la seule qui ait permis à notre Parti d'avoir un contact effectif avec les larges masses, la seule qui ait entretenu un ferment de discussion et une ébauche de mouvement dans d'importantes couches de la classe ouvrière qu'il nous était

impossible, étant donné la situation, d'atteindre autrement. Ce fut indubitablement un grand succès que d'avoir arraché des blocs à la gangue du Parti socialiste, que d'avoir obtenu, au moment où la situation semblait au plus bas, que se dégagent de l'amorphe gélatine socialiste des groupes qui affirmaient avoir foi, envers et contre tout, en la Révolution Mondiale, des groupes qui, par leurs actes, sinon par ces mots qui semblent coûter bien plus que les actes, reconnaissent s'être trompés en 1920, 1921 et 1922. Ce fut là une défaite pour le fascisme et pour la réaction ; pour être sincère, ce fut même la seule défaite matérielle et idéologique du fascisme et de la réaction au cours de ces trois années d'histoire italienne.

Il est indispensable de réagir énergiquement contre le pessimisme de certains groupes de notre Parti, parfois parmi les plus responsables et les plus qualifiés. Il représente en ce moment le plus grave danger dans la situation nouvelle qui est en train de se créer dans notre pays et que viendra sanctionner et clarifier la première législature fasciste (2). De grandes luttes approchent, peut-être encore plus sanglantes et plus lourdes que celles des années passées. La plus grande énergie chez nos dirigeants, le plus haut degré d'organisation et de centralisation de la masse du Parti, un grand esprit



d'initiative et une très grande rapidité dans la décision sont désormais indispensables. Le pessimisme s'exprime surtout dans ces termes : nous revenons à une situation d'avant Livourne, nous devons refaire tout ce travail que nous avons fait avant Livourne et qui nous paraissait être définitif. Il faut démontrer à chaque camarade combien cette position est politiquement et théoriquement fautive. Certes, il faudra encore lutter durement ; certes, la mission du noyau originel de notre Parti, tel qu'il s'est constitué à Livourne, n'est pas encore terminée et ne le sera pas pour un bout de temps encore (elle restera vivante et actuelle même après la victoire de la révolution). Mais nous ne nous trouverons plus jamais dans une situation de pré-Livourne, parce que, en 1924, la situation mondiale et italienne n'est plus celle de 1920 ; parce que nous-mêmes, nous ne sommes plus ce que nous étions en 1920, et que nous ne voudrions jamais plus le redevenir. Parce que la classe ouvrière italienne a beaucoup changé, et que désormais, ce ne sera plus la chose la plus simple du monde que de lui faire de nouveau occuper les usines avec des tuyaux de poêle en guise de canons, après lui avoir rebattu les oreilles et échauffé le sang de l'abjecte démagogie des foires maximalistes. Enfin parce que notre Parti existe, ce Parti qui est malgré tout quelque chose, qui a fait la preuve qu'il était quelque chose, et dans lequel nous avons une confiance illimitée, comme dans la partie la meilleure, la plus saine, la plus honnête du prolétariat italien.

Sans

signature, *L'Ordine Nuovo*, IIIe série,

15 mars 1924.

## LE MIDI ET LE FASCISME

Un des faits marquants de la lutte politique italienne actuelle est la tentative de solution que le Parti National Fasciste a voulu apporter aux rapports entre l'État gouvernement et le Midi (1).

*Le Midi et le fascisme*

105

Le Midi est devenu la réserve de l'opposition constitutionnelle. Le Midi a manifesté, une fois de plus, son originalité « territoriale » par rapport au reste de l'État, sa volonté de ne pas se laisser impunément absorber dans un système unitaire exacerbé - qui n'équivaudrait qu'à une exaspération des anciennes oppressions et des vieilles exploitations - en se retranchant derrière une série de positions constitutionnelles, parlementaristes, de pure démocratie formelle, qui ne sont cependant ni sans valeur ni sans portée, puisque le Parti National Fasciste a cru opportun,

rien que pour décapiter le mouvement de ses « ténors » ; Orlando et De Nicola, de faire les concessions qu'il a faites. En somme, Mussolini n'a pas fait autre chose qu'appliquer la tactique giolittienne dans une situation nouvelle, incomparablement plus difficile et plus compliquée que toutes les situations passées, avec une population qui, au moins en partie, s'est éveillée à la vie publique, et a commencé à y participer au moment où la réduction de l'émigration pose avec une violence accrue des problèmes de classe qui tendent à se transformer en problèmes « territoriaux » parce que le capitalisme est ressenti comme étranger à la région et parce que le gouvernement qui administre les intérêts du capitalisme est ressenti lui aussi comme étranger.

Plusieurs camarades se demandent souvent avec étonnement les raisons de l'opposition au fascisme des deux grands journaux de l'Italie septentrionale, le *Corriere della Sera* et *La Stampa* (1). Le fascisme n'a-t-il pas instauré en effet la situation souhaitée par ces journaux ? Ces deux journaux n'ont-ils pas puissamment contribué au succès du fascisme dans les années 1920-1921 ? Pourquoi travaillent-ils aujourd'hui en sens contraire, pourquoi travaillent-ils à arracher au fascisme sa base populaire, à miner le terrain sous ses pieds, en semant la pagaille et en orientant les masses petites-bourgeoises vers les « idéaux de liberté » ?

Évidemment, le *Corriere della Sera* et *La Stampa* ne sont pas deux « purs » journaux, ayant pour seul objectif de conserver et d'élargir le cercle de leurs abonnés et de leurs lecteurs en insistant sur des thèmes chers à la mentalité de la masse ; s'il en était ainsi, à l'heure qu'il est, les deux journaux en question auraient déjà subi le fer et l'essence des escouades fascistes, et l'« occupation » de rédacteurs inféodés

aux nouveaux maîtres. Le *Corriere* et *La Stampa* n'ont pas été occupés, ils ne se sont pas laissés occuper, parce que trois sortes d'« institutions » nationales n'ont pas été occupées et ne se sont pas laissés occuper : l'état-major, les banques (c'est-à-dire la Banque, la *Banca commerciale*, qui exerce un monopole incontesté) et la Confédération générale de l'industrie.

*La Stampa* et le *Corriere* sont, de toute tradition, les représentants de ces « institutions » ; ce sont les deux partis de ces institutions nationales. *La Stampa*, qui est plus « à gauche », pose aujourd'hui ouvertement la question d'un gouvernement radical-socialiste comme successeur éventuel du fascisme, et ne serait même pas opposée à ce qu'il y ait en Italie une expérience à la MacDonald : *La Stampa* se rend compte du danger méridional et cherche à y trouver remède en favorisant l'entrée de l'aristocratie ouvrière dans le système d'hégémonie gouvernementale septentrionale et piémontaise ; elle cherche, autrement dit, à obtenir que les forces révolutionnaires du Midi soient décapitées sur le plan national, à faire qu'une alliance entre les masses paysannes du Sud, qui ne pourront jamais à elles seules renverser le capitalisme, et la classe ouvrière du Nord, compromise et déshonorée par son alliance avec les exploités, devienne impossible. Le *Corriere* a de la situation une conception plus « unitaire », plus « italienne » pour ainsi dire - plus commerciale et moins industrielle. Le *Corriere* a soutenu Salandra et Nitti, les deux premiers présidents méridionaux (les présidents siciliens (1) représentaient la Sicile et non le Midi, car la question sicilienne est manifestement différente de la question du Midi). Il a été favorable à l'Entente et non à l'Allemagne comme l'était *La Stampa*, il est perpétuellement libre-échangiste et pas seulement dans les périodes électorales giolittiennes comme c'est le cas pour *La Stampa*. Pendant la guerre, il ne s'est pas effrayé, comme l'a fait *La Stampa*, de voir l'appareil de l'État passer des mains de la bureaucratie maçonnique giolittienne aux mains des « pugliesi » de Salandra. Le *Corriere* est plus attaché au conservatisme, il irait même jusqu'à s'allier aux réformistes, mais seulement après que ces derniers seront passés sous plusieurs fourches caudines. Le *Corriere* désire un gouvernement « Amendola (2) », ce qui revient à désirer que ce soit la

petite bourgeoisie méridionale et non l'aristocratie ouvrière du Nord qui entre officiellement comme partie prenante dans le système des forces effectivement dominantes : il veut en Italie une démocratie rurale, ayant pour chef militaire Cadorna (et non Badoglio, comme le voudrait *La Stampa* (1)), ayant pour chef politique un Poincaré italien et non un Briand italien. Le *Corriere* ne redoute pas, comme le fait *La Stampa*, la perspective d'une nouvelle période à l'image de la décennie 1890-1900, une période où les insurrections des paysans méridionaux seraient systématiquement liées à des insurrections ouvrières, où, aux « fasci siciliens », correspondrait un « 1898 milanais » : C'est que le *Corriere* a confiance dans « les forces

naturelles » et dans les canons de Bava-Beccaris. *La Stampa* pense que Turati-D'Aragona-Modigliani sont des armes beaucoup plus sûres que les canons pour mater les révoltes paysannes et faire évacuer les usines occupées.

À ces conceptions précises et organiques du *Corriere* et de *La Stampa*, le fascisme oppose des discours et des mesures purement mécaniques et ridiculement spectaculaires.

Le fascisme est responsable de la destruction du système de protectionnisme ouvrier connu sous le nom de « coopératisme, de Reggio », sous celui de « Évangélisme prampolinien », etc. (3). Le fascisme a privé les « démocrates » de ce qui était le moyen le plus efficace pour dévier sur les ouvriers la haine des masses paysannes qui doit se déverser sur les capitalistes. Le « parasitisme rouge » n'existe plus, mais les conditions du Midi ne s'en sont pas améliorées pour autant. Au « parasitisme rouge » a succédé le « parasitisme tricolore », comment éviter que le paysan méridional ne voie dans le fascisme une synthèse et un concentré de tous ses oppresseurs et de tous ses exploités ? Une fois renversé le château de cartes du réformisme émilien-romagnol, il a bien fallu dissoudre la Garde royale à qui on ne pouvait plus faire boire les alcools anti-ouvriers. Les industriels ont pourtant fait quelque chose pour aider Mussolini : la Confédération générale de l'Industrie, lors de sa conférence de juin 1923, s'est exprimée en ces termes par la bouche de son président, le député Benni (4) : « Ainsi, voilà qu'arrivera bientôt à son terme une autre action, longue et complexe, que nous avons

entamée en faveur du Midi italien. Nous voulons par une action pratique apporter notre contribution à la renaissance de l'Italie méridionale et insulaire, où se manifestent déjà les premiers indices prometteurs d'un salubre réveil économique. Ce n'est pas une entreprise facile, mais il est nécessaire que la classe industrielle s'y emploie, parce qu'il est de l'intérêt de tous que la masse qui compose la Nation arrive à une fusion encore plus intime, sur la base des intérêts économiques. » Les industriels aident Mussolini à coups de belles phrases ; mais aux belles phrases n'ont pas tardé à succéder des actes plus significatifs que les mots : la main-mise sur les sociétés cotonnières de la région de Salerne et le transfert des machines, baptisées vieille ferraille, dans la région de l'industrie textile lombarde.

La question méridionale ne peut être résolue par la bourgeoisie autrement que de façon transitoire, épisodique ; par la corruption, et par le fer et par le feu. Le fascisme a exaspéré la situation et il l'a en grande partie clarifiée. Qu'elle ne se soit pas posé clairement le problème, dans toute son étendue, et en envisageant toutes ses conséquences politiques possibles, a entravé l'action de la classe ouvrière et a largement contribué à l'échec de la révolution des années 1919-1920.

Aujourd'hui ce problème est encore plus compliqué et plus difficile qu'il ne l'était à cette époque, mais il reste le problème central de toute révolution dans notre pays, celui de toute révolution qui veut connaître un lendemain ; c'est pourquoi il doit être posé avec hardiesse et détermination. Dans la situation actuelle, dans l'état de dépression où se trouvent les forces prolétariennes, les masses paysannes méridionales ont pris une énorme importance dans le camp révolutionnaire. Ou le prolétariat parvient, à travers son parti politique, à se créer durant cette période un système d'alliés dans le Midi, ou les masses paysannes recherchent des dirigeants politiques dans leur propre secteur, c'est-à-dire qu'elles s'abandonnent complètement entre les mains de la petite bourgeoisie amendolienne, se transforment en réserve de la contre-révolution, qu'elles en arrivent même au séparatisme et au recours aux armées étrangères dans l'éventualité d'une révolution purement limitée aux forces industrielles du Nord. C'est pourquoi le mot d'ordre de

gouvernement ouvrier et paysan doit tenir particulièrement compte du Midi et bien se garder de confondre le problème des paysans méridionaux avec le problème général des rapports entre ville et campagne dans un ensemble économique organiquement soumis au régime capitaliste : la question méridionale est aussi une question territoriale, et c'est de ce point de vue qu'elle doit être examinée si l'on veut établir un programme de gouvernement ouvrier et paysan susceptible d'être largement appuyé par les masses.

Sans signature, *L'Ordine Nuovo*, IIIe série,

15 mars 1924.

### LE PROGRAMME DE L'ORDINE NUOVO (1)

Commençons par une constatation matérielle : les deux premiers numéros déjà sortis de *L'Ordine Nuovo* ont eu une diffusion (une diffusion *effective* (2)) qui a dépassé les chiffres les plus élevés atteints dans les années 1919-1920. On pourrait en tirer plusieurs conséquences. Contentons-nous d'en évoquer deux :

1° Dans la situation actuelle, une revue du genre de *L'Ordine Nuovo* répond à une nécessité fortement ressentie par la masse révolutionnaire italienne.

2° Il est possible d'assurer à *L'Ordine Nuovo* les conditions d'une autonomie financière par rapport au budget général de notre parti ; il suffit pour cela d'organiser le consentement qui s'est manifesté spontanément, l'organiser pour qu'il ait les moyens de continuer à se manifester, même dans l'hypothèse, d'ailleurs probable, où la réaction voudrait intervenir pour l'étouffer, pour empêcher toute liaison entre *L'Ordine Nuovo* et ses lecteurs, voire pour interdire, à un certain moment, que la revue soit imprimée en Italie.

La diffusion atteinte par les deux premiers numéros ne peut que dépendre de la position que *L'Ordine Nuovo* avait

prise au cours des premières années de sa publication et qui consistait essentiellement en ceci :

1° Avoir su traduire en langage historique italien les principaux postulats de la doctrine et de la tactique de l'Internationale communiste. Dans les années 1919-1920, cette traduction s'est exprimée dans le mot d'ordre des conseils d'usine et du contrôle de la production, c'est-à-dire l'organisation de la masse de tous les producteurs par l'expropriation des expropriateurs, par la substitution du prolétariat à la bourgeoisie dans le gouvernement de l'industrie et donc nécessairement de l'État.

2° Avoir soutenu au sein du Parti socialiste, ce qui signifiait alors la majorité du prolétariat, le programme intégral de l'Internationale communiste et pas seulement une partie de ses thèses. C'est pourquoi, au IIe Congrès mondial, le camarade Lénine a pu dire que le groupe de *L'Ordine Nuovo* était la seule tendance du Parti socialiste qui représentât fidèlement l'Internationale en Italie ; c'est aussi pourquoi les thèses formulées par la rédaction de *L'Ordine Nuovo* et présentées par la section de Turin au Conseil national de Milan d'avril 1920 furent désignées explicitement au IIe Congrès comme base de la réorganisation révolutionnaire en Italie (1).

Notre programme actuel doit reproduire, dans la situation qui existe aujourd'hui en Italie, la position que nous avons prise en 1919-1920. Il doit refléter la situation objective actuelle, en intégrant les possibilités qui s'offrent au prolétariat pour une action autonome, de classe indépendante : il doit poursuivre, dans les termes politiques actuels, sa tradition d'interprète fidèle et intégral du programme de l'Internationale communiste. Le problème urgent, le mot d'ordre nécessaire d'aujourd'hui, c'est celui du gouvernement ouvrier et paysan : il s'agit de le populariser, de l'adapter aux conditions concrètes de l'Italie, de démontrer comment il jaillit de chaque épisode de notre vie nationale, comment il résume et contient en lui toutes les revendications de la multitude de partis et de tendances dans lesquels le fascisme a désagrégé la volonté politique de la classe ouvrière, et tout particulièrement des masses paysannes. Cela ne signifie pas, naturellement, que nous devons négliger les questions plus proprement ouvrières et industrielles, tout au contraire.

L'expérience a démontré, y compris en Italie, quelle importance, dans la période actuelle, ont prise les organisations d'usine, de la cellule du Parti au comité d'entreprise, à la représentation de la masse des travailleurs. Nous croyons, par exemple, qu'il n'existe pas un réformiste aujourd'hui qui ait le front de soutenir que seuls les organisés ont le droit de participer aux élections professionnelles ; quiconque se souvient des luttes qu'il a fallu mener sur ce point

peut mesurer le progrès que les réformistes eux-mêmes ont accompli sous la pression de l'expérience. Nous remettons donc en discussion tous les problèmes des formes d'organisation dans l'usine car seule une puissante organisation du prolétariat, qui sera réalisée au moyen de tous les systèmes possibles en régime de réaction, évitera en effet que la campagne pour le gouvernement ouvrier et paysan ne se transforme en une répétition de l'... occupation des usines.

Dans l'article « Contre le pessimisme (1) » publié dans le dernier numéro, nous avons fait allusion à la ligne que notre parti doit suivre dans ses rapports avec l'Internationale communiste. Cet article n'était pas l'expression d'un seul individu, mais le résultat de tout un travail d'intelligence et d'échange d'opinions entre vieux rédacteurs et amis de *L'Ordine Nuovo* ; avant que d'être un commencement, c'était donc la résultante de la pensée d'un groupe de camarades à qui, en tout état de cause, on ne saurait dénier le mérite de connaître par l'expérience directe et par la longue habitude d'un travail actif les besoins de notre mouvement. Cet article a suscité quelques réactions qui ne nous ont pas étonnés, car il est inévitable que trois années de terrorisme, et par conséquent d'absence de grands débats, aient créé jusque chez les meilleurs camarades un certain esprit sectaire de fraction. Cette constatation entraîne une série de conséquences : en particulier, et c'est là, nous semble-t-il, la plus importante, la nécessité d'entreprendre tout un travail pour faire que les masses de notre parti atteignent un niveau politique égal à celui qu'ont atteint les plus grands partis de l'internationale. Relativement, nous sommes aujourd'hui, du fait des conditions créées par la Terreur Blanche, un petit parti ; mais, étant donné les conditions dans lesquelles elle vit et se développe, nous devons considérer notre organisation actuelle comme le noyau du futur encadrement d'un grand parti de